Édouard Montpetit
(1881-1954)

POUR UNE DOCTRINE

(1931)

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Chomedey, Ville Laval, Québec
Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Mme Réjeanne Toussaint, bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec, à partir de :

Édouard Montpetit (1881-1954)

Pour une doctrine (1931)

Une édition électronique réalisée à partir d'Édouard Montpetit, Pour une doctrine (1931). Montréal : Librairie d'Action canadienne-française, 1931, 253 pages. Collection : Documents économiques

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 27 octobre 2003 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

Étapes

Première partie : Vers l'activité économique

- I. Une science nécessaire :
 - a) Le cycle économique
 - b) Les lois fondamentales
 - c) Les méthodes
 - d) L'expression
 - e) Au service de la nation
 - f) Conclusion
- II. L'Économie et l'histoire
- III. La pratique et la doctrine catholique

Deuxième partie : Pour l'intelligence et l'art

- I. Responsabilités intellectuelles
- II. L'élite par l'école
- III. La fonction de l'art

Troisième partie : Pour l'action sociale

- I. Un programme
 - a) La question sociale
 - b) Intervention de l'épiscopat américain
 - c) Principes fondamentaux
 - d) Programmes antérieurs
 - e) Solutions positives
 - I. Le placement et l'apprentissage
 - II. La réglementation du travail.
 - III. Le salaire
 - IV. Le salaire et le coût de la vie
 - V. Les assurances sociales
 - VI. La coopération et la participation
 - f) Conclusion
- II. Le rôle social des Universités
 - a) Le civisme
 - b) La politique
 - c) L'économie sociale
- III. Dixième anniversaire

Édouard Montpetit

Pour une doctrine

Montréal : Librairie d'Action canadienne-française,
1931, 253 pages
Collection : Documents économiques.

[Retour à la table des matières](#)

« La patrie est parfois une province, parfois
une langue, souvent une religion, parfois aussi
une couleur de peau, un certain besoin de
révolte, une idée, une doctrine. »

Georges DUHAMEL

[Retour à la table des matières](#)

Édouard Montpetit, Pour une doctrine (1931)

Étapes

[Retour à la table des matières](#)

Un vif intérêt d'humanité s'attache aux fondations coloniales. Décidés à un sort étranger, les hommes emportent vers l'inconnu, avec le souvenir de leur patrie, des aptitudes, des mœurs et, plus profondément, leur sentiment religieux.

Quittant leur pays, ils ne se renoncent pas. Leur volonté formée de siècles sollicite, parmi de formidables résistances, les promesses de la sauvagerie. Notre histoire est ainsi bien autre chose qu'une succession de dates et de décrets : une période vivante où des traditions germent en terre neuve.

* * *

La légende d'un Canada normand a persisté : simplification que justifient presque nos commencements. De nos pères, les Normands sont arrivés les premiers et les plus nombreux ; mais leur influence, indéniable, rencontre celle des hommes du Perche et du Poitou, de la France du nord et de l'ouest, à laquelle le Canada se rattache largement. On me l'a rappelé à Poitiers d'où venaient mes ancêtres et où il me semblait être retourné après un très long temps. Avait-on à le faire quand, tout de suite, j'avais retrouvé la vérité de nos origines, mi-eux que dans le splendide anonymat de Paris : sur des figures de chez nous, comme naguère en Saintonge et en Normandie, dans des noms de

famille, dans mille traits de mœurs où je communiais d'une âme habituée, dans des mots qui apparentent plus que tout au monde, sans crainte, sans diminution, familièrement.

La France a dirigé vers nous dix mille colons, aussitôt multipliés jusqu'à former un groupe, lié dans le culte de ses traditions. Aventueux, d'humeur gaie, très surveillé dans sa moralité, il poursuivait ses desseins parmi les difficultés que suscitaient le climat, la distance et l'homme rouge.

* * *

Deux tendances dissocient ces énergies : l'intérêt commercial, la volonté de stabiliser. Les marchands veulent exploiter leurs privilèges au détriment de la colonisation qui gênerait leur égoïsme : ils poussent à la forêt les coureurs de bois qui rabattent sur l'Europe les précieuses peaux de castor. Malgré les guerres, la course se précipite à travers l'histoire vers des contrées de plus en plus éloignées, jusqu'à la chute de la colonie que de brillantes victoires n'ont pu que retarder.

Pourtant la tâche s'accomplit. Ceux que la forêt n'attire pas, ou qui ne lui donnent qu'une part de leurs soucis, « s'habituent », ainsi que l'on disait joliment. À l'orée du bois, le long du fleuve, des champs travaillés, des routes marquent l'emprise de l'homme que la maison perpétue.

Des historiens ont décrit cette colonisation primitive que nous évoquons de nos jours, quand nous la voyons revivre dans nos régions encore vierges. Mais nul mieux que Léon Gérin-Lajoie n'en a révélé la lumière intérieure. Les articles qu'il donna à la Science sociale de Paris, à la fin du siècle dernier, sont remarquables d'observation humaine appliquée aux origines, au sens et aux résultats des établissements français dans la vallée du Saint-Laurent.

* * *

Car c'est là surtout qu'ils se sont solidifiés. En dehors de cette région mère prolongée vers l'Acadie, seules quelques tentatives du côté des Grands Lacs et du Mississippi disent l'arrêt des hommes au sein de l'immense espace qui sans cesse les appelait ailleurs. L'œuvre française a encerclé le Saint-Laurent et ses tributaires, courant sur le territoire comme les rivières sur la carte. C'est dans la vallée laurentienne et en Acadie que notre race s'est ramassée pour mieux durer.

La colonisation fut entreprise surtout par les gens du Perche qui s'installèrent sur la côte de Beauport, dans l'Ile d'Orléans et à Lauzon, d'où ils ont essaimé, formant le long du Saint-Laurent avec ceux de la Normandie et du Poitou, le fond de la population stable. Invité par la pensée de Gérin-Lajoie, j'ai visité le Perche, pays vallonné, quadrillé de haies, livré à la petite culture. Le paysan y connaît les « terres froides et neuves ». Il supplée à la parcimonie

du sol par l'exercice de quelque métier ou l'exode saisonnier vers des provinces voisines, plus riches.

Traditions qui l'adaptent à merveille aux exigences du Canada. S'il se laisse tenter par la traite, c'est pour assurer la fidélité que, de longue date, il a jurée à la terre. Il organise ce que Gérin-Lajoie appelle, avec Demolins et l'abbé de Tourville, le « domaine plein qui se suffit, s'enrichissant de sa propre substance : culture mixte, exploitation forestière adjointe aux labours, fabrication à domicile des objets de consommation. Uni sous l'autorité du père et la conduite de la mère, le foyer abrite longtemps les enfants et souvent des parents plus pauvres ou célibataires. L'aîné reçoit le bien paternel comme un lien sacré et les autres enfants, lorsqu'ils se marient, la compensation d'avantages entre vifs. Le voisinage prolonge et intensifie l'action des familles qui s'entraident, groupées dans le travail, la joie ou le deuil. Ces caractères, qui se retrouvent en pays acadien, ont rayonné au cours du XIX^e siècle dans L'Ontario et même au Manitoba, au sud de Winnipeg. Les champs allongés restent vides, avec, en bordure de la route, la chaîne de la paroisse ou du rang. Le peuple, on le sent, s'est rapproché par goût et par instinct de défense. Tout autre est la campagne où se disséminent les colons anglais. On découvre au centre de la propriété, parmi le touffu des arbres, la maison plus vaste, plus confortable, loin de la route nue. Une ou deux églises, un bureau de poste, quelques magasins, une salle de réunion, désignent les centres où s'anime à l'occasion une vie commune.

La paroisse, au Canada français, s'est établie d'abord sous la forme d'une mission, puis définitivement, comme un refuge. Longtemps le Canadien français y a enfermé ses désirs. Lorsque le vieil esprit d'aventure l'emportait vers des terres nouvelles, il jalonnait sa route de clochers, il « suivait les églises », comme l'écrivait A.-N. Montpetit à propos de Beauharnois. Rappelons-nous les regrets de la mère Chapdelaine à savoir la paroisse si lointaine et, à Péribonka, au cœur des bois du Nord, la messe, point de départ de l'œuvre immortelle de Louis Hémon.

* * *

Le type canadien français restait le même dans ses traits essentiels et comparable à celui que nous décrivent les narrations anciennes. Il résista à la tourmente. Après 1763 le peuple répara ses pertes et reprit ses travaux. Sous l'ancien régime, la traite était la grande industrie. L'impulsion de Talon avait établi des productions et des échanges, mais beaucoup de riches et de notables avaient passé les mers après la conquête et les Canadiens français « départriés » étaient ramenés à eux-mêmes. Il leur restait la terre.

Pour eux, c'était presque le dénuement et il sied de s'en souvenir au moment de mesurer l'effort économique de l'élément français. C'était le dénuement à côté des richesses que les Anglais allaient récolter. Point d'histoire aujourd'hui dévoilé : la population d'origine britannique, au commencement du régime anglais, a capté les sources de fortune, s'est fait attribuer quantité de terres, a exploité les services publics, reçu l'appui généreux d'un capital déjà formé et, plus tard, l'appoint d'une immigration intense. Cet argument ne

tranche point le problème de notre collaboration dans l'ordre économique, mais il atténue singulièrement notre prétendue infériorité.

Il explique en tout cas que le Canadien français se soit attaché à son champ dont il restait le maître, l'exploitant suivant des procédés qui lui venaient des ancêtres. Cette existence, simple, routinière, têtue, entraînait certes des faiblesses, mais qu'il est facile d'exagérer si l'on n'en apprécie pas les causes et si l'on en méconnaît le caractère. Pour Gérin-Lajoie, le régime agricole de la Province de Québec ne manque ni d'unité, ni d'indépendance, ni même de puissance, mais il ne favorise pas la spécialisation, borne l'intérêt aux petites exploitations et retient les ambitions dans le cadre habituel de la paroisse. Dans les villes qui se développent lentement, subsiste une élite professionnelle, distinguée, mais sans audace, peu ou pas de classe patronale, guère d'associations ni de fondations, une inclination paresseuse au paternalisme, des administrations parfois douteuses et, en général, une insouciance prononcée vis-à-vis des arts usuels. Il compare en passant l'habitant au highlander, « moins paysan », moins fermement adonné à la culture, plus porté vers l'action. Les deux pourtant se ressemblent ; et, là où ils sont venus en contact, le Canadien a « absorbé ou évincé l'autre ». Le lowlander, au contraire, est mieux organisé, compte davantage sur le travail salarié, sur les mouvements de la vie publique et fait preuve d'initiative. C'est le particulariste. On sent bien que Gérin-Lajoie le propose en exemple à ses compatriotes. Sans se dénationaliser, pense-t-il, les Canadiens français pourraient se montrer plus pratiques et plus fervents de progrès, se livrer à des entreprises plus diverses. Il ne laissait pas d'ailleurs toute espérance. La fin de ses articles signale des indices de réveil. Les transports, l'essor des industries, la consolidation des fortunes influenceront « du dehors », — c'est son expression — sur le groupe canadien français et le détermineront à une activité décisive.

* * *

L'événement lui a donné raison. Les Canadiens français sont entrés dans la carrière économique. On le sait trop peu à l'étranger ou ici même, parmi nos concitoyens d'origine anglo-saxonne ; et plusieurs en sont restés au temps déjà éloigné où l'argent des autres semblait nous réduire sans espoir à des fonctions subalternes. Nous avons participé à notre manière, par des moyens que nous avons été seuls à nous façonner, au remarquable développement qui a caractérisé notre pays depuis trente ou quarante ans.

L'agriculture s'est transformée. Si les Canadiens ont été lents à se résoudre au renouvellement de leurs méthodes, du moins ont-ils suivi, leur jour venu, les voies dans lesquelles les provinces anglaises s'étaient naguère engagées. Les résultats ne furent pas toujours complets, ni toujours satisfaisantes les tentatives multipliées ; mais l'effort réalisé oppose tout de même aux pénuries du passé d'incontestables progrès, qui classent notre province en bonne place.

L'industrie s'est répandue, engageant un milliard et demi dans l'exploitation de nos forêts, puis de nos forces naturelles et de nos mines. La province détient dans le monde le quasi-monopole de l'asbeste et demeure, pour le Canada, le centre le plus important de production de la pâte de cellulose.

La réaction a fait naître des industries canadiennes-françaises ; trop peu, il est vrai, ou trop faibles devant la concurrence. Les Canadiens français ont dégagé de la terre un capital liquide que quelques-uns ont fait fructifier dans le commerce, dans les spéculations immobilières, à la Bourse. Il existe un portefeuille et l'on trouverait, s'il était possible de dresser une statistique, que les nôtres prennent part, à titre d'actionnaires et d'obligataires, au mouvement qui nous entoure. Il existe une finance : nos banques, dont l'une occupe le cinquième rang parmi les institutions canadiennes, nos bureaux d'agents de change, nos maisons de placiers en valeurs mobilières ont drainé l'épargne populaire, encore hésitante et souvent bourrue. Une fortune s'est constituée, évaluée par Olivar Asselin à près de trois milliards et demi, insuffisante si on la compare, consolante malgré tout si on en considère les dures origines. On dénombre des millionnaires. Il reste le travail, notre lot ordinaire depuis des siècles, sans quoi, on l'oublie là où on en profite, rien ne s'accomplirait, et qui demeure pour nous la seule force d'émancipation.

Gérin-Lajoie déplorait les lacunes de nos administrations publiques, autre vice congénital de notre organisme appauvri par la lutte. S'il avait raison, la régénérescence à laquelle nous assistons n'en offre que plus de mérite. Les finances de la province française sont prospères, grâce surtout au monopole des alcools, que les autres provinces du Dominion ont fini par nous emprunter, de pudeur lasse. Des impôts nouveaux sont destinés à l'instruction, qui prend peu à peu sa place parmi nos préoccupations, trop longtemps imprégnées de la seule politique de parti. Les fonds de l'Assistance publique soutiennent plus vigoureusement les oeuvres d'hospitalisation ; et l'hygiène en aura sans doute sa part le jour où nous comprendrons que c'est encore défendre nos droits et fortifier notre influence que de combattre les maladies qui nous déciment.

Tous ces progrès — et d'autres encore, comme la spécialisation de l'enseignement, le nombre augmenté des associations, l'essor de la colonisation aidé par le clergé — Gérin-Lajoie les a soulignés dans l'Amérique latine en 1924. Il s'en réjouit à bon droit, lui qui avait été presque pris à partie pour avoir parlé de particularisme. Il n'y voyait pas un danger pour notre caractère ethnique, mais une vigueur propre à fortifier nos résistances. C'est l'essentiel. La richesse, utilisée avec sagesse, nous sera d'un puissant secours, à la condition de nous y intéresser nationalement, si j'ose dire, d'en organiser la poursuite, de nous plier aux disciplines que la pratique ne supplée pas toujours, de méditer la leçon des concurrences qui nous dépossèdent et d'apprendre enfin à substituer à de stériles lamentations une action positive et solidaire, fondée sur une doctrine.

Édouard Montpetit, Pour une doctrine (1931)

Première partie

Vers l'activité économique

[Retour à la table des matières](#)

Première partie : Vers l'activité économique

I

Une science nécessaire

a) Le cycle économique

[Retour à la table des matières](#)

L'économie politique est la science des richesses, de tout ce qui contribue à la satisfaction des besoins humains, sans cesse multipliés et renouvelés : une feuille de papier, une aune de toile, un morceau de pain, aussi bien qu'une pièce d'or. Ce sont là des utilités et des valeurs. Ces richesses sont produites, réparties, consommées. Elles naissent et circulent. L'Économie a pour objet de les suivre dans le voyage qu'elles accomplissent de leur origine au marché de consommation.

La production repose sur trois facteurs : la nature, le travail et le capital. La nature fournit la matière et les forces physiques ; elle constitue le milieu par le jeu des influences géographiques. Elle ne se livre pas gratuitement. L'homme ne lui ravirait que fort peu de chose, s'il ne faisait usage de ses bras et s'il n'avait inventé des instruments de lutte, de conquête, de fabrication. Le travail, principe intelligent et directeur des entreprises, joue donc par essence un rôle actif et nécessaire. Il est un effort vers la création d'une utilité, une peine que l'homme s'impose pour atteindre à un résultat pratique. Il est aussi à l'origine du capital qui est une réserve en vue d'une production ultérieure.

Dans le langage courant, ce mot est synonyme de richesse : il désigne la somme que l'industriel ou le commerçant a placée dans une affaire. On dira : le capital de cette banque est de seize millions de dollars ; cette société a, par sa liquidation, entraîné une perte énorme de capitaux. Bref, le public ne connaît guère que le capital-espèces. L'économiste emploie ce terme dans un sens beaucoup plus large, que nous préciserons mieux en comparant le capital à l'épargne. L'épargne est aussi une mise de côté, mais inactive. Elle repose et s'accumule ; elle dure, mais n'agit pas. Un dépôt confié à une banque produit quelque chose, puisque la banque l'emploie à faciliter les transactions commerciales, mais il n'assume pas le risque d'une entreprise ; il recherche au contraire, contre des intérêts moindres, la sécurité. La chose est plus évidente encore pour l'épargne enfouie dans le bas de laine ou thésaurisée d'autre manière. Au contraire, le capital est une épargne agissante qui continue de féconder l'action du travail. Il revêt diverses formes : les approvisionnements, les matières premières, les bâtiments, les machines sont du capital aussi bien que les valeurs mobilières ou les espèces métalliques. La plupart du temps, c'est une somme initiale qui se transforme pour les besoins de l'industrie et qui devient l'usine avec sa puissante organisation ; mais on imagine sans difficulté un capital qui naît et se développe sans l'assistance de la monnaie et du crédit : un pêcheur qui creuse un arbre pour en faire un canot crée du capital, instrument de production.

La nature, le travail et le capital, aidés par les découvertes de la science, unis dans une collaboration étroite, sont les agents merveilleux du progrès matériel. Notre régime économique est caractérisé par une production à outrance, un industrialisme fiévreux, une concentration qui peut devenir dangereuse. Le capital, grossi de toutes les épargnes, appareil gigantesque ; le travail syndiqué, masse formidable et houleuse, sont deux forces, mues par des intérêts opposés se combattant sans s'épuiser. Au sein d'un monde dont tous les efforts sont tendus par l'espoir d'une fortune rapide et qui ne connaît plus d'autre rêve, à certains moments, que celui de l'or, se pose, âpre et inquiétant, le problème social, le problème de la misère que la richesse ambiante rend plus cruelle à porter.

Produire ne suffit pas : il faut écouler la marchandise, trouver des débouchés, opérer les rentrées et liquider le capital-argent pour le faire servir à de nouvelles entreprises. Nous touchons au commerce, agent de circulation. Les négociants, hommes d'affaires, dépositaires, banquiers, agents de change, commissionnaires, répartis par tout le pays, en relations constantes avec l'étranger, déplacent les richesses et les distribuent. Ils servent d'intermédiaires. Le plus souvent, les marchandises rencontrent dans leur course les murailles douanières, dont les peuples se sont entourés. Une guerre en résulte, celle des tarifs, mais, en retour et par une sorte d'ironie des choses, la circulation est rendue plus facile par les transports et les instruments du crédit : la monnaie et la banque. Ces mots nous disent l'importance des questions dont il est traité dans cette partie de l'Économie : caractères d'une bonne monnaie, métaux précieux, stabilité de leur valeur, puissance d'achat de la monnaie, variation des prix, mécanisme du change, fermeté du crédit, substitution graduelle des valeurs fiduciaires aux valeurs métalliques ; fonction économique de la banque, augmentation progressive des dépôts, émission et garantie des billets ; transport des hommes, des marchandises, des titres ; échange commercial à l'intérieur et à l'extérieur, politique douanière qui favorise l'expansion d'un

pays par l'utilisation de ses forces productrices. Vaste champ où l'activité commerciale s'harmonise.

La répartition des richesses offre plus d'intérêt au sociologue. Ici se noue le lien qui unit l'économie politique à l'économie sociale, deux sciences inséparables, si l'une a pour objet d'élaborer les principes qui guideront l'action de l'autre. Naguère, les auteurs s'arrêtaient de préférence aux phénomènes de la production dont ils n'apercevaient pas encore tous les résultats ; ils considéraient avant tout le développement de la richesse. Rien de surprenant à cela. Les économistes assistaient, étonnés et captivés, au spectacle d'un monde se renouvelant sous leurs yeux. Les événements du jour confirmaient leurs espoirs de la veille. Le génie humain, sans cesse en éveil, livré à des recherches sitôt récompensées, confiant dans la réussite de son effort scientifique, maître de la vapeur et de l'électricité qu'il avait dérobées à la nature, promettait des conquêtes toujours plus nombreuses. C'était l'âge d'or ! Les choses ont vite changé. Les lois économiques, libres d'entraves, ont légitimé toutes les ambitions et fondé les fortunes du siècle dernier ; mais elles ont aussi provoqué l'inquiétude, la révolte et souvent la haine chez ceux qu'elles déshéritaient en enrichissant le petit nombre. La réaction a été brusque et presque aussitôt violente. Les fervents du progrès économique se sont effrayés des maux qu'il engendrait. Ayant pesé la part qui revient à chacun dans l'œuvre de production, ils ont réclamé des lois, humaines celles-là, des lois de protection ouvrière, qui adoucissent les effets d'une concurrence hautaine. Ils ont demandé que la répartition des gains fût plus équitable. L'industriel paie l'impôt à l'État, la rente et le loyer au propriétaire, les intérêts au capitaliste, le salaire à l'ouvrier ; il garde pour lui le profit. On se rend compte des difficultés que soulève cette distribution. En veut-on un exemple ? La seule question du salaire est une des plus ardues, des plus agitées. Qu'est-ce qui en déterminera le taux ? La loi ou l'initiative individuelle ? Est-ce l'offre ou la demande, c'est-à-dire le nombre des bras qui se tendent vers le patron ou celui des énergies que l'entreprise réclame ? N'est-ce pas plutôt la productivité du travail accompli ? Le problème est-il aussi simple et sa solution ne dépend-elle pas d'une foule de circonstances dont il faut connaître à fond la nature et le poids ? Le salaire une fois fixé dans sa quotité, est-ce tout ? Quelles mesures le garantiront contre les saisies abusives, contre les risques que subissent les entreprises ? Ainsi naissent d'autres questions, tout aussi complexes, touchant la population ouvrière, la sécurité du travailleur, l'hygiène des ateliers, les assurances sociales, le chômage, le paupérisme. La vie économique, que nous avons vue jaillir en bourdonnant hors de l'usine et se répandre par le monde, se complète ici d'un élément de plus qui l'ennoblit, qui la sauve : la justice.

Reste un dernier acte : la consommation des biens. Elle est immédiate ou différée, productive ou improductive. Les richesses disparaissent par l'usage ou bien elles demeurent et sont épargnées. Cette partie de l'économie politique a été longtemps écourtée. Pour lui donner plus de consistance, on y rattachait le budget et l'impôt, les recettes et les dépenses de l'État, l'assurance et l'épargne. Elle est aujourd'hui transformée par l'étude du budget ouvrier, mise en lumière par Frédéric LePlay, de la dépense et du luxe, et surtout du rôle actif que peut assumer le consommateur. Consommateur et contribuable ont large dos. Ils supportent, sinon sans mauvaise humeur, au moins sans représailles, les plus lourds fardeaux. L'un et l'autre sont taillables à merci. Ils sont la masse ; et la masse, aussi longtemps qu'elle se tient dans les bornes de la

légalité, est bonne pâte : elle reçoit toutes les empreintes, oscille au moindre mouvement et subit la volonté des maîtres qu'elle s'est donnés, honteuse, dirait-on, de se ressaisir, et acceptant un sort qu'elle a une obscure conscience de mériter par son inertie. Heureusement il y a des réveils, et nous assistons à celui du consommateur. Le bon géant s'agite. Il se ligue et consent à lutter. Il se rend compte de sa puissance et qu'elle peut lui être utile à autre chose qu'à renverser les princes. On l'a vu former des associations d'acheteurs et obtenir des grands magasins d'excellentes réformes, s'insurger contre le prix excessif de la vie, ou user du boycottage pour faire respecter ses droits. Il est piqué : on le verra demain réprimer d'autres abus.

Le cycle se termine ici pour recommencer aussitôt. L'homme, en se nourrissant, consomme : il refait ses forces pour continuer le travail. La consommation du charbon dans l'industrie concourt à la production. Tout se tient.

Fidèle à la méthode des auteurs français, j'ai repris les quatre parties classiques de l'exposé théorique. La réalité est beaucoup plus entremêlée. Les phénomènes s'y précipitent et leur action est simultanée. L'industriel produit, vend, distribue et consomme la richesse tout à la fois. Son activité ne s'arrête pas pour se diviser. Mais, pour dénombrer ses initiatives, cataloguer ses efforts, un classement s'impose ; c'est l'objet de l'enseignement et sa justification.

b) La loi fondamentale

[Retour à la table des matières](#)

L'économie politique est-elle une science ?

Importante question, longuement discutée par les auteurs de manuels et de traités. La préoccupation première des économistes est d'affirmer et de démontrer la valeur scientifique de leurs ouvrages. Leurs adversaires, et ils sont nombreux depuis les auteurs dramatiques les plus gais jusqu'aux plus austères essayistes, prononcent avec dédain que l'Économie est un art tout au plus, un ensemble d'observations assez disparates, sans lien entre elles, souvent sans intérêt.

Les auteurs dramatiques semblent avoir un faible pour l'économiste. Vieillard charmant, discret, malicieux, homme de tout repos et membre de l'Institut par surcroît, il envahit la littérature et le roman. On y peint ce personnage sous des dehors patibulaires : être inoffensif, souriant avec mélancolie à sa vie qui s'achève, le cœur plein de bonté et l'esprit bourré d'une connaissance sur laquelle il ne se leurre guère. Il a, ainsi fait, quelque chose de l'abbé Constantin et de Sylvestre Bonnard. Tel le Garin-Miçlaux de *L'Éven-*

tail, que des chagrins d'amour ont fait « se retirer dans l'économie politique » et dans « le trente-cinquième fauteuil de l'Académie des Sciences morales et politiques ». Écoutez-le raconter sa peine : « L'économie politique à laquelle je me suis consacré est une science ingrate, revêche, une science vieille fille. — Alors, pourquoi l'avez-vous épousée ? — Oh ! pas par inclination, croyez-le bien. Plutôt par dépit. »

Les essayistes, politiques ou sociologues, sont plus durs : ils n'épousent pas. Il leur déplait que les économistes aient l'arrogance de prêcher une doctrine. Ils répudient cette pédagogie nouvelle et gênante. Ils ne prennent pas garde que le ton de leur critique se fait volontiers autoritaire : pour combattre les prétentions d'autrui, ils étalent les leurs et dogmatisent à leur tour, au nom d'une indépendance qui se borne à l'allure de leurs jugements.

Négligeons ces querelles.

Une science ne sort pas, toute vêtue, du cerveau des savants. Elle plonge dans la réalité, où elle ramifie des racines nombreuses. Elle est conditionnée par une série de phénomènes. Généralisation et synthèse, la science est un résultat. Elle observe et pénètre les faits, les accumule avec patience et méthode pour les grouper ensuite par catégories. Ces groupements révèlent bientôt des caractères identiques. Ils donnent lieu à des manifestations semblables. On sent, sous leur diversité apparente, une même influence : ils obéissent à un principe. Ce principe est l'objet profond de la recherche scientifique. La science naît lorsque l'esprit dégage de la succession des phénomènes, la notion de loi ; elle germe de la collaboration du réel et de la pensée. Savoir, c'est donc connaître les lois des choses et affirmer les rapports qui existent entre elles.

Dans toute science, l'observation est difficile parce qu'elle porte sur un domaine étendu où s'entrecroisent mille réactions que le savant doit démêler ; mais les sciences sociales poursuivent, au sein d'un enchevêtrement de causes et d'effets d'ordre physique, un élément plus mobile encore : la volonté de l'homme que détermine une psychologie compliquée. On n'arrive pas d'un coup à des conclusions fermes.

Il en a été ainsi de l'économie politique. Elle n'a trouvé sa pleine formule qu'au XVIII^e siècle. Certes, bien avant cette époque les hommes ont utilisé le capital, organisé le travail et l'industrie, exploité les richesses naturelles. La monnaie est d'un usage ancien. La banque a fonctionné dès qu'on en a compris les avantages. Les artisans du moyen âge et les entrepreneurs des temps modernes n'avaient pas attendu les économistes pour produire et progresser ; l'agriculture faisait vivre l'humanité de ses produits et alimentait l'industrie de matières premières longtemps avant que le docteur Quesnay ne publiât, en 1756 et en 1757, dans la *Grande Encyclopédie*, ses articles sur les fermiers et les grains. Les hommes faisaient de l'économie politique sans le savoir. L'art a précédé la théorie.

Bien avant le XVIII^e siècle aussi, des auteurs ont abordé les problèmes économiques. Le terme *économie* est d'origine grecque : Xénophon l'employa le premier pour désigner l'économie domestique. Platon, dans sa *République*, Aristote, dans sa *Politique*, ont laissé des définitions fort justes de la division du travail et de la valeur. « Ne croirait-on pas, en lisant ces lignes si simples et

si précises, écrit M. A. Blanqui à propos de Platon, parcourir l'un de nos meilleurs traités d'économie politique ? » Les questions monétaires et les questions commerciales ont fait l'objet, durant les temps modernes, d'une foule d'études et de monographies très curieuses où des clairvoyances inattendues voisinent à côté d'erreurs courantes. Mais l'ensemble de ces travaux épars ne constituait pas une science et le *Traité de l'Économie politique*, publié par Antoine de Montchrétien, Sieur de Wateville, en 1615, n'apportait guère qu'un titre plus général, groupant les recherches empiriques poursuivies jusque-là par les savants isolés.

Or, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, se forma en France une École d'économistes dont les travaux contribuèrent à l'élaboration d'une doctrine scientifique. On les appelait les Physiocrates, du titre d'un ouvrage de Dupont dit de Nemours : *Physiocratie* ou *Constitution naturelle du Gouvernement le plus avantageux au genre humain*.

Le plus célèbre parmi eux fut le docteur François Quesnay, médecin de Louis XV. Il était né en 1694. Venu à Paris pour apprendre son art, vite connu, il fut le protégé de la Pompadour. Curieux et d'esprit cultivé, il s'adonna aux questions économiques et publia, outre les deux importants articles que nous savons, un ouvrage obscur et compliqué, le *Tableau économique*. Afin de se distraire, le roi en composa une partie pour l'imprimerie, sans s'arrêter à ces formules revêches qui passèrent, ignorées, sous ses yeux. Le livre eut quelque retentissement et fut accueilli, avec enthousiasme par les amis de l'auteur. Mirabeau le père en fit cet éloge pompeux : « Depuis le commencement du monde, il y a eu trois découvertes qui ont donné aux sociétés politiques leur principale solidité. La première est l'invention de l'écriture qui seule donne au genre humain la faculté de transmettre sans altération ses lois, ses caractères, ses annales et ses découvertes. La seconde est l'invention de la monnaie, ce bien commun qui unit toutes les nations civilisées. La troisième, qui est le résultat des deux autres, mais qui les complète, est le *Tableau économique*, la grande découverte qui fait la gloire de notre siècle et dont la postérité recueillera les fruits. »

Autour du docteur Quesnay s'étaient groupés Vincent de Gournay, le marquis de Mirabeau, Lemer cier de la Rivière, Dupont de Nemours, l'abbé Baudeau et, plus tard, Turgot, moins ardent et plus pratique. Ces savants ont été les précurseurs de la science économique. Leur oeuvre, longtemps et injustement négligée, est aujourd'hui répandue, commentée. Leur pensée originale a déterminé l'évolution des idées.

Physiocratie veut dire gouvernement de la nature. Il existe, croyaient les économistes, des lois qui dominent les sociétés et les gouvernent. Les hommes y sont soumis et doivent les respecter, car elles conditionnent l'ordre social. On se liguerait en vain : forces naturelles, leur triomphe est assuré.

Qu'est-ce à dire, sinon qu'il faut avant tout veiller au libre jeu de ces influences nécessaires ? Vincent de Gournay avait ramassé la pensée de l'École dans quatre mots qui ont fait fortune : Laisser faire, laisser passer.

Les Physiocrates ne donnaient pas dans le romantisme naturiste et négligeaient l'attrait des contes philosophiques. Ils ne prêchaient pas le retour

à l'état sauvage, cher à Jean-Jacques et exalté par les voyageurs qui avaient approché, hors des atteintes néfastes de la civilisation, quelque tribu primitive et candide. Ils faisaient état des travaux accomplis et voyaient le progrès dans l'avenir. Mais ils ne se préoccupaient pas de définir les lois naturelles. Elles existent, pensaient-ils ; mais elles ne se démontrent pas. L'esprit les connaît sans effort : elles s'imposent. « Le droit naturel des hommes, écrit le docteur Quesnay, diffère du droit légitime ou du droit décerné par les lois humaines, en ce qu'il est reconnu avec évidence par les lumières de la raison et que par cette évidence seule il est obligatoire indépendamment de toute contrainte. » Par où cette théorie perdait toute rigueur scientifique et se dérobaît à sa base même. Elle n'en était pas moins fertile en conséquences : l'observation, mise sur la voie, allait lui trouver une expression plus conforme à la réalité.

En 1776, quelques années après la publication du *Tableau économique*, Adam Smith, philosophe écossais, écrivait son livre célèbre, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Il avait fréquenté les Physiocrates et connaissait assez leurs idées pour les partager ou les combattre. Sa méthode est plus précise que celle de ses prédécesseurs. Il tient compte des faits qu'il étudie de très près. Chef de l'École anglaise, son influence a été considérable. Elle subsiste. Nos compatriotes anglo-saxons citent volontiers la *Richesse des nations* qui alimente encore nos discussions d'arguments à peine renouvelés.

Adam Smith ne partageait pas tout à fait l'avis des Physiocrates sur l'ordre préétabli et spontané. Pour lui, la source de l'activité économique réside dans l'homme, qui poursuit toujours son intérêt personnel. Ce mobile explique tout. La division du travail, l'échange, l'invention de la monnaie, le jeu du crédit, les agglomérations de l'épargne ont une même origine : l'intérêt personnel bien compris guide de l'homme vers le progrès.

Smith est partisan convaincu de la liberté. La contrainte gênerait l'essor économique. L'homme doit être maître de chercher sa voie et de profiter des énergies qu'il porte en lui-même. Chacun, travaillant pour soi, ajoute au bien commun. Les intérêts individuels, loin de s'opposer et de se détruire, s'harmonisent. « Tout homme, écrit-il, tant qu'il *n'enfreint pas les lois de la justice*, demeure en pleine liberté de suivre la route que lui montre son intérêt. »

Smith n'avait donc pas recours à l'expédient ultime et commode de l'évidence. Il démontrait, s'appuyant sur l'observation, ce qu'il croyait être le principe premier du monde producteur. Il analysait de façon lumineuse les phénomènes économiques, les reliait, poursuivant sous ces manifestations dissemblables la révélation d'une même force créatrice. Il s'employait à trouver une formule scientifique que Jean-Baptiste Say devait reprendre et dégager définitivement.

Jean-Baptiste Say vulgarisa l'économie politique. Ayant appris, durant un court séjour en Angleterre, la langue du pays, il lut dans le texte l'œuvre d'Adam Smith. Elle l'intéressa vivement. Pénétré des idées du maître, il publia, en 1803, un ouvrage important, dont le titre et le sous-titre renferment une définition et une division de l'Économie que la plupart des auteurs classiques ont depuis maintenues : *Traité d'Économie politique, ou simple*

exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses.

Il veut établir une science indépendante, analogue aux autres sciences, logée dans le domaine transcendant de la théorie pure et impassible. Il n'a cure de la critique et ne se préoccupe pas de l'approbation des hommes. Il enseigne *ce qui est*, avec superbe. Lorsque l'Empereur le prie de modifier quelques-unes de ses opinions, il a ce courage de ne pas céder sa pensée contre des honneurs.

Jean-Baptiste Say a parlé le premier des lois économiques, dans la seconde édition de son traité parue en 1814. Il s'emploie à les découvrir et à les formuler. Il en caractérise ainsi la rigidité : « Ces principes ne sont pas l'ouvrage des hommes. Ils dérivent de la nature des choses ; on ne les établit pas, on les trouve ; ils gouvernent les législateurs et les princes, et jamais on ne les viole impunément. » Voilà, exprimée avec vigueur, la pensée dominante du libéralisme économique.

Nous sommes au terme de notre recherche. Aux écrits rudimentaires et empiriques des premiers économistes a succédé le langage scientifique des auteurs contemporains. Nous avons suivi le travail de l'esprit, déduisant des faits les règles communes qui serviront de guides. Nous n'avons pas épuisé la question. Il reste à connaître la valeur en certitude de ces principes économiques et si ces lois sont inviolables.

L'assurance des économistes est-elle justifiée ? Possèdent-ils la vérité et méritent-ils une foi inébranlable ? Les principes qu'ils énoncent sont-ils continus, rigoureux ? Que signifient les interminables querelles des Écoles ? Qu'est-ce qu'une science ainsi combattue, partagée, d'apparence contradictoire ?

À dire vrai, des économistes de renom nient l'existence de principes universels, causes déterminantes de l'activité productrice. « De loi suprême, unique, de l'action des forces économiques, il n'y en a pas et il ne peut pas y en avoir, écrit Gustav Schmoller. Le résultat général des causes économiques d'une époque et d'un peuple est toujours pour l'esprit quelque chose d'individuel, que nous expliquons par le caractère du peuple, par l'histoire, en nous aidant de vérités générales, économiques, sociales et politiques, mais que nous sommes loin de pouvoir ramener *dans tous ses éléments* à ses causes propres. En ce qui touche le développement général des rapports économiques humains, nous n'avons guère plus que des *explications tâtonnantes, des principes hypothétiques*, des considérations téléologiques. » Voilà qui est catégorique, sinon clair. On explique assez bien un point, un stade de l'histoire économique des peuples ; on ne saurait définir ni même dévoiler la cause lointaine, originelle, de l'ensemble « des rapports économiques humains ». Elle nous échappe. Elle n'existe pas ; elle ne peut pas exister scientifiquement.

On pourrait opposer à ce témoignage l'opinion de plusieurs économistes. Retenons celle de Colson, membre de l'Institut, libéral modéré, qui joint à son titre de professeur d'économie politique celui d'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées. Que pense ce savant dont l'esprit s'est formé au contact des

sciences exactes ? Tout en reconnaissant « qu'il y a quelque chose de fondé dans l'accusation d'incertitude portée contre l'économie politique », il ajoute : cette science « conduit à des résultats certains qui, sans avoir le caractère de lois immuables, subsisteront tant que les dispositions primordiales de la masse du genre humain resteront ce qu'elles sont aujourd'hui ».

Il ne faut donc pas demander trop à l'économie politique. Elle n'est pas une science mathématique, absolue, sans conteste possible, encore que des opérations numériques confirment telles vérités économiques ; mais une science sociale, par conséquent une science de l'homme. Son objet, c'est l'homme livré à son activité ; ce sont les rapports constants que fait naître entre les individus l'oeuvre de production et de répartition des utilités.

Elle a son domaine propre, ses méthodes, ses procédés, enregistrant des phénomènes spécifiques, qu'elle compare et apprécie. Elle observe, définit, affirme et conclut, s'assimilant la réalité mouvante : le flot humain, qu'elle arrête un instant pour reconnaître sous ses ondulations une force qui l'agite et le mène. Ne peut-elle pas être vraie, restant dans ces limites et, ses recherches demeurant impersonnelles, atteindre, traduire cette réalité, c'est-à-dire être scientifique ? Certes oui. « Si nous constatons, écrit très justement Paul Bourget, que toutes les périodes de prospérité pour les peuples ont impliqué certaines conditions, et toutes les périodes de décadence certaines autres, nous serons scientifiques en concluant que, très probablement, la pratique des unes améliorera un pays que la pratique des autres détériorera davantage. Nous serons scientifiques encore en inscrivant dans nos constitutions ces lois de santé, en proscrivant ces lois de destruction. »

Ainsi procèdent les économistes. Par des constatations répétées et par la réflexion, ils ont acquis des *certitudes essentielles*, sur l'organisation du travail, la genèse et l'accroissement du capital, le mécanisme et les instruments de l'échange, la distribution et la consommation des valeurs. Ces éléments ont permis de prévoir l'avenir avec quelque sûreté : les principes économiques ont reçu maintes fois la confirmation du temps. Un exemple suffira. Les crises commerciales ont été étudiées, dans leurs origines, leur évolution, leurs répercussions, avec une remarquable et patiente exactitude. Nous savons que les crises sont périodiques, qu'elles sont l'aboutissement d'une période de prospérité où la folie des spéculations provoque, accompagne, maintient un moment la hausse exagérée des prix. Des signes évidents révèlent l'approche de la catastrophe. Ils ne sont pas trompeurs et l'œil exercé les discerne. Longtemps avant la crise américaine de 1907, on avait prévu et presque raconté le formidable écroulement des valeurs surexcitées.

Il reste un point à éclaircir. S'il existe des lois, ou simplement des tendances économiques, les gouvernements n'ont que faire d'en gêner l'action et le système s'impose de la liberté absolue, préconisée par Adam Smith et par l'École classique. D'ailleurs, Jean-Baptiste Say nous a prévenu que les forces économiques dominent les peuples et gouvernent les rois et qu'on ne les contrarie pas sans qu'il en coûte.

Cela est juste, en principe.

La concurrence libre et l'initiative individuelle ont beaucoup contribué au développement du monde économique. L'industrie, le commerce, le crédit ont profité du régime de la liberté. Dans un pays neuf, en particulier, les énergies ont à lutter contre tant d'éléments qu'il serait périlleux d'ajouter encore aux difficultés par une réglementation hâtive, asservissante de l'effort humain.

Il est vrai aussi que des lois économiques sont immuables. En vain l'autorité cherche à les contourner, elles renaissent, affranchies tôt ou tard dans leurs conséquences. Les lois *monétaires* offrent le type de cette rigidité. Instrument des échanges, la monnaie est une mesure des valeurs. On ne peut en modifier les caractères essentiels ni en altérer la nature. Les rois l'ont entrepris sans succès et les pouvoirs modernes ont subi le contre-coup ruineux de tentatives semblables.

Cependant la liberté a des limites. Afin de sauvegarder l'industrie et de ne pas arrêter son expansion, des écrivains, que n'émeut pas le malaise social, conseillent à l'État de ne pas intervenir. Optimistes à la manière des premiers économistes, ils condamnent la législation sociale au nom du progrès. Cette conception ne manque pas de grandeur, mais la recherche incessante de l'intérêt personnel conduit aux pires abus et à de terribles réactions. La lutte n'est pas égale que soutiennent, au sein de la liberté, les hommes acharnés à la poursuite de la riches-se. Les faibles, les dépourvus, les moins favorisés subiront la défaite, pour un temps. Au nom des mêmes principes qui auront provoqué leur perte, ils réclameront un jour le droit à l'existence, le droit au bonheur et la satisfaction de leurs instincts.

L'intervention de l'État est une nécessité sociale. La collectivité ne saurait se désintéresser du bien-être des individus ni permettre, fût-ce sous le très noble prétexte de respecter les libertés économiques, que l'injustice ou la souffrance menacent le plus grand nombre. Faudrait-il, par exemple, laisser la concurrence continuer son oeuvre de rabais parmi les ouvrières à domicile et renoncer à la détermination d'un salaire minimum, dans la crainte de troubler le jeu des intérêts ?

Il y a, au-dessus des lois économiques, les lois d'humanité. Les enseignements de l'économie politique ne sont pas inutiles et les gouvernements en doivent tenir compte. Mais comment admettre que l'idée de justice soit bannie d'un monde livré à la matière ? Ne résistons-nous pas, chaque jour, aux forces physiques ? Le progrès, c'est la mainmise de l'homme sur les forces naturelles. Si le progrès social l'exige pourquoi en serait-il autrement des forces économiques ? « Je respecte infiniment, disait Ferdinand Brunetière, les lois de l'économie politique ; seulement je ne les crois pas de fer ni d'airain et, quand on me dirait qu'elles le sont, quand on me le prouverait, je protesterais encore et je dirais qu'au XXe siècle, dans une société civilisée, deux choses, retenez-le bien, sont inadmissibles : l'une qu'un honnête homme qui peut, veut et qui sait travailler meure de faim, et l'autre, que la femme soit gênée dans les fonctions de la maternité. »

Cette phrase résume éloquemment la juste doctrine.

c) La méthode

[Retour à la table des matières](#)

Ces questions économiques, ces phénomènes de la vie matérielle, comment les étudierons-nous ? Quels principes guideront nos recherches ? Quelle méthode nous conduira à la vérité scientifique, et nous engagera dans la voie des réalisations ?

L'économie politique n'est pas une science abstraite, comme on le croit trop. Des traits d'Économie, à dire vrai peu nombreux, ont l'apparence de manuels d'algèbre. On y a mis force chiffres et d'interminables équations qui chevauchent entre les marges. Les lignes géométriques s'entrecroisent et forment d'étranges arabesques, car on y étudie les courbes et si elles sont concaves ou convexes. Le profane referme ces livres, de découragement :

Vous m'offrez du brouet quand j'espérais des crèmes.

Il demande qu'on l'éclaire sur des problèmes d'un ordre pratique : on lui répond par *a plus b*. Rien d'étonnant qu'il se lasse, ayant autre chose à faire, le plus souvent, que de rechercher la raison mathématique de la société.

Ce n'est pas le moment de critiquer cette méthode, chère à Stanley Jevons, Walras, Vilfredo Pareto et autres. Elle présente de l'intérêt. Les chiffres sont positifs ; leur alignement est rigide autant qu'impressionnant. Si le nombre, par une gymnastique sûre, établit la vérité d'une loi économique, il fournit à la science une démonstration indiscutable, un *dernier* argument et pose l'esprit sur une base inébranlable. Les lois de la vie et de la mort ont été mises en tables. Le hasard même obéit à des principes qui n'ont rien de capricieux et que les géomètres se flattent d'avoir fixés. — Il se peut.

Doit-on croire pourtant que l'étude des phénomènes économiques exige une connaissance approfondie des barres et des ronds ? L'économie politique est avant tout une science d'observation, très proche de la vie qu'elle s'efforce à pénétrer. Elle tient compte d'abord des faits et, si elle énonce des lois, c'est à la condition de les étayer d'observations répétées.

Il n'en fut pas toujours ainsi. Les premiers économistes ont été trop souvent de purs théoriciens. Ils se tenaient éloignés du monde extérieur, cultivant les idées dans le cabinet de travail. Leur a-t-on assez reproché leur tour d'ivoire et cet *homo oeconomicus*, qu'ils avaient imaginé pour le nourrir de leurs abstractions ! Ils ont été la cause que l'on a fait à l'Économie le reproche, dont elle a eu tant de mal à se justifier, d'être une science inhumaine, impas-

sible au milieu des misères qu'elle constate, si même elle ne les a pas suscitées.

Mais ces auteurs écrivaient pour leur époque. Ils réclamaient le libre jeu de ces lois naturelles auxquelles il leur paraissait que l'univers est inéluctablement soumis. De fait, des contraintes de toute sorte gênaient l'essor économique. Partout, des barrières s'élevaient que les économistes voulaient renverser. Ils réussirent non sans peine et gagnèrent petit à petit que le champ de l'initiative fût élargi et certaines libertés reconnues : liberté du travail, liberté du commerce intérieur, puis du commerce extérieur. Adam Smith écrivait sans trop d'espoir : l'Angleterre était bardée de protection. Pourtant, peu après la mort du philosophe économiste, ses idées triomphaient : Hukisson accomplissait ses premières réformes tarifaires, et Cobden engageait la lutte, à la tête de la Ligue de Manchester, pour l'abolition des *lois céréales*.

Ces théoriciens ont secoué l'opinion. Ils ont, en libérant la concurrence, précipité l'avènement de l'industrialisme moderne. Mais cet industrialisme n'alla pas sans inconvénients. La liberté, poussée à l'extrême, érigée en précepte, devint intolérable et même néfaste. Il fallut réagir et ne plus se contenter du *laissez faire*. On fit appel à la loi : la concurrence fut limitée, le travail réglementé, l'industrie surveillée. Malgré cela quelques auteurs n'abandonnaient pas de prêcher la théorie pure et l'harmonie naturelle des intérêts.

Ce mépris des faits n'existe plus. Au contraire, le fait nous fascine et nous retient. Auguste Comte le mit à la mode ; Frédéric LePlay partit, à travers le monde, à sa recherche ; Taine le porta sur ses fiches avec la patience d'un bibliothécaire ; Pasteur le poursuivit jusque dans les infiniment petits ; Claude Bernard se fit le critique avisé de la science expérimentale ; tandis que Flaubert et l'École réaliste s'efforçaient à faire des romans avec ces fameuses tranches de vie qui exaspéraient tant Ferdinand Brunetière. Depuis, la science a continué de s'attacher au réel. Rien autre ne la préoccupe d'abord. Elle part des faits et non plus tant des idées. Elle observe avant de généraliser. C'est une tout autre méthode et c'est la meilleure.

L'économie politique est donc une science d'observation qui prend son bien dans le milieu social. Non pas que le raisonnement en soit banni. Recueillir des faits pour le plaisir de les accumuler serait un travail fastidieux et vain. On doit les grouper, les coordonner, les analyser, les juger. Le botaniste est un classificateur : il range ses herbes mortes et son herbier contient des espèces bien étiquetées, en ronde, au haut des pages. L'intellect éclaire le soin de ce savant. Le collectionneur même ne recherche pas seulement la satisfaction d'une douce manie. Il ordonne, il catalogue avec amour. S'il poursuit partout et avec une infatigable persévérance la pièce qui lui manque, c'est qu'elle ajoutera à l'harmonie logique de cet ensemble : une collection ! Quoi qu'on accomplisse, le raisonnement est un guide nécessaire. C'est le fil conducteur. De la succession des faits, il dégage la pensée.

Comment l'économiste isolera-t-il ces faits, matière première de ses études ? Aura-t-il recours à l'expérience ou, plus exactement, à l'expérimentation ? Le chimiste a ses cornues : il suit à volonté les réactions qu'il provoque et qui se produisent sous ses yeux, selon des lois dont beaucoup lui sont encore inconnues. Mais l'économiste saurait-il pétrir de l'humanité dans

quelque gigantesque creuset ? L'objet de son observation, c'est l'être vivant, volontaire, presque insaisissable, au moins dans sa totalité. La société obéit à des lois qui ne sont pas toutes des lois physiques. Le mouvement économique résulte de forces psychologiques, intellectuelles, sentimentales. Comment tenter une expérimentation sur de pareils éléments et les placer dans des conditions telles qu'ils ne se modifient pas d'eux-mêmes à l'instant précis où on croit les tenir ?

Cependant des foules d'événements ont la valeur au moins de l'expérience, une valeur relative mais suffisante quand elle est multipliée. Il n'est même pas impossible de tenter directement une expérience sociale. On l'a fait souvent et avec des résultats appréciables. On répète que la Nouvelle-Zélande est un *laboratoire d'expériences sociales* ; le livre d'un chargé de mission, M. Henri Charriaut, porte ce titre suggestif : *La Belgique moderne, terre d'expérience* ; il existe un Institut international pour la diffusion des expériences sociales, qui a son siège à Paris ; enfin *l'Action populaire* de Reims, prototype de notre *École sociale populaire* de Montréal, n'a pas d'autre objet que de montrer ce qui s'est fait et, par conséquent, de vulgariser des expériences. Les colonies socialistes du Nouveau-Monde sont célèbres. Nombreuses, elles ont échoué lamentablement. Les lois sociales sont des expériences. Il arrive que, peu après les avoir promulguées, il faut les remanier : c'est le signe que l'expérience n'a pas réussi et que l'on doit recommencer. La leçon n'en demeure pas moins.

L'observation remonte dans le passé ou s'en tient à l'actualité ; elle s'appuie sur l'histoire ou se contente de suivre les manifestations économiques du monde contemporain.

L'histoire est d'un grand secours. Non pour y chercher que l'instabilité est la condition nécessaire du devenir social, mais pour en tirer des preuves, des leçons, une sauvegarde. Certains économistes ont fait grand état de leurs connaissances historiques. Ils en ont exagéré sans doute l'importance et l'utilité ; mais ils ont été des rénovateurs. Toutes les écoles font leur profit de ces études. La vie économique des sociétés disparues a été reconstituée. C'est une résurrection précieuse. Les peuples primitifs n'ont pas échappé aux savants, qui leur ont demandé de nous éclairer sur les origines de la production. La géologie et la paléontologie aidant, le milieu préhistorique est apparu. Les fossiles racontèrent une époque perdue : livres de pierre où se trouvaient, incrustés, les premiers outils de l'homme, c'est-à-dire son premier capital, grossier et gigantesque. On suivit les développements de ce stade initial, simple et barbare, dont on retrouve quelque chose chez les peuplades non civilisées qui subsistent. On voulut préciser les raisons du pénible travail de perfectionnement accompli par l'humanité à travers des siècles de conquête. Quelques grands principes parurent y avoir présidé : la division de l'effort, l'échange, la monnaie, l'association. Les étapes de l'industrie moderne furent racontées. Admirable victoire qu'un siècle, grand entre tous, devait achever et rendre durable. Je parlais d'expériences : le passé en est fait.

Notre histoire canadienne nous révélerait des choses intéressantes, encore mal connues. Nous avons beaucoup d'historiens qui se complaisent de préférence au récit de nos luttes militaires et de nos attitudes politiques. L'histoire du Canada économique est à faire. Que de choses Champlain et Talon

nous enseignent ! La synthèse n'a pas été tentée que l'on tirerait de travaux isolés et de documents inédits. Une période surtout apparaît délaissée. celle qui s'étend de la Cession à la Confédération, de 1763 à 1867. Il y a là un siècle à connaître, à juger. Deux événements importants s'y sont produits : l'application du libre-échange en Angleterre et, par contre-coup, la libération de notre marché. Ces deux faits ont-ils exercé leur pleine influence ? Ont-ils été gênés dans leurs répercussions par notre situation politique, encore mal assise ? Je le crois : il faudrait le démontrer. Les Anglais s'y sont essayés. Pourquoi pas aussi un des nôtres, si celui-là — puisque c'est hélas, la condition première — en a le loisir ?

Reste l'actualité, prise sur le vif, suivie au jour le jour. Le champ en est vaste, et l'économiste y exercera son activité. Étude difficile, étendue, à chaque instant arrêtée par des problèmes nouveaux qui surgissent et compliquée par l'intervention de l'homme, facteur intelligent et libre.

L'économiste pénètre ces phénomènes, les décompose, les répartit pour les soumettre à une observation plus minutieuse. Comment embrasser dans son ensemble et scruter jusque dans ses recoins cette formidable vie ? Par l'observation continue. Il étudiera sur place, si possible, en prenant part au mouvement industriel, commercial et financier ; en aidant les initiatives sociales ; en parcourant les pays, pour interroger les races, les milieux, les climats, les habitudes. Si ces enquêtes personnelles ne lui suffisent pas, il dépouillera celles que conduisent les gouvernements, les institutions, les groupements. Elles ne sont pas toujours sûres : il en corrigera les tendances. Enfin il alignera les statistiques, dont on peut tirer grand parti et même tous les partis. Arme dangereuse à manier et qui fait pointe de tous côtés. Rumelin, écrit M. André Liesse, comptait déjà, il y a quarante ans, soixante-trois définitions de la statistique. On connaît celle-ci, que le public a tout de suite retenue : « l'art de préciser ce qu'on ignore ». Il faudra donc vérifier les chiffres et les admettre avec une précaution extrême. Bien compris, ils serviront ; ils diront tout d'un pays : ses besoins, sa vigueur, ses malaises, ses faiblesses.

Par ces moyens, et d'autres encore, l'économiste parviendra à réunir des faits nombreux sur lesquels il appuiera son jugement, ses doctrines. Il pourra dès lors risquer une idée générale et la croire solide, scientifiquement. Ces tâtonnements engendreront une certitude, au moins relative, car on ne saurait tout demander à l'esprit humain quand les plus fières théories, celles qui paraissent définitives, celles qui donnent à l'humanité une orgueilleuse confiance en son génie, sont renversées par une découverte inattendue, peut-être elle-même illusoire.

Mais nous observons peu, trop peu, alors que la réalité est là, près de nous, à portée de notre esprit. « Quelle est la couleur de la pomme de votre escalier ? » demandait un critique à un jeune romancier, venu lui confier ses rêves. Observer, comprendre, retenir, ainsi se tisse l'expérience. Les faits nous entourent. Nous les subissons. Ils nous forcent la main. Chacun porte en soi une leçon, l'application de quelque principe, un morceau d'idée, de vérité. Profitons-en. Quiconque, au lieu d'agir machinalement, disciplinerait sa volonté à l'observation, verrait du même coup s'éveiller sa pensée et s'illuminer la tâche quotidienne. Que le comptable s'en tienne à la comptabilité, puisqu'il la connaît, mais qu'il en sache le rôle et l'utilité. Il bâtit en chiffres une

entreprise ; qu'il ne se contente pas de poser des signes, qu'il les suive au-delà de leur expression numérique. Que le commerçant étudie le commerce, puisque c'est sa profession. Les transactions de chaque heure, s'il les surveille, lui apprendront des choses qu'il ne soupçonne peut-être pas. Il accepte des lettres de change, il signe des chèques, il escompte des billets à ordre. Ces effets lui sont familiers. Ils sont tout le crédit : s'y arrête-t-il ? Que l'industriel concentre son intérêt sur sa fabrique. Il en est le maître, il doit en posséder jusqu'au moindre rouage. Il servira sa fortune en devenant une « autorité sociale ». Est-il au courant des procédés de production ? S'il avait à défendre son usine et ce qu'elle représente, le pourrait-il ? L'industrie, c'est l'union fertile du capital et du travail, c'est un élément de la richesse nationale ; y pense-t-il ? Veut-on encore un exemple ? Le médecin exerce un art très noble à la vérité. Chaque vie qu'il conserve est acquise à la société. Force de travail, elle s'ajoute aux autres, grâce à ses soins. Ainsi ses actes ont des répercussions prolongées et contribuent, en définitive, à la conservation de la richesse économique la plus appréciable : l'être humain. Combien le veulent savoir, combien s'y intéressent vraiment ? Bref, que chacun s'attache à sa spécialité, mieux que pour devenir un bon ouvrier.

L'intelligence, pour en arriver là, a besoin d'une règle. Il est bien de conseiller l'observation de la vie ambiante, mais encore sied-il d'indiquer ce qu'on doit observer et comment. Les facultés d'observation s'assouplissent par la pratique, elles finissent par se porter d'elles-mêmes vers un objet qui les retient ; mais il leur faut un guide, du moins au début. Ce guide, c'est le livre ou le maître. On étudiera mal l'activité économique si l'on n'a pas d'abord approfondi la science économique. On commencera par les travaux les plus simples, ceux qui habillent la table des matières d'un tissu léger et n'ont d'autre intention que de fournir des principes. Il existe des brochures et de petits traités qui mettront sur la voie, qui éveilleront la curiosité en même temps qu'ils donneront une vue d'ensemble. Je songe à *la Vie économique*, de Bertrand Nogaro ou encore, à *l'Initiation économique*, de Daniel Massé ; mais je n'indique pas ici de préférence, si ce n'est pour le traité élémentaire. Il familiarisera avec une science que l'on croit, je ne sais vraiment pas pourquoi, rébarbative. Mis en appétit et muni de directives, l'étudiant acquerra le goût de plus amples poursuites. Elles se dirigeront sans doute vers des oeuvres plus considérables ; qu'il s'y arrête sans trop s'y attarder, à moins qu'il ne soit résolu à s'en tenir au domaine de la théorie. Car, pour la plupart, la pratique importe. Chacun désire, en se spécialisant, s'entraîner à l'exercice d'une profession ou d'un métier. On s'intéressera de plus près à la finance, à l'industrie ou au commerce selon que l'on se sentira porté, par ses dispositions d'esprit ou son ambition, vers l'une ou l'autre de ces fonctions économiques. Dès lors, il sera tout naturel de recourir à des ouvrages portant sur l'activité à laquelle on veut se consacrer ; mais on absorbera d'autant mieux des données techniques que l'on possèdera déjà une connaissance générale de l'économie. Les idées se rangeront à leur place dans un tout une fois établi. Quant au fil conducteur de l'actualité, des publications périodiques — les lettres mensuelles des institutions de crédit, par exemple — le dérouleront : rien ne vaut comme de méditer sur un fait récent, de le rattacher à une théorie, d'y chercher une confirmation, parfois même la raison d'une attitude. Je vois d'ici, sur un rayon, les livres et les brochures qu'un jeune homme groupera avant de se livrer aux études économiques : un ou deux bons manuels, quelques essais sur la spécialité qu'il convoite, un ou deux périodiques et, pour le chevet, *l'Annuaire statistique* du

Canada, lu chaque jour et relu, comme ceux qui aspirent à posséder un vocabulaire lisent le dictionnaire.

Il y a chance pour qu'on trouve les traités nécessaires là où ils doivent se trouver : dans des bibliothèques. Jusqu'ici, on leur a demandé surtout des oeuvres d'imagination. Est-ce un mal ? C'est, dans tous les cas, déjà lire. Ce qui vient du roman s'en va souvent par le roman. Cela passera. Nos bibliothèques possèdent une quantité appréciable d'ouvrages et de revues techniques. Autrefois, il fallait courir à Boston pour se renseigner sur un point de notre histoire économique. Il n'en est plus ainsi. L'essentiel c'est que ces ouvrages soient demandés, qu'ils soient lus. C'est un commencement. Plus nombreux chaque jour les chercheurs s'intéresseront aux questions actuelles, si importantes pour nous. Ce sera la contagion du bon exemple. Que chacun se donne rendez-vous pour préparer, dans le silence des bibliothèques, l'œuvre de résistance et d'attaque. Heures recueillies d'où sortiront mieux que des paroles, des idées et des actes. Puissions-nous ainsi, avec le temps, réaliser le mot de Maurice Barrès : « La sève nationale aujourd'hui est en émoi, et voilà que les individus pensent généreusement. »

d) L'expression

[Retour à la table des matières](#)

M. Thiers disait en 1850 : « L'économie politique est un genre de littérature plus ennuyeux que les autres. » Il oubliait, pour le plaisir de faire un mot, les articles étincelants d'esprit narquois de l'auteur des *Harmonies économiques*, Frédéric Bastiat, qui fut l'égal de Paul-Louis Courier et le plus rude adversaire de Proudhon. Ces mots de grands hommes sont amusants. Ils passent d'autant mieux à la postérité que c'est elle, le plus souvent, qui les invente. Celui-ci est bénin. Si M. Thiers le prononça vraiment, c'est qu'il avait conçu de l'humeur des attaques dirigées contre lui par quelque obscur sociologue. Il ne faut pas tenir rigueur aux politiques : ils sont des hommes et qui le prouvent. Et puis M. Thiers a fourni là une citation facile à ceux qui écrivent sur la science économique. Son mot se place bien. Il revêt l'autorité d'un homme célèbre ; et c'est un double plaisir, l'ayant rappelé, de montrer aussitôt combien il est injustifié.

L'économie politique n'est pas une science ennuyeuse. Certes, tels ouvrages ne sont pas exempts de longueurs ni d'obscurités. Il en est même qui sont déconcertants. On lit très peu, si même on consent encore à lire le *Tableau économique*. Il est parfois incompréhensible, et les plus assurés ne s'y sont pas attaqués impunément. De même, Ricardo n'a pas toujours su trouver le chemin de la clarté. Ce sont des exceptions. La plupart des économistes ont recherché la forme. Adam Smith et Turgot ont été des écrivains goûtés, autant que des

économistes sévères. L'ouvrage de Necker sur les *Finances de la France* exerça un singulier attrait : on raconte même que les femmes, en le lisant, versaient des larmes abondantes.

Notre temps a vu naître une pléiade d'économistes assez intéressants par leurs doctrines et même par leur façon de les exposer. Les questions économiques ont aussi été portées à la tribune et la science revêche a nourri l'éloquence, fût-ce celle de M. Thiers. Défense un peu vaine d'ailleurs : on ne demande pas aux économistes d'être des littérateurs, d'écrire des livres « qui se lisent comme des romans ». Il suffit qu'ils soignent l'expression. L'École française, en général, s'y est pliée, inquiète sinon d'élégance au moins d'une agréable sobriété : on le lui a même reproché comme une frivolité quand, se faisant plus souple, elle s'adaptait au goût du lecteur. Car le lecteur ordinaire, bien différent du spécialiste condamné par état à de fastidieuses compilations, a l'horreur instinctive de l'ennui. Trois pages de ce soporifique et le volume est refermé. Il lira les choses les plus ardues pourvu qu'on les lui présente sous un tour aimable : il demande que l'auteur aguiche sa curiosité et réclame des crèmes ; il est humain et ne se fait pas faute de l'avouer.

On trouve, même dans les traités, des détails, des comparaisons, des images qui naissent de la vie courante et y rattachent la théorie familièrement. La *Monnaie*, d'Alfred de Foville, la *Statistique*, d'André Liesse, sont des modèles de ce genre où les sujets les plus compliqués, mettons, si l'on y tient, les plus rébarbatifs, sont traités avec aisance, parfois avec le sourire, toujours avec une philosophie assouplie d'idées générales. Je me rappelle le sort que subit un article sur une question d'économie canadienne, préparé, d'ailleurs avec soin, par un spécialiste de chez nous à la demande d'une revue française. Lorsqu'il parut, il était méconnaissable : les chiffres s'étaient réfugiés dans la discrétion des marges ; des nuances adoucissaient les angles d'une technique trop accentuée ; des notes poétiques éclairaient ici et là les masses trop denses : la forêt canadienne, accrochée à l'extrémité ouest de la carte, déroulait trois larges banderoles sur le pays immense.

Je cueillerais des exemples à chaque page de Lucien Romier. Voici, en quelques phrases, une histoire de la route, morte puis ressuscitée :

« La route, qui fut abandonnée, depuis la construction des chemins de fer, aux promeneurs suburbains, aux chemineaux et aux carrioles des marchés hebdomadaires, la route, la belle route des grands siècles, a retrouvé sa vie et sa fécondité. Grâce à l'automobile !

« Chacun de nous, enfant, le jeudi ou le dimanche, dans ses promenades accompagnées, piétina d'un pas innocent le cadavre de la route morte. Aujourd'hui, elle est ressuscitée.

« Elle est si bien ressuscitée que déjà naissent autour d'elle des disputes d'amoureux jaloux. Appartient-elle au piéton, au char ou à l'automobile ?

« Son passé répond... la route fut, de tout temps, une ligne aménagée pour la circulation rapide d'une ville à une autre. Les bâtisseurs la destinèrent, non au riverain, mais au voyageur. Son tracé dédaigna les villages et si elle-même fit naître des bourgades ou des relais, elle les créa pour son service.

« La route appartient à la vitesse. »

Ce qu'il reste de cela ? Mais une imagination éveillée et une connaissance que la couleur avive. L'esprit, intéressé par le spectacle ainsi évoqué d'un fait économique qui s'est produit à l'étranger, se porte aussitôt vers son milieu pour y découvrir une analogie ou une différence : la recherche est amorcée. Nos routes sont-elles mortes aussi quand notre pays était si jeune ? Ont-elles créé des bourgs, puis des villes ? L'automobile les a-t-elle transformées ? Ne voit-on pas qu'on les redresse, laissant à côté du goudron neuf et sombre l'ancien tronçon aux ornières abandonnées. Que l'on essaie de faire jaillir ainsi l'étincelle des traités sans vie que la statistique alourdit, ou des manuels que les nomenclatures étouffent. Je plaide l'intérêt de ce procédé et sa fécondité. Romier livre la route à la vitesse et voici comment Georges Duhamel traduit cette pensée banale : les transports suppriment les distances.

« Si nous prenons notre élan, si nous sautons un peu trop fort, avec nos désirs de vingt ans, nous retombons aussitôt de l'autre côté des frontières. Singulier miracle de ce que Vigny nommait, dans sa pudeur lyrique, le taureau de fer. Miracle, bientôt, demain, miracle encore plus hardi, et si curieusement individuel de cette auto qui diminue tout et qui nous laissera, déconfits, citoyens d'une patrie minuscule. Jeune homme, ne vous étirez pas si fort, vous allez heurter la Belgique. Ne sautez pas si légèrement, vous iriez trébucher sur les montagnes de la Suisse. Ne jetez pas votre ballon avec une vigueur inconsidérée : il rebondirait en Allemagne. L'Europe n'est plus là-bas : elle est ici. »

J'avoue qu'avec Duhamel on franchit le domaine du moraliste-littérateur pour s'acheminer vers le roman. La littérature elle-même, au cours du XIX^e siècle et même de nos jours où le populisme apparaît, s'est tournée, pour y puiser, du côté de l'économie et surtout de la sociologie. Les écrivains se sont complus dans la description détaillée, et le plus souvent attendrie, des maux dont la société subit l'emprise. L'emploi de jeune premier ou de grand premier rôle, tenu jadis par un gentilhomme, un ingénieur ou un explorateur retour d'Afrique, est aujourd'hui dévolu à l'industriel, au paysan, parfois au manœuvrier. J'indique seulement cette tendance, suivie aussi bien par le théâtre et le cinéma. Les romanciers sont des manières de sociologues. Ils brodent sur des thèmes sociaux et leur imagination n'en est pas toujours alourdie. Leurs personnages discutent, près de la cheminée, sur des sujets graves : on parle grève, salaire, hygiène, retraites ouvrières, syndicats. Le féminisme demeure une mode. On rencontre, fourvoyé ici ou là, un anarchisant à qui le futur ministre obligé des romans donne une réplique nonchalante. Les foules mêmes ont envahi la littérature depuis Paul Adam et Jules Romains. J'irais jusqu'aux critiques, s'il en existait encore. Par réaction, ils avaient naguère emboîté le pas. Émile Faguet a écrit des livres de doctrine en même temps que des chroniques théâtrales, et si René Doumic est resté plus rencogné, s'il s'est tenu sur le terrain de la littérature, il ne pouvait pas, étudiant l'œuvre de Georges Sand, oublier qu'elle fut féministe à la façon romantique et qu'elle imagina, tout comme Balzac, les premiers romans sociaux. Rappellerai-je enfin Ferdinand Brunetière et qu'il ne crut pas déroger à son rôle de critique en devenant un des plus vigoureux moralistes de son temps.

Les lettres consacrèrent donc l'économie politique que vouait au perpétuel ennui l'insoucieux dédain de M. Thiers. L'Économique pouvait-elle espérer être ainsi vulgarisée par l'art ? Elle en est comme rajeunie. L'art même n'a rien perdu : il s'est renouvelé.

Ai-je sous-estimé les traités, utiles aux spécialistes et aux disciples, en insistant sur l'attrait que la science économique emprunte à la forme dont on la revêt ? Je n'oublie pas que l'économie politique est autre chose qu'un élément de culture générale, réservé à l'ornement de l'esprit : une science d'application courante. On le sait mieux aujourd'hui que, tour à tour, le change et les crises ont, par leur action sur le public, forcé l'attention quotidienne des individus qui ont connu l'angoisse économique. Des articles sur ces sujets, publiés dans les grands tirages, offerts au peuple comme des choses d'intérêt immédiat, qui eût pensé cela il y a vingt ans ? Demain, quelque autre problème, en se généralisant, fera sentir son existence à ceux qui le négligent à l'heure actuelle. Demain, ce sera peut-être le troublant dilemme de la civilisation.

Nous prisonnons peu les idéalistes, si même nous ne les redoutons pas, opposant volontiers les certitudes de la pratique aux prétendues vanités de la théorie. Dédain explicable chez des hommes formés aux décisions promptes d'où semble bannie l'influence des idées, mais injustifié quand même : qui le partage cède à un préjugé. J'y reviendrai un jour, car cet état d'esprit, par malheur trop répandu, m'horripile comme une fatuité. Où irait-on sans la théorie ? En fait, où allons-nous sans elle, quand une doctrine nous serait si nécessaire ? L'enseignement du moindre métier, qu'est-ce, sinon de la théorie ? Et la science, toujours aux aguets, que ne lui doit pas la superbe des gens pratiques ? La vérité, c'est que la théorie et la pratique s'unissent pour former l'expérience. L'art applique l'idée. La théorie se transforme en forces agissantes. Ainsi les ponts, observe un homme de science, furent d'abord une mathématique : leur charpente idéale fut construite sur un calcul. Image exacte de la matérialisation des idées dans tous les domaines de l'activité : une pensée précède toujours la réalisation des travaux accomplis par les hommes.

On se rappelle quel parti un sociologue français a naguère tiré des *idées-forces* et comment il a fondé sur leurs résonances profondes son intellectualisme moral. Il ne faut rien exagérer : les idées ne sont pas les seuls déterminants de la volonté. L'homme obéit au sentiment autant, sinon plus, qu'à la raison pure. On s'étonne même que la philosophie contemporaine s'attribue tant de mérite à cause d'une aussi vieille découverte. Si l'idée seule conduisait le monde, rencontrerait-on tant d'indifférence pour le bien chez les plus cultivés et d'aussi belles ardeurs chez d'humbles ignorants ? Encore conviendrait-il de rechercher si l'individu découvrirait en lui-même une règle de moralité. Ce fut la doctrine optimiste du XVIII^e siècle : elle faisait état de la fameuse bonté naturelle de l'homme, contre laquelle Brunetière a dressé l'argument que lui fournissait l'évolutionnisme. Et puis, pour une ou deux âmes d'élite, combien d'êtres, dépourvus de mobiles élevés, subissent le lien de leurs passions ? Mais le mot d'Alfred Fouillée a fait fortune. Sur cette donnée spéculative, Henry Bataille a drapé une haute comédie, *Les Flambeaux*, qui sont encore et toujours des idées dont la lueur lointaine guide vers des régions ignorées l'espoir du savant.

Revenons à la sociologie. La chronique scientifique abonde en points de contact entre la théorie et la pratique. Parmi tant d'idées qui sont semées chaque jour, il en est qui germent et qui, si la terre est bonne ou l'idée mauvaise, comme certaines herbes, se déploient jusqu'au fruit. *L'Eugénique*, par exemple, qui eut un succès rapide et discutable, est née d'un congrès tenu en 1912, alors que son inspirateur, Sir Fr. Galton la définissait : « l'étude des causes, soumises au contrôle social, pouvant améliorer ou affaiblir les qualités de race des générations futures, soit mentalement soit physiquement ». La plupart de ces causes proviennent de l'hérédité ou du milieu. Voilà l'idée.

Cette science naissait à une heure difficile. Un ensemble de faits économiques d'une extrême gravité en a précipité la constitution. Dans presque tous les pays, la population recule : le phénomène est constant, encore qu'il ne soit pas partout sensible au même degré. L'humanité, pour satisfaire ses appétits, diminue le poids de ses responsabilités. Comment compenser cette perte d'énergie ? En s'essayant à prolonger la moyenne de la vie, en réduisant les chances de maladie, en prévenant les accidents professionnels, en assainissant l'habitation et, enfin, en sauvegardant l'enfance par un redoublement de soins et par l'application rationnelle de principes nouveaux qui tranchent le mal dans ses origines et préservent les forces sociales des dégénérescences héréditaires. Voilà le point de contact. « *We are at the beginning of this marriage between science and practice,* » disait M. Balfour aux congressistes, ce que M. Étienne-Louis Drugeon exprimait par une formule plus compréhensive : « C'est en améliorant à la fois l'hérédité et le milieu que l'idéal eugénique se substituera (il eût peut-être mieux dit : s'ajoutera) à l'idéal philanthropique. »

On se mit à l'œuvre. On eut recours aux procédés que nous connaissons : revues, conférences, réunions, prédications de toutes sortes, oeuvres, législation. La loi est le terme ordinaire, le dernier instrument : il est dangereux et d'un maniement délicat. Les Américains, qui ne manquent pas d'assurance, ni d'audace, y ont eu recours avec fermeté. Ils ont parfois une conception hybride de la liberté et, pour garantir l'intégrité du corps social, ont tôt fait de sacrifier l'individu. Si bien que des parlements n'ont pas craint d'imposer au peuple les plus durs principes de l'eugénique : on est même allé, assure-t-on, jusqu'à demander, dans un projet de loi, de débarrasser la société des « déchets » sociaux, sans s'arrêter au fait que ces déchets sont tout de même des hommes et que, si comme tels ils ont des droits, ils doivent posséder d'abord et au moins celui de vivre. Les Anglo-Saxons ont suivi. En France, on s'est montré moins hardi ou plus humain. L'opinion a repoussé les solutions tranchées, mais il s'est trouvé tout de même des esprits pour y voir un déplorable sentimentalisme. Si quelques théories eugéniques sont propres à améliorer les résistances de l'espèce, il reste que la société n'est pas malléable à souhait et qu'elle offre au zèle extravagant de certains réformateurs de légitimes résistances. « Les paroles des sages les plus vénérables, dit quelque part Georges Duhamel, ne sont jamais si peu profondes qu'on n'en puisse tirer plusieurs significations contradictoires et dont l'une au moins se déclare soudain venimeuse. » L'idée a poussé son chemin jusqu'à des doctrines pernicieuses. Voilà la mauvaise herbe. Et l'on comprend la condamnation de l'encyclique *Casti connubii*.

Mais une double leçon se dégage de cette expérience scientifique, choisie parmi plusieurs autres : d'abord, les idées, si éloignées de la réalité, si abstrai-

tes et si *philosophiques* qu'elles apparaissent, ne sont pas, par cela même, condamnées à n'habiter que les sphères de la spéculation pure ; ensuite, les théories économiques sont par essence des théories pratiques, si ces deux mots peuvent être associés, des *théories-action*, qui déterminent l'activité humaine, la dirigent vers les oeuvres et se résolvent en utilités.

e) Au service de la nation

[Retour à la table des matières](#)

Les grandes questions actuelles sont, presque toutes, des questions économiques. « La prépondérance du facteur économique dans la vie générale de l'humanité s'affirme chaque jour davantage », écrit M. Georges Blondel. C'est un des traits de notre époque. Cette prépondérance ne date que du siècle dernier. Le progrès matériel, sans nous laisser indifférents, ne nous étonne plus. Il nous a habitués à sa munificence ; mais, si nous jetons un regard en arrière, nous restons stupéfaits devant l'immensité de la tâche accomplie en si peu d'années.

Au milieu du XVIII^e siècle la grande industrie n'existait pas. Des entrepreneurs, premiers capitalistes, distribuaient leurs commandes aux artisans qui travaillaient à domicile. Dans les villes, les petits métiers étaient encore nombreux ; en France et dans le nord de l'Europe, ils étaient étroitement réglementés. L'ouvrier s'appelait apprenti ou compagnon ; il était en relation journalière avec le maître, dont il partageait l'existence. Le marché était restreint. Le producteur connaissait ses clients et se pliait à leurs exigences. Sans doute, le commerce international s'était développé, puisque des navigateurs passaient les mers et se livraient au trafic des marchandises entre l'Europe et les pays d'Orient ou d'Amérique ; mais c'était l'exception. Sur terre, il y avait peu de moyens de communication. Les transports étaient coûteux et des droits élevés frappaient les produits au moindre détour car les marchés nationaux, où les grandes foires jetaient une note plus animée, étaient protégés. Les hommes d'État, obéissant à des idées préconçues, tâchaient, par des mesures draconiennes, de restreindre les achats à l'étranger. Il fallait, pensaient-ils, payer en bons deniers ce qui venait d'ailleurs et c'était s'appauvrir que de laisser sortir son or, seule vraie richesse. Ce fut une révélation lorsque Jean-Baptiste Say démontra que les marchandises s'échangent contre des marchandises, et que les métaux précieux n'ont qu'un intérêt secondaire là où la production est active et rapporte.

Tout changea quasi brusquement quand la science quitta les sphères élevées de la spéculation et les sombres demeures des alchimistes, pour se mettre au service du travail humain. A partir de 1750, les inventions se précipitent et, grâce à la vapeur qui s'applique aux industries d'abord, aux transports ensuite, l'usine s'élève, s'emplit de machines, regorge d'ouvriers. Au début du XIX^e siècle, l'Angleterre est déjà un pays manufacturier ; puis, tour à tour, la France, l'Allemagne, la Suisse, la Belgique, l'Europe s'industrialisent, Le progrès passe l'Océan, attiré vers de vastes étendues où tout semble promis

à ses audaces ; les États d'Amérique grandissent, menacent bientôt le vieux monde, longtemps sceptique et soudain troublé. L'Extrême Orient même s'éveille de sa torpeur séculaire et secoue la chaîne de ses traditions. Les distances, que les transports ont vaincues, *dévorées* comme on dit aujourd'hui, ne sont plus des obstacles : après les marchandises, la pensée se déplace. Un simple déclenchement, et tous les points du globe sont en contact. L'industrie règne, maîtresse du monde. Le marché n'a plus de bornes : il subit les répercussions des moindres crises, qui se transmettent, comme des ondes, d'un centre à l'autre. « Un coup de bourse à New-York, écrit M. Gabriel Hanotaux, fait sauter les mailles du plus solide bas de laine provincial. Si un roi du cuivre triomphe ou succombe, l'atelier ou la ferme de mon voisin prospère ou périt. La cote de la Bourse est le graphique des pulsations mondiales. » *Mondial*, voilà le mot formé : il est expressif, sinon très élégant ; il marque la suprême limite, le point d'arrivée sur un horizon reculé, immense. Par delà, ce sont les astres : l'homme s'y achemine.

De cet essor financier, industriel, commercial, une politique est née. Les théories anciennes n'étaient plus de force à conduire les peuples enrichis : elles ont été reprises, élargies. D'autres préoccupations ont hanté l'esprit des hommes d'État : il a fallu, suivant la marche des événements, grouper les initiatives, faciliter les tâches, protéger la richesse accumulée, prévoir les insuccès. La politique est devenue « économique et sociale ». Telle, la politique de l'Angleterre, soucieuse de conserver son hégémonie commerciale ; telle, la politique de la France, cherchant à reconstituer sa fortune par la protection de ses industries ; telle enfin la politique des États-Unis passés au rang des « puissances mondiales ». Politique économique encore, ce mouvement de colonisation intense qui a marqué la fin du XIX^e siècle, plus raisonné qu'aux siècles précédents et qui a donné lieu aux conceptions impérialistes. Partout, les intérêts économiques ont pris la première place. On les a défendus au prix des plus grands sacrifices. Ils sont au fond de la plupart des guerres contemporaines : guerre hispano-américaine, guerre du Transvaal, guerre russo-japonaise, guerre européenne de 1914. Écoutons Ferdinand Brunetière : « Je dirais aujourd'hui, volontiers, que la cause des grandes guerres est et sera longtemps économique, et je ne dirais rien de si ridicule, ni même rien de si difficile à prouver. » Les littérateurs, qui ne sont pas de la partie, mais l'observent en spectateurs intéressés, parlent comme les économistes.

Voilà ce qu'on voit du dehors : pénétrons à l'intérieur de l'édifice. L'armature d'or s'ébranle, secouée par les clameurs de révolte. Rien n'arrête la force qui monte des profondeurs du peuple : faisceau d'énergies obscures et innombrables auxquelles le suffrage donne une volonté commune, une action souveraine, le droit de commander. L'État, chargé de tous les soins et de tous les maux, s'efforce à répartir la richesse par l'impôt qui redouble et par la création d'institutions de secours. La charité officielle s'organise, souvent impuissante. La législation propose des remèdes : elle subit l'influence des faits et des idées ; d'individualiste qu'elle était, elle devient sociale. Les budgets, alourdis déjà par les dépenses d'un étatisme coûteux, supportent encore le faix des armements. Faut-il désespérer ; et ne peut-on s'attendre qu'à un cataclysme final, semeur de ruines ? Non certes ! Si le progrès fut rapide, l'adaptation reste lente. La politique maintiendra le progrès et assurera l'adaptation, en trouvant la formule de justice et d'apaisement qui ne rebute pas l'effort, et qui apporte aux « misères imméritées » une compensation humaine.

Sommes-nous si loin de tout cela que nous puissions fermer les yeux sans craindre un destin semblable ? Peuple jeune, venu plus tard à la vie économique, n'est-ce pas aussi là notre sort ? Regardons mieux les symptômes qui se dessinent chez nous. Nous avons naguère pour mot d'ordre : «Emparons-nous du sol !» Ce programme a été dépassé sans être tout à fait rempli. Autrefois nous vivions heureux près de la bonne terre, la plus impassible de nos résistances ; et il est à espérer que nous retournerions un jour y puiser un regain de vitalité. Puis, l'industrialisme nous a gagnés. Nous voulons grandir et nous rêvons richesse à notre tour. Tant mieux. N'en soyons pas chagrins. L'action est saine, et le désir de progresser, naturel. La fortune impose le respect. C'est une arme dont on nous menace volontiers, non sans quelque morgue : sachons en forger une qui vaille, en éclat et en finesse, celle qu'on nous oppose. Ne nous berçons pas néanmoins d'illusions. Rien ne s'acquiert qui ne soit payé en retour de quelque façon. Toute puissance coûte cher, et souvent elle s'écroule sous son propre poids. Ne nous flattons pas d'échapper aux conséquences que l'industrialisme a entraînées ailleurs, et qui sont comme la rançon de ses bienfaits.

Plus heureux que d'autres, nous avons sous les yeux les leçons de l'histoire. Pour éviter les erreurs où les peuples ont glissé, pour exploiter notre patrimoine avec méthode, écarter les maux dont les sociétés plus anciennes ont souffert, nous n'avons qu'à regarder et apprendre : la vieille Europe a vécu pour nous. L'avenir, le pensez-y bien de chaque heure, de chaque minute ! Qui de nous refuserait de s'y consacrer tout entier, si le salut immédiat de la nation était en jeu ? N'est-ce pas pourtant un peu cela ? Réfléchissons. Le triomphe de nos concurrents sera d'autant plus facile qu'ils nous trouveront désarmés devant le sort, le sort qu'ils nous imposeront. Pourquoi refuser plus longtemps d'étudier les problèmes économiques si la nécessité, plus encore, si le devoir de l'heure nous l'ordonne ? Pourquoi ne pas demander à la science économique de satisfaire nos curiosités ; de secouer nos indolences ; de nous donner la culture générale qui nous manque, les connaissances spéciales qui nous permettraient de mener à bien notre tâche ordinaire ; de nous fournir enfin, à bien bon compte, un moyen sûr, éprouvé déjà, de servir notre pays quelle que soit la sphère de notre activité, le rayon de notre influence ? Un tel profit vaut, certes, que l'on se donne un peu de peine.

Pour nos industriels et nos commerçants cela paraît évident. Ils sont du mouvement ; ils en vivent. Il ne leur suffira pas cependant de savoir calculer un prix de revient, vérifier une comptabilité, clore un inventaire. Leur entreprise, si peu considérable qu'elle soit, offre des aspects variés, instructifs. Qu'ils sortent de leurs bureaux, qu'ils laissent un instant leurs livres pour regarder cette large vie dont ils sont une parcelle, qui bouillonne autour d'eux. Sans aucun doute, leur connaissance des affaires et leur honnêteté sont de précieux apports dont la collectivité bénéficie ; mais elle est en droit d'exiger davantage. Nul effort, nulle bonne volonté qui ne porte ses fruits. Le succès de tous dépend des énergies individuelles qu'il synthétise. Nous disons volontiers qu'il nous reste beaucoup à faire : c'est une piètre consolation de le constater, sans plus. Agissons. Notre commerce est-il bien organisé ? Avons-nous notre part dans le total des tractations journalières, annuelles ? Nous sommes-nous « emparés de l'industrie » ? Notre finance a-t-elle un plan d'action bien défini ? N'est-elle pas hésitante, craintive ? Donnons-nous satisfaction à ceux

qui se font un devoir de nous encourager ? Nous aidons-nous seulement les uns les autres ; et ne sacrifions-nous pas à un égoïsme funeste, chronique, à un besoin de dénigrement où s'épuise notre esprit, où s'assèche notre cœur ? Si tout est à refaire, recommençons ! Si les guides nous manquent et si les organes font défaut, sachons créer des autorités et déterminer des initiatives. Ce n'est pas tout. Au sortir de l'usine et de la boutique, il y a le vaste domaine politique où trop peu de nos hommes d'affaires s'aventurent. Qui donc contribuerait mieux au relèvement de nos finances, à l'administration de notre fortune nationale ? C'est le fait de l'apathie générale, de la routine satisfaite. C'est aussi que nous manquons d'hommes alliant à la volonté une culture suffisante. Ces défauts peuvent s'atténuer, cette pénurie disparaître. Travaillons.

Frédéric LePlay a classé les professions libérales « selon la résistance à la corruption ». Il mentionne, en premier lieu, les ingénieurs. Il écrit, dans sa *Réforme sociale en France*. « Je place d'abord ici, pour ordre, et sans qu'il soit besoin d'une justification spéciale, un groupe nombreux de personnes établissant la transition des arts usuels aux arts libéraux ; je veux parler des ingénieurs et des architectes qui, s'inspirant de la science ou de l'art, dirigent, avec un caractère privé, les constructions et les travaux réclamés par les particuliers et par l'État. Ce sont, à vrai dire, des chefs d'industrie, et, comme ceux-ci, ils ne prospèrent que par l'ordre et le travail. La concurrence fait bientôt justice de ceux qui manquent à leur devoir : elle punit immédiatement la paresse et les autres vices dont pourrait souffrir le public. » De tous les producteurs, l'ingénieur est celui qui donne le mieux l'impression de créer quelque chose. C'est une force dirigeante, un metteur en oeuvre, que stimulent de lourdes responsabilités et le souci constant d'améliorer. Il conçoit et il exécute. Il donne d'abord à ses ouvrages la forme d'une mathématique ; puis, les ayant ainsi schématisés, il les projette dans la réalité, où ils servent à l'usage commun et demeurent comme l'attestation sensible de son génie. Il est, à la fois, industriel et artiste, patron et ouvrier, quand il n'est pas aussi financier : c'est un praticien. A ces titres, l'Économie ne peut que lui servir. Elle ne lui suggérera peut-être rien qu'il ne sache sur son art difficile ; mais elle lui apportera des clartés qui lui feront apercevoir, comme dans un prolongement, les conséquences de son travail. Agent de production, n'est-il pas bon qu'il connaisse les causes de la productivité du travail et les avantages de la division des tâches ; les formes et les caractères des capitaux publics ou privés, fixes ou circulants ; les facilités que le crédit accorde ; les modes de répartition des revenus ? Esprit merveilleusement préparé à l'étude de ces questions, qui sont connexes à ses entreprises, je n'en connais pas qui soit plus apte à dégager des phénomènes, qui sont dûs à son action directe, la loi qui les domine, le principe qui les explique.

S'il s'occupe des transports, il ne fera pas porter son attention sur le seul fait de la construction, sur l'ensemble des conditions techniques de la mise en place. Il appréciera les résultats économiques des travaux qu'il a accepté de faire, qu'il dirige, qu'il a peut-être proposés. Pour cela, il aura compulsé des statistiques, établi les aléas du trafic, étudié les ressources du pays à traverser en ne perdant pas de vue le taux normal de la tarification et la quotité de l'impôt, tenu compte de la concurrence, supputé le rendement des premières années, prévu les bénéfices ultérieurs suivant un calcul de base acceptable. S'il entre à l'usine ou même si – pionnier du progrès – son art le conduit dans

quelque région reculée, il ne se désintéressera pas du sort des ouvriers, de « ses hommes » comme on dit, des conditions du travail, de la sécurité des ateliers et des chantiers. Des mots nouveaux sont apparus dans les programmes de nos partis politiques : nous aurons peut-être à créer, bientôt, tout un système d'assurances sociales, d'œuvres patronales. Il faut prévoir le moment où l'ingénieur, suivant l'expression d'Émile Cheysson, devra, sans abandonner la technique, faire oeuvre sociale, « c'est-à-dire joindre à de fortes connaissances professionnelles celles qui concernent les institutions destinées à asseoir la prospérité de l'entreprise sur le bien-être des ouvriers qu'elle emploie ». Enfin, chaque jour, l'ingénieur rédige des rapports. Il peut se borner à des indications pratiques ; mais, pour faire saisir l'ensemble du sujet qu'il traite, il joindra aux données de métier des considérations d'un ordre plus étendu. Il arrive même qu'il y soit contraint par la nature des opinions qu'il formule et que, pour ne citer qu'un exemple, il soit amené à déterminer, d'après des recherches sérieuses, la valeur d'une entreprise ; et l'on sait que ce terme valeur est par lui-même abstrait et combien il y entre d'éléments souvent contradictoires, parfois douteux, sinon obscurs. L'économie politique lui prêterait sa lanterne, que dis-je ? son flambeau !

Et l'avocat ? Quels avantages la science des intérêts matériels lui donnerait-elle ? Dans un discours qu'il prononçait, en 1906, à la Chambre des députés, M. Paul Deschanel faisait allusion « à une justice nouvelle, la justice économique ». De fait, l'évolution industrielle a ébranlé les assises du droit qui est, le plus souvent, la consécration officielle et uniforme d'une réalité sociale. La loi reconnaît ce qui est et l'impose ; elle s'adapte à quelque chose d'antérieur ; elle définit étroitement la coutume et l'enferme dans un texte. C'est ainsi que, sous l'influence des événements, l'ancien principe de la liberté de chacun a, sur quelques points, cédé devant le principe du bien de tous et de la solidarité. Le législateur a dû protéger les humbles, les dépourvus. Il a exigé des patrons qu'ils prissent dans leurs usines des mesures d'hygiène ; il a veillé sur l'ouvrier en réglementant l'atelier et en limitant la durée du travail ; il a corrigé le libre jeu de l'offre et de la demande en fixant un minimum de salaire dont il a, par surcroît, garanti la disposition au travailleur en restreignant le droit de saisie. Le contrat, source des obligations, a été interprété dans un sens plus large, en tenant compte de ses conséquences sociales. Une doctrine – non pas nouvelle, il est vrai, mais renouvelée – s'est dessinée et affermie, celle de l'abus du droit : elle interdit aux contractants de rompre une convention sans se soucier des dommages que cette rupture, fût-elle légale, entraînerait. Ainsi se constitue, par approches, la législation *industrielle*, dont certaines dispositions ont attiré l'attention des diplomates et ont trouvé une expression plus solennelle et une portée plus étendue dans des conventions internationales. Or, les arguments de l'avocat seront d'autant plus éclairés, plus convaincants, qu'il les aura tirés des faits, de la substance réelle ramassée dans la loi. Il recherchera les sources vives de la coutume pour savoir comment elle se forme, comment elle se cristallise et, par son effort personnel, il la fera passer dans la jurisprudence, devenant ainsi un véritable législateur, un créateur de justice, après avoir été un observateur attentif – et je dirais volontiers : attendri – de la vie.

Il en va de même des législations qui ont un caractère encore plus rigoureux : la législation commerciale, par exemple. Les modalités et les conditions essentielles du contrat de change sont arrêtées au Canada par une loi fédérale,

la loi « des lettres de change ». Elle est excessivement compliquée. Il est à peu près impossible de la posséder si l'on n'en fait pas une étude approfondie à la lumière de la pratique courante. Et cela ne suffit pas. Pour comprendre ces dispositions, tout d'abord déconcertantes, il faut connaître les principes économiques qu'elles ont pour objet de sauvegarder et les éléments de la circulation des richesses que je définis plus haut. Des étudiants arrivent à l'Université sans savoir ce que c'est qu'un chèque. Allez donc leur confier la loi sur les lettres de change ? Il n'y verront goutte. Au contraire, familiarisez-les peu à peu avec les transactions commerciales, le mécanisme de l'achat-vente, la nécessité et le rôle du crédit, les détails en apparence insignifiants de la vie économique : en leur révélant le monde des affaires, vous les préparerez à saisir le sens exact et la raison prudente de la loi.

Qu'est-ce à dire sinon que l'avocat ne doit pas s'en tenir à des textes ni se laisser fasciner par eux. Il cherchera dans les origines de la loi, dans son application immédiate, et aussi dans les conséquences qu'elle peut avoir si on ne sait pas lui donner son sens plein, les motifs d'une interprétation nouvelle, moins étroite, plus conforme aux données de l'expérience et aux commandements de la justice. Sous la rigidité de ces textes, il découvrira ainsi la vie du droit et ce qui en détermine la lente évolution à mesure que les événements économiques et sociaux se coordonnent. On connaît ces pages du *Carnet d'un Stagiaire* que M. Henry Bordeaux a intitulées : *La dernière Leçon de Droit*. Maître Rameau conduit le futur romancier sur une hauteur qui domine la ville. Poète, celui-ci se perd volontiers dans les lointains et ses yeux cherchent, vers les limites imprécises et plus vaporeuses de l'horizon, l'âme de toutes ces choses qui vont se reposer dans le soir. Regardez plus près de vous, lui dit doucement le vieil avocat, voyez ces paysans au labeur et comprenez la leçon qu'ils nous donnent. « Un Maistre, un Bonald, un LePlay, un Fustel de Coulanges – tous ceux-là dont vous avez vu les ouvrages au premier rang dans ma bibliothèque, et reliés plus précieusement que les recueils de jurisprudence, – ont connu et aimé la terre. Ils n'ont pas cessé de penser à elle. Ils ont raisonné sur des réalités, non point sur des livres ou des leçons d'école. C'est pourquoi il n'y a point chez eux de vagues abstractions, ni de fausse sensiblerie. Mettez des figures sur les dossiers, sur les chiffres, sur les mots, sur les idées. Ce partage de succession, que vous étudiez tout à l'heure quand je vous ai enlevé, c'est le patrimoine fondé par un homme, maintenu ou agrandi par une série de générations, émietté systématiquement entre les enfants. Un domaine qui a vécu, une famille qui se divise, ce sont aussi des romans ou des tragédies. »

J'admire, disait un avocat, que, pour faire appliquer la loi, il faille avoir étudié le droit et que, pour l'élaborer, cela ne soit plus requis. Il y a du vrai ; mais la tâche du député-législateur est déjà assez remplie. Quel homme embesogné ! On lui demande de tout savoir, ou guère moins ; d'être de tous les métiers et du sien propre, tour à tour cultivateur, industriel, négociant, avocat, médecin, voire humaniste et poète, quand les années sont bonnes ; d'être tous ces hommes ou de les comprendre tous, ce qui revient à peu près au même ; de savoir les mille besoins d'un pays, quand en connaître un seul et y satisfaire est déjà considérable. Ceux qui sont appelés à exercer un pareil empire et à conduire autant de destinées trouveront dans l'économie politique une méthode, et davantage. Elle leur révélera les aspects, parfois déroutants, de la vie matérielle de la nation, ses difficultés, ses soubresauts, les dangers

qui la menacent. Elle est une science d'analyse et une science sociale : elle décompose les éléments dont la somme explique l'activité d'un pays. On eut raison de la définir : la science ménagère des peuples. Elle enseigne comment garder la maison commune,—et c'est déjà quelque chose, si modeste que cela paraisse.

Voilà pourquoi cette science est utile et actuelle, et pourquoi elle devrait être plus répandue. Commencez par éclairer le suffrage populaire, disent ceux qui demeurent assez optimistes pour admettre que le suffrage populaire puisse être éclairé. C'est fort bien ; mais a-t-on pensé aux moyens de l'instruire et de le guider ? Ce ne sera pas, j'imagine,— ou du moins ce ne sera pas absolument — en lui inculquant les hautes mathématiques, ni l'astronomie. C'est beaucoup plus simple, en vérité. Le suffrage, exercice d'un droit politique, réclame un enseignement de nature politique. Apprenons au peuple ce que c'est qu'un gouvernement, quels sont les origines historiques et les principes premiers de la constitution, quelles sont les lois fondamentales de l'économie nationale. Apprenons-lui à gouverner, puisque, aussi bien, c'est à lui que revient cet honneur ; et ne permettons pas qu'un jeune homme atteigne l'âge de voter, sans avoir compris l'importance de l'acte qu'il pose. Ne nous laissons pas de relire, à ce propos, la belle préface des *Origines de la France contemporaine*, dont il serait plaisant de rapprocher telle page d'une conférence de M. Aulard. « En 1849, écrit Hippolyte Taine, ayant vingt et un ans, j'étais électeur et fort embarrassé, car j'avais à nommer quinze ou vingt députés, et de plus, selon l'usage français, je devais non seulement choisir des hommes, mais opter entre des théories. On me proposait d'être royaliste ou républicain, démocrate ou conservateur, socialiste ou bonapartiste ; je n'étais rien de tout cela, ni même rien du tout, et parfois j'enviais tant de gens convaincus qui avaient le bonheur d'être quelque chose. Après avoir écouté les diverses doctrines, je reconnus qu'il y avait sans doute une lacune dans mon esprit. Des motifs valables pour d'autres ne l'étaient pas pour moi ; je ne pouvais comprendre qu'en politique on pût se décider d'après ses préférences ». Et s'il n'y avait que le suffrage ; mais l'individu, quelle que soit sa situation, exerce une action sociale. Comment veut-on qu'il s'y prenne, s'il n'a pas appris, s'il n'apprécie pas sa propre valeur, s'il vit isolé dans l'ignorance de ses devoirs et dans la satisfaction de son égoïsme ? Pourra-t-il assumer les responsabilités de son état et arrêter les répercussions, souvent irréparables, de ses actes ? Ainsi, et par quelque chemin que nous prenions, nous revenons toujours au même point : le peuple, la nation, la maison commune.

f) Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Celui qui écrira la philosophie de notre histoire y verra trois étapes bien tranchées et que caractérisent, de notre part, des attitudes différentes. Nous avons lutté, — ce fut là notre sort constant — mais avec des armes qui ne furent pas toujours les mêmes. Nous avons lutté d'abord sur le champ de bataille pour que la France conservât sur cette terre son empire et ses droits. Nous

avons lutté ensuite à la tribune, trouvant dans la constitution anglaise la revanche inattendue de nos défaites passées. Aujourd'hui, la lutte est devenue pratique, intéressée ; elle est plus terre à terre, mais non moins périlleuse. Elle a quitté le domaine du droit et des libertés essentielles pour descendre sur celui, plus aride, des affaires ; elle est devenue économique. C'est la pensée dirigeante du livre si substantiel de M. Errol Bouchette, qui porte un titre d'allure prophétique : *L'Indépendance économique du Canada français*. « L'esprit envahisseur moderne, écrit cet auteur, cette manifestation sociale qu'on voudrait confondre avec le patriotisme, est né de l'industrialisme débordant qui s'est emparé des vieilles civilisations. Or, *comme il faut combattre avec les armes de son siècle*, c'est aussi par l'expansion industrielle, tant manufacturière qu'agricole, que les peuples situés comme nous le sommes, qui possèdent de vastes territoires qu'ils peuvent difficilement défendre par les armes, échapperont peut-être à la conquête. Il reste donc acquis que, si nous voulons accomplir nos destinées, il nous faut chercher, pour les appliquer à notre pays, les meilleures solutions industrielles et sociales, »

C'est ce qui formera le noyau de notre politique prochaine, dont nous sentons déjà la pressante nécessité. Une société qui veut agir doit obéir à une discipline ; une minorité doit avoir une doctrine qui indique avec sûreté la direction où elle engagera son activité. Notre doctrine sera conforme à nos origines, respectueuse de notre lignée française ; elle prendra son point d'appui dans nos traditions, seule raison de nos résistances. Pour citer de nouveau M. Taine, « l'histoire a décidé pour nous » et, puisque nous avons naguère choisi d'exister, nous devons rester, coûte que coûte, dans la logique de notre passé. La question est de savoir comment nous y parviendrons, et si nous négligerons volontairement de faire servir au triomphe de notre race les moyens puissants qu'une civilisation plus développée nous apporte. Un peuple, c'est sans doute une pensée commune, mais c'est aussi une énergie collective. M. Émile Boutroux, dans la magnifique conférence qu'il a prononcée, en novembre 1912, sous les auspices du *Comité France-Amérique*, distingue, d'après un penseur américain, trois philosophies dont l'une, le matérialisme, est un arrêt de la volonté dans la matière, dont l'autre, l'évolutionnisme, est l'expression d'une force fatale qui entraîne l'humanité soumise ; dont la troisième enfin est un mélange de réalisme et de conscience. « L'homme, d'après cette manière de voir, ne s'adapte pas seulement à son milieu, il adapte son milieu à ses volontés, il change la face de la terre, il crée, il se crée. » Est-ce trop présumer que de reconnaître, dans cette philosophie raisonnée de l'action, le principe fécond de notre conduite future ? Et si cette action doit être économique, si elle doit nous porter du côté des intérêts matériels - garantie de notre vie intellectuelle de demain - n'est-ce pas précisément dans la science économique qu'il convient de chercher, au premier chef, les moyens actuels d'assurer notre survivance ?

Première partie : Vers l'activité économique

II

L'économie et l'histoire

[Retour à la table des matières](#)

Science d'observation, l'économie politique demande à la vie l'essentiel de son enseignement. Contrainte, comme toutes les disciplines appliquées à l'homme, de renoncer à l'expérimentation, elle fonde ses théories sur l'expérience quotidienne, oscillant autour d'une idée principale, celle de la valeur, qu'elle poursuit dans l'infini de ses manifestations. Deux écoles, dont l'influence semble grandir, apportent à la solution de ces problèmes des explications ingénieuses, basées sur la psychologie ou sur la rigidité des mathématiques, mais il reste vrai que les complexités humaines ne se compriment pas dans des formules et que l'on n'apprend guère si l'on ne se met pas aux écoutes de la réalité. L'économie politique fait état de l'actualité qu'elle pénètre par l'étude directe ou l'enquête et dont elle perçoit les reflets dans la statistique. C'est donc légèreté, sinon ignorance, d'opposer la pratique à la théorie puisque l'une alimente l'autre, puisque les deux s'additionnent pour constituer la science. Ainsi nos fleuves emportent sur leur passage des particules de calcaire, débris d'animaux millénaires, pour les jeter à l'océan, où, recommençant de vivre, elles formeront des mondes nouveaux.

Pour les mêmes raisons de curiosité scientifique, l'économie politique interroge le passé et puise dans l'histoire des exemples. Médailles, monuments, mémoires, bilans de sociétés, ordonnances et lois affirment la persistance de l'intérêt matériel et permettent d'appliquer les leçons de la vérité, et même de l'erreur, à la formation d'une volonté consciente.

Il serait prématuré pourtant d'exiger de l'économiste qu'il se fit historien.

L'économie politique en est, au Canada, à la période d'adaptation, dominée par le relevé des faits et l'énoncé doctrinal. Notre régime n'est pas différent des autres et l'on retrouve ici les manifestations d'activité économique qui se produisent à l'étranger ; mais, à part la méthode et les procédés d'exposition toujours longs à acquérir, il faut tenir compte du milieu.

Dans l'intérieur d'un pays aussi vaste que le nôtre, les phénomènes ne revêtent pas un caractère uniforme ; ils sont modifiés, à mesure qu'on se déplace, par des circonstances particulières ou des influences locales. La main-d'œuvre n'est pas rémunérée de même façon en Nouvelle-Écosse, dans le Québec ou en Colombie britannique ; le taux des intérêts varie de l'est à l'ouest, les problèmes de politique financière changent d'aspect selon qu'on les observe dans une région ou dans une autre ; les provinces anciennes, mieux assises, ont une population qui se développe sous l'action des forces naturelles quand les autres subissent les remous de l'immigration. La vie économique, c'est l'activité humaine appliquée à la satisfaction des besoins, qui sont innombrables. Sans doute la science n'ambitionne pas de définir tous ces besoins ni d'expliquer comment l'homme y satisfait ; elle généralise, et se hausse jusqu'à la philosophie de l'activité dont elle analyse les facteurs. Quelle complication, néanmoins ! Que de questions soulevées depuis la nature, le capital et le travail, unis dans l'œuvre de production, jusqu'aux actes de consommation, en passant par les instruments de l'échange et du commerce : monnaie, banque, bourse, transports ; l'oscillation du salaire, la détermination du profit. Quelle affluence de faits et d'idées lorsqu'il s'agit, en retour, de suivre jusque dans le détail l'application des principes une fois posés. La tâche, faite à la fois de recherche et d'ordonnance, requiert toute l'attention du théoricien, et l'absorbe.

Circonsrite à la doctrine, l'histoire sera tout de même d'un grand secours pour serrer de près l'événement économique, savoir comment il s'incorpore à une série, ce qu'il *emprunte* à l'ambiance et ce qu'il doit au passé. L'édifice se bâtit mieux, les matériaux ainsi choisis : chaque partie s'harmonise à la physionomie d'ensemble. De ce point de vue nous sommes dans une situation privilégiée, vivant dans un pays neuf où l'initiative prend souvent la valeur d'une expérience. Le développement des entreprises a marqué chez nous des étapes définies, depuis l'industrie familiale où nos pères excellaient jusqu'à la fabrique centralisée. Notre civilisation, avec ses traditions européennes, a pris la suite de l'aventure nomade. Autant d'invites à l'étude.

L'économiste trouvera-t-il dans les travaux de nos historiens le détail utile ? Ils n'en sont pas dépourvus. On y découvre ici et là des faits, hâtivement jetés, ou des raccourcis qui servent d'amorce. Et les grandes questions reliées à l'économie, comme celle de la traite, de la monnaie de cartes, des subsides, sont traitées assez longuement, quoiqu'on n'y apporte pas toujours, faute d'une préparation résolue, le liant des idées directrices.

Il est juste toutefois de noter quelques tentatives vers l'expression de vues plus compréhensives.

L'ouvrage de M. Émile Salone n'a pas le seul mérite de légitimer son titre : *La Colonisation de la Nouvelle-France*. Il éclaire l'ancien régime jusque dans sa moindre vie ; il établit la synthèse de la nation, que l'on sent naître et grandir parmi une multiplicité d'obstacles. *Ce* n'est plus l'événement détaché, sans enveloppe, dont l'accumulation ne dit rien ; mais un ensemble qui se forme et s'avance vers un résultat auquel toutes les énergies, les humbles autant que les autres, ont collaboré. Salone a imprimé une direction à l'enseignement. Mgr Courchesne, un des plus clairs esprits que nous possédions, y a puisé l'heureuse idée de substituer à l'effritement des nomenclatures et des chronologies les étapes de la mise en valeur du pays, les cadres où a pris place l'activité nationale.

Frontenac et 1672 : qu'est-ce au juste, par exemple ? Un nom et une date qui sombrent, la date surtout, dans l'oubli fatal des lendemains de baccalauréat. Remonter d'un fait jusqu'au régime, hiérarchiser les actes depuis les moindres jusqu'aux plus éclatants, saisir par le menu la totalité d'une époque dans son milieu animé et changeant laisse quelque chose dans l'intelligence et même dans l'âme. On ne construit pas l'histoire sur pilotis. Certes la synthèse est plus difficile, qui se ramifie pour embrasser et vivifier le corps entier : mais comme elle satisfait davantage par la fermeté qu'elle apporte au jugement et la résolution qu'elle engendre.

La même directive qui conduisit Émile Salone Téparait dans l'œuvre que M. l'abbé Ivanhoé Caron édifie, pierre par pierre, pour la domination anglaise.

M. Léon Gérin-Lajoie, dans une série d'articles qu'il donna à la *Science Sociale* de Paris et qu'il devrait reprendre, après avoir exposé les motifs qui ont inspiré les colonisateurs français, opposait, avant M. Georges Goyau, l'idée de mission et de peuplement à l'intérêt mercantile ; il suivait jusqu'à nos jours l'action des paysans du Perche qui ont fondé le Canada français sur l'exploitation quasi-communautaire, le respect de la famille et la tradition paroissiale. Ces tableaux, brossés de vérité, peignent avec précision les travaux et les mœurs de nos ancêtres, sur l'horizon restreint de leurs ambitions. « En lisant Gérin-Lajoie, me disait Victor Barbeau, j'ai enfin compris d'où nous venons ». Pour l'économiste et le sociologue, ces pages fourmillent d'indications ; elles déroulent le fil de l'évolution du peuple et dévoilent le secret de sa durée.

M. l'abbé Lionel Groulx, le premier qui ait rétabli l'ambiance où notre race fut placée, achève chacun de ses livres sur un spectacle semblable, où s'enchevêtrent les préoccupations économiques et les transformations sociales de notre groupe. Féconde initiative qui renouvelle notre histoire et la complète ;

qui nous livre autre chose à méditer que les querelles intestines ou le récit tronqué des batailles ; qui nous reporte à la vie. On sait au prix de quelles inquiétudes l'auteur a réussi à grouper ces traits épars, ramassés dans des recoins d'archives ou dans les récits incohérents des chroniqueurs. Mais il eût payé plus cher encore la joie d'être un animateur et de déloger l'histoire du compartiment politique où, depuis nos origines, elle était installée. Le régime français, au moins dans les manuels, est en grande partie étayé sur des faits politiques trop rarement rattachés à l'Europe qui les détermina. Énoncés tout dru, sans être raccordés, ils perdent la moitié de leur signification. Comment juger la politique coloniale de François 1er si l'on n'a pas réfléchi sur les conditions où la royauté exerçait le pouvoir ? Comment comprendre Talon et Frontenac sans Colbert et Louis XIV ? Comment même expliquer la colonisation sans les provinces de France ? Autant cinématographier l'histoire. Le régime anglais racole les morceaux de nos constitutions successives, comme s'il n'y avait guère au-delà. Les questions, qui se précipitent pourtant avec une sorte de halètement, ne prennent de valeur qu'au jour de la politique : notre premier transcontinental, c'est d'abord un scandale. Le *peuple* ne vit pas : on le soupçonne seulement de souffrir. L'apparition des transports, l'ouverture de nouvelles régions, l'expansion des provinces, le besoin d'unité territoriale, la poussée du progrès matériel ne retiennent pas – sauf quelques exceptions vite comptées – la pensée de l'historien. Quelques lignes, une note marginale, une fin de chapitre prétendent nous édifier sur ces faits.

Tentons un ou deux sondages, en surface.

La conquête nous fit passer sous un régime économique qui ne fut pas inventé pour nous mais avait été arrêté par les lois dites de navigation, promulguées sous Charles II et Guillaume III et même plus anciennes dans leur principe. Elles répondaient à une conception coloniale, faite d'un étroit mercantilisme sur lequel l'Angleterre fonda, d'abord contre la Hollande puis pour elle-même, sa marine et sa puissance industrielle. Dans les colonies du Sud comme au Canada, elle restreignit la liberté commerciale jusqu'à l'assujettissement ; mais au Canada, elle réduisit aussi les libertés politiques quand elle avait laissé naître en Nouvelle-Angleterre de véritables États coloniaux, munis de l'appareil représentatif. La présence au Canada d'une population française et catholique, l'attitude des treize colonies, dressées contre la Grande-Bretagne, et même les réactions que provoqua à Londres la Révolution française entraînèrent la politique dont nous fûmes gratifiés. Nous devenions des fournisseurs et l'on nous interdisait l'industrie ; mais, sous le pavillon britannique, des voies d'accès étaient ouvertes à notre commerce, lequel profitait de privilèges sur le marché anglais. Et l'Angleterre appliquait à l'administration de la colonie des droits qu'elle continuait pour un temps de nous imposer et de percevoir. J'esquisse seulement un « système » qui a exercé d'indéniables influences sur nos destinées et déposé dans notre histoire des éléments germés à l'étranger ; mais, pour le dire en passant, et bien qu'il y ait progrès, pourquoi répugnons-nous à étudier l'histoire américaine, capitale pour nous, et même l'histoire des colonies demeurées anglaises, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'Île du Prince-Édouard qui, pourvues de gouvernements autonomes dès le XVIIIe siècle, s'organiseront économiquement et loin de notre attention, jusqu'à ce que nous les retrouvions, venues comme par hasard à la Conférence de Charlottetown ? L'histoire du Canada n'est pas l'histoire d'une seule province ni d'une politique,

Avançons de quelques années. Sous l'impulsion de l'École manchesterienne et à la suite d'expériences économiques dont la Grande-Bretagne a vite compris la portée, le libre-échange est installé en 1846 par Peel et lord John Russell ; et, trois ans plus tard, les lois de navigation sont abrogées. Du coup, nous voilà libres de disposer de nos marchandises ; libres même d'opposer aux produits anglais l'interdit des douanes. Événement plein de conséquences, mais que la conquête de la responsabilité ministérielle, fait politique, rejette dans l'ombre. La liberté économique nous arrive donc par surcroît au moment où nous arrachons aux autorités anglaises la reconnaissance de notre autonomie parlementaire ? Elle articula notre politique commerciale et nous conduisit à Washington. Le premier traité de réciprocité, signé en 1854, nous livra le marché américain pendant dix ans. Qu'en est-il résulté pour notre économie ? Lorsqu'il fut dénoncé, les États-Unis espéraient nous réduire à l'annexion. Il n'en fut rien, par bonheur. L'idée de la Confédération, d'un territoire constitué, sûr de son indépendance économique, s'était imposée en réaction. On formule mal la politique de MacDonald, si l'on ne tient pas compte de ces courants.

On peut reconstituer ces deux périodes de notre histoire en s'aidant de nos historiens, de Garneau, de Chapais, de De Celles, de Turcotte ou de Gérin-Lajoie ; mais, pour en bien marquer l'allure, et en traiter avec ampleur, c'est trop souvent aux Anglais, aux Américains ou même aux Français que l'on doit s'adresser. N'en est-il pas ainsi de cent autres questions ? La seule évolution économique du Canada, de 1867 à nos jours, comment la suivre, comment l'enchaîner si ce n'est en recourant à nos compatriotes de langue anglaise ? Qui a raconté l'histoire de l'agriculture, des industries, du commerce, des banques, des transports ? Qui a tracé les grandes lignes de notre politique commerciale, de notre politique financière ? Qui s'est livré à l'étude de nos forces sociales, celles du capital et du travail organisés ? Dira-t-on que ce sont là des détails ? Mais, même pour écrire l'histoire politique du pays, les ignorera-t-on ? Suffira-t-il de suivre les vicissitudes des partis sans se préoccuper des idées qu'ils ont prétendu défendre et des faits qui les ont décidés ? Et ces idées où les trouvera-t-on si ce n'est dans la vie nationale ? Au lieu de les invoquer tout à coup, au moment où on en a besoin, pourquoi ne pas en établir une bonne fois la filiation ?

Ne nous étonnons pas que les Anglais se soucient des problèmes économiques ; ils ne conçoivent pas l'histoire en dehors des événements d'ordre matériel dont ils savent le poids. Inutile de citer des oeuvres : le premier catalogue nous instruira. J'indique simplement une source abondante, la collection qui a pour titre : *Canada and its Provinces*, où nous eussions mis plus d'ordre, mais qui demeure comme une preuve de ce que nous n'avons pas entrepris, et comme un exemple de ce que nous eussions pu faire si un éditeur avait osé lancer une histoire générale du Canada écrite par des Canadiens français. C'est une compilation grossie jusqu'à vingt-trois volumes, où l'on trouve à peu près de tout ; il y faut parfois une lanterne, mais cela n'abolit pas les qualités profondes de l'ouvrage. Un regard jeté sur la table des matières nous révélera la diversité des choses auxquelles d'autres s'intéressent plus que nous. Et je néglige aussi ces dossiers de pièces ignorées, les rapports officiels, rédigés par des Anglais, le plus souvent, et publiés pour nos paniers à papier. M. Albert Métin, à qui je faisais compliment d'avoir écrit *La Colombie britannique*, me

rétorquait : « J'ai voulu vous montrer, à vous Canadiens, que vous aviez tous les documents voulus pour faire des oeuvres d'envergure. »

Il n'est pas hors de propos de rappeler l'estime de l'Anglo-Canadien pour l'histoire économique. L'enseignement de l'histoire dans les provinces anglaises est basé sur le milieu immédiat, l'« environnement », comme s'expriment les manuels. L'enfant est invité à regarder la nature où il s'ébat et, dans le cadre naturel, le travail de l'homme : il se familiarise avec les manifestations de la vie économique, l'administration, les services publics, les rouages de l'organisme social ; il s'aggrège à la collectivité, se prépare à la défendre plus tard, ayant vécu ses bienfaits. Une brochure du *National Council of Education* sur les modes d'enseignement de l'histoire et du civisme reprend les programmes scolaires de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario et du Manitoba : partout le même attrait des réalités proches, qui a pénétré d'ailleurs en France et en Angleterre et s'est intensifié aux États-Unis. Je mentionne cette tendance sans l'admirer absolument et en retenant ce qui se glisse de factice dans certains procédés. J'ai montré, lors du Congrès des Universités de l'Empire tenu à Oxford en 1921, que le civisme ou l'esprit de civilité ne se commande pas, qu'il résulte plutôt d'une formation ; et j'ai constaté que plus d'un éducateur anglais répugne à traiter le devoir, the duty, comme une matière distincte. Mais encore faut-il diriger à bon escient la culture générale et ne pas négliger la contribution des travaux humains à l'éveil des responsabilités.

* * *

Le facteur économique a donc en histoire son importance et qui suffit à nous retenir.

L'École dite historique cloisonne par étapes l'évolution économique. Elle n'admet pas de raisons permanentes, de principes transcendants, semblables dans le temps. Elle enregistre des économies successives et complètes, les réduisant aux limites d'un moment. Les civilisations primitives obéissent pourtant aux mêmes sollicitations que là nôtre ; question de degré, si appréciable qu'il soit. Le primitif se nourrit, se vêt, se pare ; il pratique une industrie rudimentaire et n'ignore pas l'échange. Le progrès multiplie les besoins, les approfondit en quelque sorte. Il n'est pas interdit, il est même nécessaire de sérier les époques de la civilisation, à la condition de n'en point rompre l'universalité. Toutefois, l'École historique, en resserrant le champ de ses investigations pour mieux le pénétrer, a, par d'excellentes mises au point, enrichi la science.

Si le facteur économique persiste dans ses influences, il ne nous fournit pas à lui seul la raison de l'histoire. Ce fut l'erreur du matérialisme historique. L'instrument modifie la physionomie d'une société : qui ne reconnaîtra aujourd'hui dans nos mœurs et dans nos attitudes les conséquences de l'industrialisme ?

Mais la fonction de l'idée subsiste, quoi qu'on dise, et nous lui devons des adoucissements aux brutalités que l'usine eût, sans elle, engendrées.

Universelle et tempérée par l'idéal, la force économique s'exerce d'elle-même et se dégage sous l'analyse. Des historiens ont étudié la production, l'évolution du commerce, les transformations de la monnaie ou l'ensemble du mouvement économique ; quelques-uns ont écrit, sur les pays agricoles ou industriels, des ouvrages de documentation. Nous abordons ces travaux spécialisés ; des jeunes gens ont dans leurs cartons des monographies sur nos richesses et leur mise en exploitation ; d'autres ont étudié la main-d'œuvre au Canada, nos syndicats, notre petite industrie, notre politique commerciale, et publié des travaux d'économie politique et de sociologie qui s'ajoutent aux oeuvres des précurseurs.

Mais, sous les réserves faites, c'est l'action du facteur économique dans l'histoire qui nous instruira davantage parce qu'elle est explicative. La négliger, lorsqu'on décrit la marche de la société, c'est faire fi d'un élément sans lequel le passé comme l'actualité demeurent incompréhensibles.

Les pays qu'une longue histoire a façonnés et que l'on croirait stabilisés n'échappent pourtant pas aux revirements de la fortune, aux contre-coups de l'avance économique, à l'emprise financière, à la solidarité des intérêts. Ils sont pris. Ils ne sont pas isolés parce qu'il n'y a plus d'isolement possible ; le monde, en se transformant avec une rapidité mécanisée, les entraîne sous des poussées nouvelles. L'harmonie qu'ils avaient réalisée à la suite d'un lent accord entre les exigences de vivre et les traditions de l'esprit, est déplacée sinon brisée. Écoutez Lucien Romier parler de la France : « L'origine secrète de nos mécomptes, depuis cent ans, est dans l'universel essor des sciences appliquées. »

Les pays neufs ? mais ils sont de formation économique. Venus avec leurs idées sur une terre inexploitée, les colons ont d'abord pensé à s'établir : ils ont posé sur des territoires vierges le fait de l'« économie destructive ». Il fallait vivre. Plus tard, libres au sein des étendues, les plus puissants ont espéré trouver le bonheur dans un extraordinaire confortable, dans des entreprises gigantesques et d'audacieuses conceptions. Ils ont ainsi abouti au « quantitatif »¹, à la série standardisée, à l'essoufflement de la mécanique, aux architectures monstres, à l'asservissement par l'argent, à l'encéphalite municipale. Par bonheur, ils n'ont pas seulement fait cela ; mais leur monde ressemble assez à une *slot machine*, à une distributrice automatique : trois heures dans certains hôtels de New-York, et nous serons convaincus. Germé d'Europe, mais singulièrement métamorphosé, parce que débarrassé des vieilles contraintes et des réserves traditionnelles, leur idéal s'est, comme ils disent, *américanisé*. La civilisation issue naguère de la Méditerranée aux franges irisées, passée à l'Ouest, puis au Nord, trouve ici son terme dans une débauche du matériel. Elle a franchi le continent à pas de fer et l'on proclame qu'elle dominera le Pacifique demain, en quête de réalisations qui l'exalteront davantage. Qui parle du Pacifique ? Elle a, par un retour qui était à prévoir, reconquis la terre des ancêtres et assujetti l'univers, dont elle va faire un

¹ Tel quel dans le livre. On dirait probablement aujourd'hui « quantitatif » [JMT].

formidable et uniforme cinéma. Qui niera cet irrésistible courant ? Qui consentira à écrire paisiblement l'histoire en marge de cette furie tentaculaire ?

Nous a-t-elle épargnés, nous qui vivons dans son rayonnement immédiat ? Oui, pendant une période : celle où, recueillis, nous n'avions d'autre volonté que d'exister. La conquête nous avait ramenés sur les bords du Saint-Laurent où nos pères, les premiers, avaient dessiné des terres. Plaine docile où nous avons mis pieusement une empreinte française. Un plateau de pierre nous y comprimait. C'est là que se poursuivaient les petites vies dont nous avons fait une résistance. Les foyers dédaignaient les ambitions du dehors : il leur suffisait de se prolonger. Le sol était généreux et la race obstinée. Dans la paix intérieure, malgré les tracasseries de l'administration et les faveurs dont nous n'étions pas, nous avons survécu. Certains s'apitoieront sur ce mode antique d'exploiter le terroir : la famille unie sous l'autorité du père, la division du travail acceptée de tous, une récolte routinière mais suffisante, l'association fortifiée par le voisinage, l'horizon public borné aux obligations paroissiales. Ce sont pourtant les facteurs économiques et sociaux qui nous ont sauvagés : nous leur devons plus encore qu'aux constitutions.

Les temps ont changé. Le Canada a cessé de mettre dans les querelles politiques toutes ses complaisances. La ruée des hommes accourus d'ailleurs s'est accomplie, décuplant l'effort. La forêt abattue, le sol fouillé, les distances vaincues, le Canada a pris l'aspect d'un pays humanisé par le travail. Il n'est plus divisé par une immense muraille de roche. Le chemin de fer a ouvert à l'Europe le grenier de l'Ouest. Il a profité de fertilités qu'il ne soupçonnait pas : la prairie lui a donné l'or des blés, les solitudes du Nord le papier dont il inonde l'Amérique. Les capitaux, souvent étrangers, se sont essayés à la production. Des fortunes se sont accumulées, des types d'hommes ont commandé : ceux du bois, ceux de la mine, ceux du blé. Riche, le Canada a pris place au monde. on signale son rang. Le commerce l'a classé bon premier, l'industrie compte sur lui. Il s'est abandonné au courant. L'oublier serait puéril.

L'oublier serait imprudent, à cause de nous. Nous avons été touchés, puis emportés par le mouvement. En 1924, dans *l'Amérique latine* cette fois, M. Léon-Gérin Lajoie revient sur les idées qu'il avait énoncées à la fin du siècle dernier. Ses premiers essais s'achevaient sur un doute : notre formation quasi-communautaire, repliée sur elle-même, nous avait éloignés des affaires et du progrès, réalisé autour de nous par l'esprit particulariste, plus libre d'attaches. Après trente ans les choses n'ont plus le même aspect. L'enseignement professionnel, les méthodes empruntées au voisin, le groupement mieux compris, l'entrée des nôtres dans l'arène économique ont rajeuni nos valeurs.

Les faits confirment l'affirmation du sociologue. Le plateau laurentien a été franchi par la colonisation : il nous a donné l'énergie et la pâte de cellulose, un champ plus vaste où nous déployer. La population plus considérable a formé un marché dont nous ne nous sommes emparés qu'en partie, malheureusement. Nous avons nos industriels, nos négociants, nos financiers. Déjà on énonce les principes d'une économie nationale. Les auteurs qui s'occupaient de nous naguère, pour louer notre survivance et lamenter notre pauvreté, changent de ton : ils supputent notre avenir avec moins de commisération, ils sentent que nous vivrons désormais par toutes nos fibres. Et nous nous prenons à espérer avec eux.

L'historien a donc plus d'une raison d'arrêter sa pensée sur les révélations de notre vie économique.

C'est d'abord qu'elle existe, cette vie, liée au sort commun : elle est telle qu'on ne peut plus la reléguer. On la retrouve partout, féconde ou malfaisante. C'est elle qui nous libère et qui nous dépeuple. Elle agit aussi sans nous, en dehors de nous ; elle agira contre nous si nous n'y prenons garde. Nous nous enrichirons sans savoir vers quelles obligations la fortune nous porte, à moins que nous n'ayons donné à notre élan une direction, décidés à n'accepter de la richesse que sa puissance pour le bien et pour la préservation de notre race.

Éternelle chanson des bords du Saint-Laurent !

Survivre. La lutte n'est jamais achevée pour une minorité acharnée à son caractère : conduite autrefois à la tribune, c'est sur le domaine économique qu'elle s'engage aujourd'hui. Les nôtres resteront-ils attachés au sol ? Deviendrons-nous des maîtres ou resterons-nous des serviteurs ? Notre territoire sera-t-il la proie des autres ? Qui nourrira nos gens ? Autant de questions, autant d'angoisses. L'essor économique n'est pas l'unique solution. C'en est une. Il suffit.

Car les autres aussi s'enrichiront, continueront de s'enrichir ; et Dieu veuille que ce ne soit pas à nos dépens, en fin de course. Des erreurs, inévitables peut-être, ont facilité l'emprise de l'étranger ; les événements de chaque jour, dans le terre à terre des opérations courantes, nous font toucher des concurrences nouvelles, surgies de toutes les origines, souvent inexplicables. Le cercle se referme sur nous, malgré nos progrès ; et le cercle est résistant. Nous regardons la vie s'engrener, ravis du succès des autres, humiliés au fond de ne pas posséder leurs instruments ni leur génie pratique. Ils achètent tout, et nous ne délibérons même pas. Il serait temps, grandement temps, de nous ressaisir, de supputer notre avoir et nos moyens, de nous compter, d'établir nos réussites pour mieux sonder nos faillites, d'organiser nos énergies, de prêcher une doctrine qui fasse l'union par l'action, pour éviter que le cercle à la marche sûre ne se rejoigne, soudé sur nous.

Faute d'avoir défini les facteurs de notre histoire, nous connaissons mal le passé auquel nous vouons une obéissance aveugle, et frêle parce qu'elle est aveugle ; et, si paradoxal que cela semble, nous ignorons une large part du présent. Le milieu où se passe notre existence nous demeure fermé. Nous le savons abondant, parce qu'un cliché nous le répète ; mais quel est-il au juste ? Comment s'est-il formé, en quoi a-t-il guidé, conditionné nos tentatives ? Mystère. Combien peuvent se vanter de bien connaître la vallée laurentienne ? Et combien le Plateau laurentien, lourde masse occupant les neuf-dixièmes de notre province ? Combien nous expliqueraient le tableau déroulé depuis le Mont-Royal jusqu'aux quatre points de l'horizon, et suivraient avec quelque sûreté la ligne brisée des collines montérégiennes ? Combien nous raconteraient pourquoi Montréal a grandi au point de réunir un dixième de la population du Canada ? Peuple féru d'éloquence, nous conduisons avec délices des luttes politiques sur une terre inconnue. L'homme a, sur le sol, exécuté des travaux, construit des maisons, élevé des usines, donnant ainsi une physionomie au pays. Laquelle ? Celle qui existe, la conserverons-nous ?

Nous ressemble-t-elle suffisamment ? Les travaux qu'il a exécutés, quelle détermination, née du milieu ou du temps, les provoqua ? Nous n'en finirions pas d'évoquer la vie comme le livre de toutes les expériences, comme la sanction de toutes les grandes idées.

Recherchons-la plus que nous ne faisons, pour mieux l'apprécier ; et, pour elle, laissons un peu de côté les manuels, qui ont du bon mais qui sont imprimés. Elle est complexe, mais sa complexité déborde d'enseignements. De tous ses traits nous reconstituerons le « visage du pays », selon le mot de Jean Bruhnes. Relisez son admirable *Géographie humaine*, qui sert d'introduction à *l'Histoire de France*. Rien n'est omis, ni la race, ni le milieu, ni les tâches – jusqu'aux moindres ; le peintre accumule les tons, juxtapose les valeurs, vives ou mortes ; le tableau en reçoit son relief, et la figure se grave sous un art d'intelligence et d'amour.

Première partie : Vers l'activité économique

III

La pratique et la doctrine catholique

[Retour à la table des matières](#)

Toute doctrine, pour exercer une influence, doit revêtir le signe de l'autorité. Prêcher dans le doute et l'indifférence ne sert de rien : les volontés sont entraînées par la foi.

Or, le catholicisme social estime que la moralité anime la vie économique. Ce fut toujours la pensée de l'Église et Léon XIII s'en inspira dans l'immortelle Encyclique. L'Enseignement catholique, basé sur la « théologie sociale », a été répandu par des spécialistes, des professeurs, et même par des politiques soucieux d'offrir au peuple mieux qu'une surenchère électorale. L'École s'est constituée. À la suite des écrivains catholiques déterminés par l'Encyclique *Rerum novarum*, les professeurs des *Semaines sociales* ont, dans les principaux pays, formulé une doctrine qui veut être réaliste. Je souhaite qu'un maître de nos *Semaines canadiennes* reprenne quelque jour la suite de ces énoncés, dans l'intention de montrer leur évolution vers l'utile, leur tendance à se rapprocher de l'événement quotidien. Je ne m'occuperai que de la valeur pratique de cette doctrine, où l'on a longtemps vu un ensemble de vérités transcendantes, inapplicables si ce n'est peut-être aux moments de crise, quand l'homme désespéré ressent le besoin de retourner aux sources des éternelles clartés. Clamons-nous en vain, dans le désert de la théorie et méritons-nous

d'être traités d'utopistes que la vie n'émeut pas ? C'est ce que je rechercherai en rapprochant deux conceptions de l'économie politique qui se sont succédé dans le temps et se sont opposées, celle du libéralisme et celle du catholicisme social, pour les soumettre à l'épreuve des expériences récentes de la science et de l'industrie.

* * *

L'idée de base de la science dite orthodoxe, que les optimistes ont énoncée à l'encontre même de certains de ses adeptes, comme Malthus et Ricardo, l'idée qui relie l'école à Adam Smith et, plus loin encore, aux Physiocrates, est qu'il existe une harmonie économique issue du libre jeu des forces naturelles. La science a pour objet de découvrir ces forces et de les analyser. Elle ne s'inquiète pas d'autre chose. Elle aurait tort, d'ailleurs, d'engager au-delà ses préoccupations. Les lois économiques observées maintiendront l'harmonie et la prospérité, pourvu que l'homme ne gêne pas leur action. La liberté règle tout ; elle assure le bonheur de l'individu, engendre le bien-être social. On connaît la formule fameuse : *laissez faire, laissez passer*. Il n'y a pas lieu d'intervenir, dans le monde économique, si ce n'est pour faire respecter l'ordre naturel. La justice naîtra du conflit des désirs humains. L'ingérence de l'État et les initiatives sociales sont nuisibles, sinon dangereuses : *Il mondo va da se*.

Un second principe fait de l'intérêt personnel la norme des actions humaines. Chaque homme poursuit d'abord son avantage : voilà le ressort de l'activité et l'origine de l'altruisme : « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger, écrit Adam Smith, que nous attendons notre dîner, mais de la considération qu'ils ont de leurs propres intérêts. Nous nous adressons non à leur humanité mais à leur amour-propre, et nous ne leur parlons jamais de nos propres nécessités mais de leurs avantages. » Pour Adam Smith, on l'a déjà souligné, le processus économique est un épanouissement de l'instinct. Il résulte, dans sa perfection, de forces innées qui poussent l'individu à la recherche de ses satisfactions ; et cette recherche, bonne dans son essence, – c'est ici la marque du XVIII^e siècle, – libérée des entraves de la législation, est le ferment de la vie économique, le moteur de la production et le régulateur du commerce. Les successeurs du philosophe écossais ont élevé cet instinct à la dignité d'une loi, dont le caractère d'immutabilité s'affermira à mesure que l'économie politique prendra une tenue plus scientifique.

Ainsi constituée en liberté, l'Économique s'apparente aux sciences naturelles dont elle affecte l'objectivité : elle constate ce qui est ou, plus exactement, ce qu'elle prétend qui est, sans même se soucier, et par principe, de ce qui devrait être. Francis-A. Walker, naguère président de l'*Institut de Technologie* du Massachusetts, a donné, dans sa *Political Economy*, une définition de cette science toute de réserve et de théorie. Pour lui, et il est en cela dans la plus vive tradition libérale, le seul objet de l'économie politique, c'est la richesse. L'économiste ne s'inquiète que de savoir comment elle est produite et répartie, sans se troubler de l'ordre « purement politique, moral ou social ». Le

philosophe, le moraliste, le politique jugeront si les lois économiques doivent céder devant « des considérations plus élevées ». Plus on distinguera les sciences, plus on les individualisera, mieux on s'en trouvera. L'économiste n'a que faire du sentiment. Il est un scientifique, non un homme de l'art. Le chimiste concentre ses analyses sur un corps et s'en remet au physiologiste et au médecin d'établir sur l'organisme les réactions de la substance qu'il étudie. M. Yves Guyot, après avoir exposé les caractères de l'utilité, écrit : « La science économique est amoralité. Elle n'a pas à s'inquiéter de la qualité des sentiments, des besoins, des passions des hommes ». Les économistes prennent ainsi place parmi les adorateurs de la *Nouvelle Idole*.

* * *

Dès le milieu du XIX^e siècle, l'économie politique est engagée à fond dans l'abstraction et, au moins indirectement, dans l'amoralité. L'*homo œconomicus*, imaginé par l'École anglaise, repris et simplifié par l'École autrichienne, sorte de Robinson sur l'Ile de la Connaissance, devient l'objet de la science purifiée jusqu'à lui : être synthétique, mû par le ressort du moindre effort, livré aux obscures déterminations de l'utilité finale. Des économistes n'acceptent même plus cette ombre d'humanité, ce squelette théorique, qui ont fondé sur les mathématiques une science dont ils ont banni la psychologie, comprimant la vie économique dans les limites d'une équation.

Si l'École classique a eu le mérite d'établir l'économie politique et de lui fixer des cadres où elle tient encore, elle a faussé la vision des réalités en leur substituant cet *homo œconomicus*, sensible à son intérêt et sourd à celui des autres, jouet de la loi de l'offre et de la demande qui rétablirait l'harmonie au seul poids de ses deux plateaux. Pour être plus précis, elle a erré en ce qui concerne surtout les répercussions sociales du fait économique, les réactions humaines de l'économie. Hypnotisée par un moment de l'évolution, elle n'a vu que la force sans prévoir les résultats ; attachée aux phénomènes immédiats, dont plusieurs étaient nouveaux, elle n'en a pas soupçonné les rudes conséquences. Et, dans des tours d'ivoire dressées au-dessus d'un monde emporté par un étonnant progrès, elle a exalté la puissance économique : l'hymne à la déesse recommençait chaque jour, s'élevant des chaires officielles comme, chaque soir et chaque matin, au pays de Travencore, les cris rythmés des brahmanes recueillis par Pierre Loti. Le monde qu'elle célébrait a grandi comme elle l'avait prévu, bâti sur l'intérêt individuel et l'argent accumulé ; mais il a mis à jour, en se développant, d'autres forces qui ne se sont pas laissées ignorer, celles du travail, de tous ceux que le gigantesque sillage de l'industrie a entraînés dans « un état de misère imméritée ».

* * *

Gardons-nous toutefois des généralisations hâtives, qui, lorsqu'on les applique, risquent de dérouter la recherche ou de troubler l'esprit.

Le libéralisme n'ignore pas la vie sociale. Il connaît depuis Adam Smith l'existence des passions humaines et l'imperfection de la société. Traitant de la répartition des richesses, comment laisserait-il de côté les questions ouvrières ? Il fait même état du bien du peuple qu'il désire et de la justice qu'il espère. Des textes d'Adam Smith, de Jean-Baptiste Say, de Stuart Mill surtout, de Stanley Jevons, et de bien d'autres le prouveraient. Frédéric Bastiat tend toute sa doctrine vers la paix universelle. Les libéraux modérés affirment que l'économie politique est une science de l'homme. Tous ne sont pas de l'« école dure », selon l'expression de Gide et Rist. D'aucuns se défendent même de diminuer la dignité humaine. Ce passage de Levasseur est caractéristique : « Toute chose qui se vend, se loue, s'achète, peut être dite *marchandise*. À ce titre l'économie politique est autorisée à dire que la force de travail, quand elle se loue moyennant salaire, est une marchandise soumise à la loi de l'offre et de la demande. Cette expression n'a rien de blessant pour la dignité du salarié et ne signifie pas que la personne du salarié soit une marchandise. Le tableau d'un grand maître n'est-il pas une marchandise quand on le vend ? Le talent d'une chanteuse ne l'est-il pas aussi quand elle fait marché avec un directeur de théâtre ? » On perçoit les dangers d'un principe qui soumet la vie économique, y compris les phénomènes de répartition, aux lois d'un marché que conduit l'égoïsme des producteurs.

Est-il juste d'affirmer, d'un autre côté, que les catholiques sociaux, attachés à l'humanité des problèmes économiques et aux mesures qui la sauvegardent, n'aient cure de la liberté ? C'est la liberté de posséder un bien et de le transmettre que défend d'abord Léon XIII dans l'Encyclique *Rerum novarum* ; c'est encore la liberté, nécessité morale, apanage humain, qu'il réclame en faveur des classes opprimées. Charles Périn, souligne avec insistance, dès les définitions fondamentales de son *Traité d'économie politique*, les avantages de la libre initiative. Le R. P. Charles-Antoine, dans son *Économie sociale*, fait aussi la part des libertés essentielles et repousse le fatalisme économique. Les solutions libérales et catholiques se rapprochent d'ailleurs quand elles s'opposent aux excès de l'étatisme et aux réglementations qui auraient précisément pour conséquence d'enchaîner les forces individuelles.

Le principe des hédonistes, dit du moindre effort, qui pose comme une discipline générale le bien-être réalisé par une diminution de la peine et une augmentation corrélative de la satisfaction, n'est pas tout à fait nié par les catholiques sociaux. Pour eux c'est même un truisme, mais qu'ils discutent sitôt que l'on en fait une abstraction impérative.

L'existence de lois économiques est acceptée par l'École catholique sociale qui plaide le caractère scientifique de l'économie politique et, partant, ses facultés de prévision. L'Encyclique *Rerum novarum* est basée sur le droit naturel. Le R. P. Charles-Antoine distingue l'ordre naturel selon la conception catholique, expliquant que « l'erreur de l'école libérale consiste à exclure de cet ordre les facteurs essentiels de la société : la religion, la morale, la législation, et à soustraire les lois économiques à l'influence de ces trois forces sociales ». L'ordre voulu par Dieu, proclamé par le physiocrate Dupont de

Nemours, repris par Frédéric Bastiat dans d'admirables pages de ses *Harmonies économiques*, se retrouve chez Frédéric LePlay, cet observateur de la vie familiale, comme chez les tenants de la doctrine issue de l'Évangile, mais sous sa forme vraie, qui est absolue.

* * *

L'irréductible contradiction réside dans l'idée même que les catholiques sociaux se font de la science économique.

L'économie politique est, en premier lieu, une science morale, ayant, avec ses méthodes propres, un objet qui n'est pas la seule richesse. L'homme produit la richesse pour l'homme. L'objet de l'économie politique est donc l'homme autant que la richesse : c'est l'activité humaine appliquée aux satisfactions d'ordre matériel.

Déjà Sismondi, libéral par le fond de sa pensée, posait cette vérité en réaction aux tendances doctrinales des premiers économistes. Sismondi était protestant. Il avait observé les effets des théories libérales dans un monde où l'industrie mécanisée se développait sous l'impulsion de la concurrence. Aussi juge-t-il à propos, dans les premières pages de ses *Études sur l'économie politique*, de corriger le principe initial sur lequel les Physiocrates et l'École anglo-française avaient fondé la science économique : « On a regardé la richesse, ou la théorie de l'accroissement de la richesse, comme le but spécial de l'économie politique. La science sociale a toujours et doit toujours avoir pour objet les hommes réunis en société ; l'économie, selon le sens propre du mot, c'est la règle de la maison ; l'économie politique, c'est la règle de la maison appliquée à la cité : ce sont les deux grandes associations humaines, les associations primitives, qui sont l'objet de la science, tout y procède de l'homme, tout doit s'y rapporter à l'homme, et aux hommes réunis dans un lieu commun. Mais la richesse est un attribut, dirons-nous, de l'homme ou des choses ; la richesse est un terme de comparaison qui n'a point de sens, si on ne précise en même temps à quoi on le rapporte. La richesse, qui est une appréciation des choses toutes matérielles, est cependant une abstraction : et la chrématistique ou la science de l'accroissement des richesses les ayant considérées abstraitement, et non par rapport à l'homme et à la société, a élevé son édifice sur une base qui se dissipe dans les airs. »

De Villeneuve Bargemont, qui publie, en 1834, *l'Économie politique chrétienne*, élève, contre l'industrialisme naissant, les mêmes colères. Il s'insurge, avec tant d'autres, contre l'Angleterre scandaleusement enrichie aux dépens « d'une population opprimée, affamée et poussée au désespoir ». Il repousse, et c'est le fondement de son *Histoire de l'économie politique*, le principe de l'absolue liberté et se déclare partisan de l'intervention de l'État, de l'association et des initiatives sociales. Sa doctrine se résume en ces mots que, pour marquer l'inébranlable tradition, je pourrais rapprocher de cette phrase de M. Eugène Duthoit, l'éminent président des *Semaines sociales* de France : « Il

n'est pas une des grandes vérités dans l'ordre social ou économique, qui ne repose sur une vérité religieuse ».

On trouve chez M. A. Ott, dont l'ouvrage : *Traité d'économie sociale ou l'économie politique coordonnée au point de vue du progrès*, parut chez Guillaumin en 1851, une volonté plus scientifique. L'auteur s'en prend surtout à ce qu'il appelle « le principe anglais », préconisé d'ailleurs en France par Rossi, qui fait de l'économie politique une science de la richesse. Il écrit : « C'est parce qu'elle a fait de l'économie politique une science des choses, parce qu'elle l'a assimilée aux sciences des corps bruts, à la physique et à la chimie, que l'école anglaise a pu se fourvoyer à ce point d'oublier complètement l'homme, pour lequel toutes les richesses sont faites. C'est parce qu'elle ne l'a pas mise au rang des sciences humaines qu'elle a pu lui attribuer des conclusions contraires à celles de la morale. Si, dans l'objet de l'économie politique, on avait reconnu une des branches de l'activité humaine, on eût vu aussitôt que mille rapports la liaient nécessairement à toutes les autres branches de cette activité. L'homme, au moral comme au physique, forme un ensemble, un tout organique dont les parties se tiennent ; on peut étudier ces parties séparément, on peut faire de chaque organe l'objet d'une science particulière, mais c'est à condition de ne pas oublier les rapports de cet organe avec les autres. Déclarer l'économie politique indépendante de la morale équivaut à déclarer, en physiologie, les muscles indépendants du système nerveux. L'économie politique étrangère à la morale ? Étrangère à la morale, une science qui traite nécessairement de la liberté, de l'égalité, de la prospérité, de la justice, de la charité, qui conclut à la vie ou à la mort des hommes ! Une telle idée n'a pu surgir que dans une âme anglaise ou doctrinaire. »

Voici enfin Charles Périn, qui commenta l'Encyclique *Rerum novarum* au moment où elle fut promulguée : « L'économie politique s'occupe de ce qu'on appelle l'ordre matériel, c'est-à-dire de l'ordre dans lequel l'homme exerce son activité sur les choses du monde extérieur pour en tirer sa subsistance. Quand on traite de l'ordre économique et de la science qui en expose les lois, il y a à signaler d'abord ce caractère particulier : *que dans cet ordre on se trouve placé aux confins des deux mondes entre lesquels se partage la création : le monde de l'esprit et monde de la matière*. L'économiste, pour atteindre l'objet de sa recherche, a donc à considérer en même temps les lois qui régissent le monde moral et les lois qui régissent le monde physique. Ces lois, il ne les étudie pas en elles-mêmes, il les prend telles que la nature les lui offre ; il se borne à en exposer les applications, à en signaler les effets quant à la prospérité des sociétés dans l'ordre matériel, à montrer comment elles agissent sur le travail producteur de la richesse et sur la distribution de la richesse créée par le travail. »

* * *

Ces idées s'épanouissent dans l'Encyclique *Recum novarum* et pénètrent aujourd'hui l'enseignement de l'École catholique sociale. J'en ai indiqué la

filiation parce qu'elle éclaire notre point de vue. L'objet de la science économique est double : la richesse et l'homme tout à la fois. Voilà *ce qui est*. L'oublier, c'est fausser l'observation. Le moral se retrouve partout où l'homme engage son activité. L'attitude des catholiques sociaux est donc toute scientifique, s'ils s'attachent à un objet total dont ils ne négligent aucun aspect. « Recherches historiques, géographiques, juridiques, psycho-physiologiques, enquêtes statistiques, monographies, écrit M. Duthoit, le catholique pratique volontiers tous ces procédés d'observation, et, sous le rapport de l'exactitude et de la probité inflexible dans la constatation des faits, il entend n'être inférieur à aucun des bons ouvriers de la science économique. » Tout le champ de la vie économique s'ouvre à ses investigations. L'usine apparaît désormais comme un ensemble réel où le travail, qu'il soit de direction, d'invention ou d'exécution, représente un élément nécessaire de la production ; le marché, fût-il influencé par l'utilité finale, demeure néanmoins une chose vivante, humaine, traversée d'intentions ; la répartition se poursuit selon la justice parce qu'il est avantageux, économiquement, que l'ouvrier reçoive une rémunération qui lui permette d'atteindre ses fins.

Science morale, l'économie politique est aussi une science pratique ou, si l'on peut dire, normative. Inutile de rouvrir une vieille dispute que l'expérience a tranchée. Il y a la science, qui constate les faits et prononce les lois ; et il y a l'art qui applique ces lois. Hors de ces deux disciplines, rien. La science économique serait impassible et répugnerait à l'appréciation des valeurs. L'art seul se livrerait à ce qui doit être. L'économiste qui conseille et dirige fait de l'art et n'est plus un savant. A ce compte, il y aurait bien peu de savants parmi les économistes qui prêchent le plus souvent, et de toutes les pages de leurs traités : il est rare que leurs travaux ne dégagent pas un enseignement, si même ils ne sont pas mis au service d'une cause. M. Ansiaux en prend spirituellement son parti, admettant que « les économistes se préoccupent de ce qu'il faut faire tout autant et même bien plus que de ce qui est. » A la science et à l'art, qu'il distingue à son tour, il ajoute l'idéal et c'est à la science qu'il confie « d'opérer une sélection entre les divers idéals et de dénoncer ceux qui sont franchement irréalisables ». Ces interdictions d'attitude sont vaines dans le domaine où l'économiste et le sociologue exercent leur influence. L'objet de la science, ou le « mobile » ainsi qu'on disait naguère, peut rester en dehors des répercussions humaines lorsqu'il s'agit des sciences physiques ; mais dans les sciences sociales « il constitue un des éléments principaux » et les moyens d'y atteindre s'incorporent à la doctrine.

Science de ce qui est, mais avec l'ampleur que nous savons, l'économie politique ne déroge pas en se portant vers ce qui doit être. Si l'homme l'intéresse autant que la richesse, les faits qu'elle recueille et qu'elle classe sont imprégnés d'humanité et il n'est pas illogique, en les posant, de les suivre dans leur évolution. Et puis, on peut penser avec M. Ansiaux : « Sans doute Dunoyer avait raison de donner ce mot d'ordre : « Je n'impose pas, je ne propose pas, j'expose » ; encore y aurait-il grand dommage à interdire aux économistes l'activité réformatrice pour la réserver à des politiciens généralement moins compétents et moins scrupuleux ».

Il est un dernier aspect de la question vers lequel M. Duthoit élève le débat. Le savant peut « interpréter » et « corriger » la réalité. Sa science même l'y conduit. Si, à la suite de ses observations, il constate, par exemple, les con-

séquences graves de l'irréligion, et, par opposition, les bienfaits d'une vie sociale inspirée des enseignements divins, n'est-il pas légitime qu'il demande à l'Église une discipline dont il connaît les avantages, que de la réalité il s'élève jusqu'à Dieu ? « Nulle contradiction dans cette série de démarches d'un esprit qui garde scrupuleusement son unité, nul hiatus entre la foi la plus respectueuse des vérités révélées et la science la plus avide de vérités observables. »

Cette conception de l'économie politique, science morale et science pratique, accueillie d'abord avec un bienveillant mépris par les tenants du classicisme catégorique, a été acceptée au moins de fait par plusieurs économistes. Stuart Mill, dont la pensée marque l'apogée du mouvement libéral, a atténué les principes qu'il tenait de tradition devant les revendications socialistes. Plus tard, des libéraux se séparèrent de l'École orthodoxe pour former, à la suite de Cauwès et de Charles Gide, un groupe qui a renouvelé la science économique en s'attachant davantage à la réalité. Le libéralisme même s'est modéré, au sein de discussions et de dissentiments qui semblent apaisés aujourd'hui. Le R. P. Charles-Antoine rappelle comme un argument le mot de Paul Leroy-Beaulieu : « L'économie politique fait bon ménage avec la morale. » Les concessions à la moralité ne sont pas toujours très nettes, au moins dans les mots. La théorie nuance ou hésite. Mais les préoccupations morales l'emportent lorsque les auteurs prennent attitude à propos des phénomènes sociaux qui résultent directement de l'évolution économique, se montrant, par exemple, de plus en plus interventionnistes et partisans de la législation ouvrière et des oeuvres sociales. Ils sont par suite plus humains, et, fût-ce sans le vouloir expressément, plus près de la moralité ou de l'action moralisatrice. C'est une tendance générale, qu'une étude sommaire des traités récents établira.

Concluantes aussi, les réactions d'origine française aux prétentions des psychologues et des statisticiens. Aux théories de l'École autrichienne sur les hypothétiques rencontres du « couple final », M. Turgeon, qui d'ailleurs se défend mal contre l'envahissement des idées morales en économie politique, oppose le bon sens et les mille volontés, si disparates mais si vivantes, qui concourent à la physionomie vraie d'un marché. Aux savantes données statistiques, fort à la mode en ce moment-ci chez les Américains, et qui encerclent dans des formules chiffrées et des graphiques le passé et l'avenir de la vie économique, M. Aftalion, l'auteur d'une remarquable théorie du change fondée sur les facteurs psychologiques, rétorque en conseillant aux économistes de ne pas oublier, en ramenant tout à des nombres, l'indéniable et persistante action de « nos désirs, de nos croyances, de nos craintes ou de nos espérances » qui nous donnera « la pleine intelligence, l'explication supérieure des phénomènes économiques ».

Recueillons en passant la leçon des ouvrages que Lucien Romier et André Siegfried ont consacrés aux États-Unis. Sous les révélations d'une civilisation que le sens matérialiste exalte et que nous connaissons pour en subir les pénétrations, ils cherchent avec anxiété les forces de salut que réservent l'intelligence et la moralité. Georges Duhamel, l'auteur plutôt libre du *Voyage de Moscou*, s'inquiète, dans *l'Entretien sur l'Esprit européen*, du sort qui attend la vieille civilisation méditerranéenne et s'interroge sur ce qui la menace. Elle est double : matérielle et morale, mais son aspect matériel de plus en plus prononcé la livre au danger de disparaître : « Il se peut, conclut-il, que cette

civilisation, engagée sur la pente où nous la suivons, voie s'étioler de jour en jour son *élément essentiel*, l'élément moral ».

Il existe d'ailleurs des opinions fermes dont nous pouvons réclamer l'appui. Je retiens deux textes, qui sont révélateurs. M. Ansiaux, l'éminent recteur de l'Université de Bruxelles, libéral mais profondément « social » en matière économique, s'exprime sans détour dans l'introduction de son *Traité d'économie politique* ; « En fait cependant, dans notre état de civilisation et sans méconnaître le rôle primaire du besoin et de la fatigue et leur mise en balance par chaque individu jugeant isolément, il n'est point douteux que notre vie économique tout entière soit profondément imprégnée d'influences sociales. Pour s'en convaincre, il suffit de songer à nos façons « conformistes » de nous nourrir, de nous vêtir, de nous loger, de nous distraire ou encore de payer, de dépenser, d'épargner, de capitaliser. D'autre part, l'activité économique, chez les civilisés du moins, n'est presque jamais indépendante. Essentiellement sociaux sont les phénomènes fondamentaux de la division et de l'union du travail, de l'échange et du crédit, de la coopération volontaire et de la contrainte collective. L'économie politique a donc sa place parmi les sciences qui étudient les sociétés et s'apparente étroitement au droit, à la science politique, à la morale sociale, à la géographie humaine, et par-dessus tout à la sociologie ». Un américain, M. Seligman, professeur à *Columbia University* et qui exerce en France depuis quelques années une certaine autorité, est encore plus explicite : « La vie économique est, en fin de compte, liée à l'ensemble de la vie morale et sociale. L'économiste qui étudie la richesse doit, sans cesse, penser aux forces qui font de l'homme un être civilisé ; car, après tout, ce n'est pas la richesse elle-même, mais ce sont les hommes qui créent la richesse et qui s'en servent qui sont l'élément essentiel dont il faut tenir compte ». On croit lire Sismondi ou Charles Périn, et ce jugement nous ramène par une voie bien différente au point de départ en nous apportant une confirmation des théories catholiques sociales, jaillie de la riche expérience américaine.

* * *

Laissons la science pour l'industrie.

On y rencontre aussitôt les prescriptions de la législation sociale, réaction contre l'industrialisme, à laquelle les catholiques sociaux ont largement participé. Multipliées, elles assouplissent les relations entre les producteurs et leurs employés et protègent le travail. Tous les pays sont aujourd'hui interventionnistes.

Les oeuvres rattachées à l'usine : cliniques médicales, services d'hygiène, salles et terrains de jeu, bibliothèques, restaurants ont une valeur économique et sociale. Elles humanisent l'usine.

J'ai montré, lors de la *Semaine sociale* d'Ottawa, le caractère moral du système Taylor qui préconise l'étude préalable de la tâche, la conscience dans l'exécution et une rémunération proportionnée à l'effort.

Dans l'ordre de la répartition des richesses, le juste salaire et les allocations familiales, où l'on voyait, il n'y a pas si longtemps, des expressions vides de sens, sont préconisées par plusieurs comme une solution possible.

La notion du profit, la plus arrêtée, la plus résistante à toute infiltration, s'élargit. Un industriel américain se hausse même jusqu'au renoncement en faveur des ouvriers, qui doivent d'abord toucher le fruit de leur travail.

M. Cestre, dans un livre touffu, mais intéressant : *La production industrielle et la Justice sociale aux États-Unis*, a réuni de nombreux témoignages patronaux où la justice revient comme un *leit-motiv*. Je ne dis pas que le sentiment en soit tout à fait celui des catholiques, ni l'inspiration la même. Mais un esprit nouveau s'y fait jour, justifiant ceux qui croient en la moralité, facteur de la vie économique. Aussi bien, pour trouver une dernière confirmation de notre doctrine et montrer du même coup le chemin parcouru, est-il intéressant de rapprocher deux pensées : celle de Léon XIII, exprimée en 1892, dans la sérénité des enseignements de l'Église et celle de Rockefeller, formulée au lendemain de la guerre.

* * *

Léon XIII énonçait de grands principes, s'élevant au-dessus de la mêlée pour faire entendre, dans sa pureté, la voix de l'éternelle vérité : « L'erreur capitale dans la question présente, c'est de croire que les deux classes sont ennemies nées l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les pauvres pour qu'ils se combattent mutuellement dans un duel obstiné. C'est là une aberration telle qu'il faut placer la vérité dans une doctrine absolument opposée ; car de même que, dans le corps humain, les membres, malgré leur diversité, s'adaptent merveilleusement l'un à l'autre, de façon à former un tout exactement proportionné ou qu'on pourrait appeler symétrique, ainsi, dans la société, les deux classes sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement et à se tenir mutuellement dans un parfait équilibre. Elles ont un impérieux besoin l'une de l'autre : il ne peut y avoir de capital sans travail ni de travail sans capital. La concorde engendre l'ordre et la beauté ; au contraire, d'un conflit perpétuel il ne peut résulter que la confusion des luttes sauvages. Or, pour dirimer ce conflit et couper le mal dans sa racine, les institutions chrétiennes possèdent une vertu admirable et multiple. Et d'abord toute l'économie des vérités religieuses, dont l'Église est la gardienne et l'interprète, est de nature à rapprocher et à réconcilier les riches et les pauvres en rappelant aux deux classes leurs devoirs mutuels, et avant tous les autres ceux qui dérivent de la justice... L'ouvrier doit fournir intégralement et fidèlement tout le travail auquel il s'est engagé par contrat libre et conforme à l'équité... Les patrons ne doivent point traiter l'ouvrier comme un esclave ; il est juste qu'ils respectent en lui la dignité de l'honneur relevée encore par celle du chrétien... Parmi les

devoirs principaux du patron, il faut mettre au premier rang celui de donner à chacun le salaire qui convient. »

Dans un moment troublé par la menace révolutionnaire, Rockefeller, devant la *United States Chamber of Commerce*, prononçait ce credo : « Je crois que le capital et le travail sont des associés, non des ennemis... Je crois que le but de l'industrie doit être d'assurer le bonheur social autant que le bien-être matériel... Je crois que tout travailleur a droit au travail, à un salaire juste. Je crois que l'application de principes justes ne peut manquer de produire de bonnes relations ; que la lettre tue et que l'esprit vivifie ; que la forme est secondaire tandis que les sentiments et les convictions ont la plus haute importance, et que c'est seulement dans la mesure où les patrons seront animés de l'esprit de justice, de *fait play* et de fraternité, que les systèmes fonctionneront à l'avantage de tous. »

* * *

L'évolution de la science économique vers la moralité est donc sensible ; et l'expérience justifie aujourd'hui ceux qui ont toujours pensé que l'objet de l'économie politique est double, physique et moral. La richesse doit exister pour l'homme, comme elle est produite par l'homme ; et nous avons vu que les tenants de ces idées rencontrent chez les magnats de l'industrie des affirmations qui, sans les confondre, les unissent dans une même préoccupation d'humanité.

Ajoutons donc aux raisons profondes et traditionnelles que nous avons de croire en nos enseignements celles que nous fournit la réalité le plus terre à terre, cette chose pour laquelle tant de gens n'ont que du respect : la pratique. La doctrine que les *Semaines sociales* élaborent est une doctrine de paix, de justice, et de liberté ; comme aussi une doctrine efficace et d'un singulier rendement. Attachons-nous y comme à une chose qui est loin d'être une pure théorie et ne laissons pas de la proposer dans son ampleur.

Il y a quelques années, je commentais, au cours de notre première *Semaine canadienne*, le programme social énoncé par cinq évêques américains, peu après la guerre. Léon XIII avait voulu demeurer dans les hautes sphères, les évêques américains appliquaient ses enseignements et l'on sentait sous leurs dires la force des consultations qu'ils avaient sollicitées des industriels. Le président de la séance, à la fin de la soirée, me disait : « Ce programme magnifique, allez donc l'offrir au Pacifique canadien. » C'est chose faite. La vérité s'en est chargée.

Édouard Montpetit, Pour une doctrine (1931)

Deuxième partie

Pour l'intelligence et l'art

[Retour à la table des matières](#)

Deuxième partie : Pour l'intelligence et l'art

I

Responsabilités intellectuelles

[Retour à la table des matières](#)

Le progrès n'a lieu que si l'intelligence se prête à son éclosion ; il ne dure qu'à la condition d'être renouvelé par l'esprit.

Il n'importe qu'un siècle d'industrialisme s'y soit trompé qui n'a voulu entendre que les revendications ouvrières parmi le bruit des usines, négligeant les droits de l'invention sans laquelle pourtant il n'eût pas existé. La pratique, dont on se pare naïvement, ne serait que routine sans l'inspiration de la théorie, sans la discipline d'une pensée. Si l'on veut sauver notre temps de l'emprise matérialiste et des laideurs du « quantitatif », c'est à l'idée que l'on s'adressera, à l'idée qui consent à produire mais dans la suite des traditions qu'elle perpétue. Ainsi se transmet le capital intellectuel dont certains ne veulent rien entendre, sous prétexte qu'on ne le sépare pas de la personnalité, mais qui accumule tout de même dans le temps ce que le génie a conçu de beau et d'utile ; si bien que, en y renonçant, l'humanité s'appauvrirait jusqu'à la barbarie.

Les économistes eux-mêmes, dont la fonction se prête aux choses qui se comptent, ont découvert au fond de leurs recherches, confinées au matériel, l'acte de foi du crédit, le ressort de la moralité. De la richesse, convoitée d'abord pour la puissance qu'elle recèle, ils ont fait une source de services.

L'un d'eux s'en est ouvert dans des pages où, se rapprochant des plus grands penseurs du christianisme, il donne aux possédants des conseils que certains ont suivis, qui, comme Rockefeller et Carnegie, ont fait à l'hospitalisation et à l'enseignement des dons, non de charité, mais de justice sociale.

* * *

Nous n'échappons pas aux lois communes.

L'avance économique nous gagne, elle nous emporte en tourmente. Tout change autour de nous, et nous-mêmes avec tout. Où sont les jours où nous vivions soumis au sort que nous avions choisi, les jours que des gravures anciennes évoquent dans leur simple vérité à nos yeux encore si près du passé ? Les méthodes, les gestes, ont évolué vers une rupture à laquelle trente années ont suffi. Depuis peu, le mouvement, en s'avançant, accentue l'impression d'une force que rien n'arrêtera plus et que le monde entier subit.

Sans borner la question nationale à l'intérêt matériel, on admettra que l'argent, pour si méprisable qu'on le tienne, n'en est pas moins à la source des plus indispensables initiatives et que les puissances financières qui nous encerclent constituent le péril nouveau. Ceux qui nous ont observés du dehors l'ont remarqué, déplorant comme une raison de défaillance toujours possible notre infériorité économique. Nous avons subi d'autres assauts qui nous ont appris la lutte et la victoire ; mais il ne s'agit plus des attaques ouvertes, des diminutions légales auxquelles nous avons opposé la ténacité de nos revendications et la persistance de nos foyers. La poussée cette fois est anonyme, et l'on ne sait plus si elle obéit à une autre volonté que celle qui la meut vers le gain : elle passe, utilisant nos énergies qui seront bientôt ses captives, soulevant des admirations béates, des ambitions néfastes, qui aboutissent à de pénibles renonciations.

Il faut installer notre défense sur le terrain où l'événement nous a conduits : organiser nos résistances, garder une part de ce que notre insouciance abandonne, veiller surtout, en nous enrichissant, à conserver notre caractère, à porter avec la fortune les responsabilités qu'elle engendre. Le combat devient intérieur : nous vaincrons désormais par le signe de notre mérite.

* * *

Il n'y a d'ailleurs de changé que la tactique, si la fidélité à soi-même est le conseil que déjà François-Xavier Garneau puisa dans notre histoire. Défions-nous toutefois de la courte consolation des mots qui échouent à l'action. Nous avons du souvenir plein nos armes et nos comices, et cela nous fait à l'occasion une jolie cocarde. La fidélité est plus qu'une devise : n'effort

constant vers la réalisation des motifs qui déterminent depuis le passé, vers le déploiement des qualités natives, toutes choses dont la vie courante n'offre guère de traces.

Or, l'action intellectuelle est un de ces motifs. Nous l'avons senti dès le lendemain de la défaite où nous avons appelé l'école à la rescousse ; et l'hommage le plus légitime monte vers ceux qui ont accompli tant de sacrifices pour nous donner la vie de l'esprit. Nous maintenons aujourd'hui une attitude prise, recherchant dans la culture un élément de force, une preuve de vitalité et une raison de nous comparer avec avantage. Mais la louable conviction qui anime le plus grand nombre s'arrête souvent à l'intention. Nous sommes satisfaits de peu. Nul ne sondera jamais à quel point nous le sommes ; et nous n'avons pas accepté toujours dans sa plénitude le devoir de perfection que nous impose l'héritage français.

Qui sait même si nous n'éprouvons pas à l'égard de l'intellectuel une sorte de dédain, jusqu'au jour où nous en avons besoin pour le charger de nos responsabilités ? Être à part en ce pays, et qui consent, ignorant ses ressources, à subsister de peu, nous lui faisons juste la place dont il se contente. Que ne s'adonne-t-il aux affaires ou à la politique comme tout le monde, au lieu de se pencher sur des livres que l'on n'ouvre plus ou de tenter des découvertes qu'il n'exploitera même pas ? De là à ranger ses travaux parmi les choses dont on n'a pas le temps de s'occuper ou qui sont du domaine irréel et commode de l'idéal et de la théorie, il n'y a que le pas d'une ignorance. On s'instruit jeune ; vieux on a mille raisons de n'y plus songer. Il s'établit en définitive une contradiction marquée entre nos actes et les paroles que nous consacrons à proclamer notre supériorité intellectuelle.

Apprécions-nous, pour l'avoir méditée, la valeur de la civilisation que nous prétendons répandre ? Il est à craindre que non. Le temps, en nous éloignant de nos origines, nous en a fait perdre des traits : nous nous abandonnons aux entraînements du voisin parce que nous ne savons plus bien ce que nous représentons, ce que nous portons de précieux. Il nous arrive, sans examen, de prôner l'excellence des autres et de leur emprunter des gestes auxquels notre tempérament français, d'ordinaire moins complaisant, devrait se refuser. Ayons donc une bonne fois la fierté de notre race ; et si, pour cela, il faut apprendre ce qu'elle a accompli, remettons-nous à ses enseignements.

Nous connaissons ainsi que nous en valons d'autres et jusque dans les méthodes où l'on nous estime, en général, inférieurs ; que nous avons aussi des mérites, différents mais solides, dont le libre exercice apportera à la nation de notables compléments. Nous réclamons le respect de notre personnalité ethnique, est-ce pour y renoncer ? Nous faisons valoir comme un bienfait politique la diversité des caractères, est-ce pour les confondre ? Nous posons des revendications, n'est-ce pas pour les justifier ? Prenons garde à la contradiction fondamentale que déjà nous avons aperçue. Ferdinand Brunetière a écrit presque sur ce sujet une page que je cite parce que, si l'on peut dire, elle nous va comme un gant, et parce qu'il vaut mieux en ces matières en appeler à un prophète étranger. À la fin du siècle dernier, on parlait beaucoup en France de la supériorité des Anglo-Saxons, et Brunetière en était ennuyé. Plusieurs fois il y revint : à Marseille, en 1896, parlant de l'Idée de Patrie ; à Avignon, en 1899, définissant le Génie latin ; à Lille, la même année, où, défendant les

traditions littéraires de la France, il s'écriait : « A Dieu ne plaise que je méconnaisse ici les grandes qualités des Anglo-Saxons ! Les Anglo-Saxons dans l'histoire sont, comme l'on dit, une rare espèce d'hommes, et je voudrais de tout mon cœur que notre fortune en ce siècle eût ressemblé à la leur... Mais de quoi je ne suis pas sûr, c'est qu'ils ne doivent pas aux circonstances quelques-unes de leurs qualités ; et les plus éminentes ou les plus rares d'entre elles, à la ténacité de ce que l'on peut bien appeler leur nationalisme. »

Certes, nous n'aurons pas l'outrecuidance de nous croire supérieurs à ceux que le sort nous a imposé de coudoyer. Nous avons nos supériorités à nous ; elles remontent assez haut pour être des titres suffisants. Elles sont des faits que l'histoire a confirmés. Nous avons nos supériorités : les connaître nous justifie de les admirer et de les défendre. Si nous nous comparons, nous n'avons pas beaucoup à envier à autrui. J'ai surpris naguère le sourire gouailleur d'une figure hautaine à la vue de nos campagnes paisibles. Avec une morgue de nouveau riche, elle murmurait ce dédain : « Ces gens en sont encore à cent ans en arrière ; ils n'ont pas avancé d'un pas : ils sont morts ! » Morts à quoi ? Car il faut s'entendre à la fin. Ces petites gens sont routiniers ; mais ils ont conservé leur rêve dans les bornes de sa beauté. Ils sont d'une délicieuse survivance. Approchez-vous d'eux ; questionnez-les ; regardez-les. Ce sont des Français ; des paysans français. Rudesse, solidité, entêtement ; tout cela mêlé à une noblesse de cœur, à une délicatesse de sentiment que le passé leur a transmis, car ils sont d'un lignage très pur. Ils sont, aussi eux, une civilisation ; et la philosophie n'a pas encore tranché entre la leur et celle qui menace de faire de nous des mécaniques intensives. Ils sont une barrière à l'envahissement de l'américanisme le moins enviable, celui qui n'a pas d'idée, l'américanisme hâbleur. Ils sont d'une famille et perpétuent ce que les musées des plus riches veulent reconstituer dans des ensembles morts. Ils gardent le flambeau. Ce que d'autres recherchent dans le temps pour en parer leurs maisons d'hier, ils le portent en eux, comme une toile rare, un vieux meuble, la page résistante d'un livre que personne encore n'a refermé. Ils peuvent et doivent apprendre, et tous le leur conseillent ; mais qu'ils restent ce qu'ils sont. Ils possèdent quelque chose que d'autres ont perdu : la race ; quelque chose que toutes les fortunes ne ressusciteront jamais : la vie. Et je ne sais pas si c'est un tel paradoxe de prétendre que, au point de vue social, un paysan du Saint-Laurent vaut un milliardaire de New-York.

Obéir au passé pour nous enrichir d'une expérience nouvelle, c'est toute la tradition inspiratrice de progrès. L'action intellectuelle ainsi engagée trouve ses directives dans les deux mots qui servent à nous désigner : elle sera canadienne et française. Deux mots encore à clarifier, souvent vidés de vérité, qui ont prêté à équivoque, où s'est glissée comme ailleurs la même contradiction entre la pensée et la vie. Tant de congrès et pas un pour les définir ; et, faute de définition, que n'y avons-nous pas mis ?

Nous revenons au sentiment canadien et nous nous éveillons à l'idée de patrie. Notre état de coloniaux, notre histoire partagée entre la France, l'Angleterre et le Canada, l'absence de doctrine et notre insouciance envers notre terre et nos morts nous ont désorientés. Nous avons duré, mais par la chair plus que par l'esprit, forts d'une ténacité de vie empruntée à notre fonds breton et normand. On le voit mieux si l'on réfléchit sur ce qui nous manque et sur ce qu'il nous faut acquérir : la communion dans un idéal qui dépasse l'unique

survivance, l'opinion affermie, la recherche de nos intérêts, l'amour éclairé du pays, l'orgueil - et non pas seulement le fétichisme - de nos traditions, un regard nettement posé sur nos destinées. On sent naître dans la jeunesse des puissances mieux ordonnées. L'attaque, sous laquelle nous sommes accoutumés de vivre, nous saisit comme un courant et nous galvanise : elle promet des réactions. Le progrès économique qui menace de s'accomplir sans nous, peut-être contre nous, révèle les faiblesses auxquelles remédier, et même les actes auxquels passer pour sauver une part du patrimoine ancestral. Le problème s'élargit au-delà des limites de notre province : la tendance, déjà perceptible chez nos compatriotes anglais, vers un nationalisme intégral confirme notre attitude plus ancienne et lui vaut des sympathies qu'elle fut loin de solliciter. On s'avise peut-être que nous veillons aux plus hauts intérêts de l'Angleterre en restant attachés au sol et aux traditions, rebelles aux pénétrations américaines, mieux désignés que qui que ce soit pour continuer en ce pays, découvert et colonisé par nous, l'œuvre de civilisation qui lui sied. Soyons donc canadiens : nous avons tout à y gagner pour nous-mêmes et devant l'étranger qui apprécie ce que nous lui offrons de personnel et de vrai.

Ce choix arrêté, nous serons libres de nous abandonner aux orientations que nous trace le second de nos qualificatifs, celui de « français ». Elles nous viennent de l'histoire ; et nous luttons dans l'intention de les suivre, sans savoir toujours vers quoi elles nous guident, sans les avoir établies comme on ferait de lignes de conduite. Elles expriment les responsabilités d'un héritage résolument accepté, mais dont nous ne ferons un argument qu'à la condition de le garder intact, de l'augmenter même, mais dans le sens de sa constitution, et en respectant les éléments qui l'ont enrichi. Il semble que l'on puisse s'accorder sur cette thèse fondamentale ; elle nous préserve de dangers qu'une foi outrée nous ferait courir, elle nous conserve un caractère propre sans nous entraîner dans d'inutiles complications ; en nous ramenant au traditionnel génie français, elle nous apparente sans nous absorber.

C'est ici le lieu de prêter l'oreille à la voix des cloches de Québec, qui atteint Maria Chapdelaine au moment où elle va poser comme un serment l'acte qui décidera de sa fidélité aux siens : « Nous sommes venus il y a trois cents ans et nous sommes restés. Ceux qui nous ont menés ici pourraient revenir sans amertume et sans regret ; car, si nous n'avons guère appris, assurément nous n'avons rien oublié. » Est-ce bien vrai ? N'apprendre rien n'est-ce pas s'exposer au péril d'oublier ? Les traditions françaises, que nos pères nous ont confiées, les avons-nous conservées toutes, sans alliage ? Et si ce n'est pas au peuple de s'en inquiéter, l'élite s'est-elle interrogée, s'est-elle donné la mission de préserver le trésor commun ? Nous disons avec notre assurance coutumière que les circonstances nous donnent des chefs chargés de nous indiquer, à chaque tournant, où la route s'engage. Ces chefs, s'il en est quelques-uns depuis de Nevers, les suivons-nous ? Ont-ils fait pénétrer leurs doctrines ; ont-ils animé un mouvement qui secoue notre ordinaire satisfaction pour y substituer une volonté vers le mieux, vers cette supériorité qui a eu surtout le succès d'un mot ?

La première de nos responsabilités françaises, la condition même de l'action intellectuelle, c'est la culture générale.

Nous la possédons, toujours en principe ; mais en fait ? Depuis un siècle, nous avons tenté d'indéniables efforts pour y atteindre ; et il serait exagéré de prétendre que ce fut sans succès, car on nous opposerait des exemples suffisants du contraire et qui ne sont pas des exceptions. Poussons même jusqu'à reconnaître que nous n'avons eu guère le temps de philosopher, et que nous avons dû vivre et durer dans une renonciation partielle au bel esprit. Il y a des progrès, qui ne sont pas toujours là où des succès apparents les feraient rechercher ; il en est d'obscurs, de modestes, qui n'ont pas encore trouvé à se révéler ou qui ne s'en inquiètent pas. Des manifestations éparses, un renouveau chez les jeunes, ne vont pas sans consolation, et l'on peut y accrocher des espoirs.

Je songe surtout aux anciens élèves de l'École des Hautes Études commerciales, que je connais mieux, les ayant suivis depuis leur entrée dans la vie. Préparés aux carrières que leur offrent l'industrie, le commerce et la finance, lancés dans l'activité économique où ils réussissent, où ils se distinguent, ils n'ont pas renoncé aux sollicitations de l'intelligence et ont donné un exemple probant de la persistance possible des préoccupations les plus élevées au sein du progrès matériel, et d'initiatives, menées en dehors du travail purement professionnel, pour développer en soi-même et répandre la culture générale. Ils ont fondé une revue, *l'Actualité économique*. C'est quelque chose, ce périodique consacré à des questions qui n'éveillaient guère d'intérêt il y a dix ans. Je me rappelle *la Revue économique canadienne*, morte après trois ans d'une existence pénible étayée par de larges subventions, où, avec M. Henry Laureys et d'autres, nous publiions naguère des articles en nous demandant qui s'attarderait à les lire. Et voilà qu'une oeuvre nouvelle est née où l'on remarque de la sobriété, une correction voulue, le souci du détail et de l'exactitude, qualités que prêcha infatigablement notre camarade Léon Lorrain. Ils ont organisé, il y a dix ans, *la Société des Conférences* qui, depuis, retient des foules à la salle Saint-Sulpice. Cinq ou six jeunes, chaque année, expriment ainsi leurs idées sur des sujets d'actualité. Plusieurs des conférenciers reviennent d'Europe où ils sont allés compléter leur formation. L'atmosphère de ces réunions a quelque chose de particulier : on y sent vibrer de la sympathie pour le talent qui se révèle, on y trouve une sorte de consécration discrète du travail.

Ces constatations faites, auxquelles on en pourrait joindre d'autres en interrogeant les jeunes qui vivent dans des sphères différentes, il reste que la culture n'est peut-être pas aussi répandue, sûrement pas aussi prisée qu'elle devrait l'être. Elle sombre trop souvent, chez beaucoup de ceux qui l'ont reçue jadis, dans l'exercice absorbant de la profession, dans le soin tyrannique des affaires ; chez d'autres, elle « se rétrécit en vieillissant ». On abandonne trop vite l'étude pour d'autres soucis, et le prétexte de gagner sa vie fait oublier les leçons recueillies au collège ou à l'école. Nous parlons volontiers d'élite, et c'est sans doute que nous désirons en posséder une digne de ce nom ; mais, pour dénombrer la nôtre, on jetterait avec quelque gêne de la lumière sur l'industrie, le commerce, la politique et même les professions. Sans être

dépourvus de valeurs, nous pourrions en compter beaucoup plus. Il est vrai qu'en France même, lorsque l'on parle de l'honnête homme, on a coutume d'ajouter : « dans le sens où on le prenait au dix-septième siècle ». Malheureux signe des temps, que nous aurions tort d'accepter pour inévitable. Car c'est sur la culture, que nous fonderons notre supériorité : on a fait valoir cet argument, lorsqu'on a demandé au Gouvernement de la province de plus larges subventions pour l'enseignement supérieur. Sur ce point, nous trouverions avantage à imiter les Américains. Qui parle d'ailleurs des Américains, s'ils n'ont fait que renouveler la conduite des peuples européens en y mettant l'appoint d'une insolente fortune : on en donnerait une foule de témoignages et, en particulier, ceux de Renan, de Barrès et de Romier. Retenons Romier, le dernier qui ait repris le thème : « Tout ce que la nation consacre à la science, écrit-il, lui sera rendu au centuple. Toute économie qu'elle fait sur les frais de la science, toute atteinte qu'elle laisse porter au prestige de la science se traduiront, pour elle, par des pertes et quelquefois de lourdes défaites. » Activons, fût-ce au prix de quelque sacrifice, notre curiosité littéraire et scientifique et faisons en sorte qu'elle ne meure pas au contact de l'existence ; tendons vers un savoir plus ferme, plus généralisé, que nourrira une méthode, fondée sur l'observation et le réel plutôt que sur la mémoire et le livresque.

* * *

Nous inclinons ainsi vers l'expression, d'une importance capitale pour l'intelligence française. Elle a ses exigences, que nous blaguons chez ceux qui s'y astreignent en mettant quelque recherche à revêtir leur pensée. Encore cette fois, n'ayons peur ni honte de l'effort. Cela diminue-t-il de parler et d'écrire correctement sa langue ? Nous avons, de ce chef, à nous surveiller ; si chatoilleux que nous soyons sur les droits du français, nous en négligeons volontiers les devoirs. Nous étudions pourtant notre langue, du moins le dit-on. Qu'en faisons-nous une fois que nous l'avons apprise ?

Et l'amour du métier, la complaisance que l'on met à bien faire, à figurer, à achever une oeuvre en beauté, combien s'en préoccupent vraiment ?

L'art, notre plus complète révélation aux yeux de l'étranger, le trait typique pour qui nous regarde, qu'en avons-nous retenu ? Nous étions plus près de nous-mêmes autrefois, et notre architecture ancienne apparaît aujourd'hui comme un recueillement sur nos origines. Nous la connaissons mal parce que trop longtemps nous ne nous y sommes pas arrêtés. Qui donc définissait les types de nos maisons, pénétrait la simple élégance de nos églises, scrutait un détail parmi des ruines ? Qui s'inquiétait même qu'il y eût des maisons, des églises, des couvents et des forts ? Ces choses-là s'apprennent-elles ? Il n'en est pas question dans les manuels. Pour les interroger, il faudrait courir les routes et les surprendre dans leur durée. Et l'on comprendrait alors qu'elles sont quelque chose de nous mêmes, qu'elles humanisent le pays, qu'elles gardent en leurs murs la chaleur des ancêtres, qu'elles méritent de vivre comme un témoignage. Les suppléments illustrés de nos journaux nous livrent de temps à autre la grâce d'une vieille maison où il devait faire bon se reposer,

celles qui ornaient la Place d'armes, par exemple, disciplinées et robustes : bijoux que l'on écrasa à coups de pique. Réveillons-nous à l'expression, à toutes les expressions : il n'est pas de plus sûr moyen de demeurer français.

Exigerions-nous trop en confiant à l'action intellectuelle nos vieilles traditions ? Elles s'estompent. À moins que nous ne tenions absolument à proclamer que nous avons gardé les belles manières, la politesse charmante et spontanée des aïeux, leur goût de la mesure et de la distinction, leur tenue et leurs douces mœurs. Relisez, pour mesurer les distances, la lettre qu'écrivit à sa femme le chevalier de Lorimier, la veille de sa mort, ou méditez sur quelques fins de lettre de Lafontaine. On ne cause plus guère dans nos salons, mais on y danse, et comment et sur quels rythmes ! On chante encore, et quelles chansons ! *You're the cream in my coffee*, ou *Tie a little string around your finger*, facéties ridicules qu'il suffit de traduire en français pour pouffer de rire. On court au cinéma américain, maître du monde, que l'on retrouve à Paris et même à Rome, hélas ! Paris et Rome sont riches par ailleurs, et nous, pauvres de partout. Raison de plus pour secouer ces habitudes qui nous défigurent. Sans y prendre garde nous nous enlisons peu à peu, satisfaits de mots. La ville, la grande ville, ce fait nouveau qui s'affirme dans tous les pays, nous emporte comme un courant. Et le courant est d'autant plus violent qu'il est plus près de sa source, les États-Unis. Le charme des jours passés s'est réfugié à la campagne, loin des gares ; c'est là que nous allons le retrouver, en compagnie des visiteurs français que nous y conduisons après les avoir avertis qu'il n'y a plus guère dans les capitales.

Le patriotisme est déjà bien atteint qui s'abandonne ainsi, surtout s'il ne trouve plus à s'exalter au souvenir d'une histoire vivante, au contact d'une géographie humanisée.

L'action intellectuelle rencontre ici un vaste champ où se répandre en semilles. Que de découvertes sont réservées aux esprits qui réfléchiront sur le passé, qui demanderont à notre sol des raisons de l'aimer davantage et de s'y attacher. Quelqu'un déplorait que nous n'éprouvions pas envers notre pays le sentiment que le Français a pour la France et l'Anglais pour l'Angleterre. Ne nous y trompons pas : pareil sentiment ne naît pas de rien, ne lève pas des bouquins ni de leurs pages apprises par cœur, mais bien de la vie.

Le problème est plus élevé encore et c'est vers l'âme de notre peuple qu'il faut diriger l'action intellectuelle, pour y agiter les raisons fondamentales qui conditionnent nos attitudes. C'est dégager, pour les connaître et les rétablir dans nos actes, les caractères du génie français et, en particulier, la tendance à l'universalité, héritée de Rome, et le classicisme qui est d'abord une manière humaine d'envisager toute chose. Et, par-delà les temps, nous atteignons au catholicisme, notre suprême tradition.

Voilà notre part en ce pays, par quoi nous servirons le mieux l'unité nationale, fondée sur la diversité des valeurs. Consentons à reconnaître que tout n'est pas parfait en nous et autour de nous ; que nous avons encore à faire pour justifier ce que nous pensons de nous-mêmes et pour porter les responsabilités qui pèsent sur nos volontés canadiennes, pour faire triompher en Amérique, malgré tout ce qui la menace et fût-ce au prix d'un perpétuel renoncement,

cette chose belle entre toutes jusque dans ses exigences et que le moyen âge désignait au respect des hommes et du temps, l'*opus francigenum*.

Deuxième partie : Pour l'intelligence et l'art

II

L'élite par l'école

[Retour à la table des matières](#)

Vers l'expansion industrielle : sous ce titre, un ingénieur français, M. Victor Cambon, prononçait, en pleine guerre, une conférence qui fit grand bruit. Il prêchait la discipline des forces, l'organisation de l'industrie et la formation de compétences spécialisées. On lui reprocha de citer l'Allemagne en exemple. A la vérité, il y joignait la Suisse et les États-Unis ; et son dessein n'était pas si terrible. Esprit fougueux, il secouait l'opinion et tentait de réveiller les énergies. D'autres auteurs, presque en même temps que lui, rappelaient les méthodes économiques des Allemands « pour opposer à leur stratégie une autre stratégie » et considéraient qu'en cette matière il y a lieu de se tenir à égale distance de l'admiration enthousiaste et de l'ignorance dédaigneuse.

Conduit par les idées de M. Victor Cambon, et sans plus d'intention belliqueuse, j'ai dégagé dans l'évolution économique de l'Allemagne les raisons de son indéniable puissance, afin de les conseiller à notre méditation ; estimant, avec Daniel Bellet, « qu'il est de bonne guerre, même après coup, après la guerre véritable, de chercher des enseignements dans les pratiques qui ont réussi à l'ennemi ».

Aux dépens de l'Autriche, passée depuis au service du pangermanisme, la Prusse réalisa, au XIX^e siècle, l'unité allemande : par le Zollverein d'abord, union douanière bientôt liguée contre le sud grâce à l'astucieux ascendant de Bismarck, puis, après Sadowa et la guerre de 1870, par la fédération impériale, oeuvre et triomphe de l'hégémonie prussienne.

Au point de vue économique, l'Allemagne s'est développée tardivement : bien après l'Angleterre, après la France, après même les États-Unis. Au lendemain de 1815, les pays germaniques, séparés les uns des autres par des barrières et réduits à leurs seules ressources, durent se consacrer à refaire leurs territoires dévastés. La création d'un marché unique et l'abolition des droits intérieurs, l'apparition des chemins de fer, l'idée d'une politique nationale empruntée aux Américains et répandue en Allemagne par l'économiste List, l'application de tarifs modérément protecteurs, l'utilisation du crédit, avaient déjà, à partir de 1850, facilité l'expansion économique ; mais la « pleine vie », la vie intense, date de l'Empire, et surtout de 1890.

Pays agricole, pays pauvre et revêche, en certains endroits, incapable de nourrir son homme qui était souvent forcé de s'expatrier pour aller fonder au loin ce qu'on appellera plus tard des « colonies indirectes », l'Allemagne, augmentée de deux provinces arrachées à la France et protégée dans ses intérêts matériels par le traité de Francfort, dont l'article 11 lui assurait « le régime du traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée », ayant reçu en outre « la pluie fécondante des milliards de l'indemnité » versée par la nation française dans un magnifique élan de solidarité patriotique, voulut s'enrichir, s'industrialiser, discipliner ses forces productrices, s'assurer de son propre marché, puis, ce pas accompli, conquérir les débouchés extérieurs. Elle passait ainsi, remarque M. Henri Lichtenberger, au « régime de l'entreprise capitaliste ».

Sa production de houille, de fonte et d'acier a augmenté considérablement. En 1902, elle dépasse l'Angleterre pour celle de la fonte ; victoire qu'elle célèbre à grands cris. Son commerce extérieur progresse et la place, en 1914, au second rang des grandes nations du monde. Sa marine marchande la classe troisième, après l'Angleterre et les États-Unis. Elle crée les industries chimiques et électriques qui font sa fortune. Elle exporte par le monde entier, elle est forcée d'exporter l'excédent de sa production. « L'envahissement économique du monde par l'Allemagne s'accomplissait rapidement, écrit M. Gustave LeBon, et, sans la guerre, il eût été bientôt complet. » Pourquoi donc l'Allemagne, qui touchait à son but, a-t-elle provoqué un pareil conflit ? Pourquoi a-t-elle demandé à la guerre ce que la paix allait lui donner ? Pourquoi a-t-elle rompu les négociations avec l'Europe et suscité la querelle alors qu'elle pouvait l'empêcher ? C'est qu'elle y voyait son intérêt. Sinon, elle n'eût pas accepté de se battre. L'étude attentive de l'évolution économique de l'Allemagne conduit logiquement à cette conclusion.

Les raisons de l'expansion industrielle de la nation allemande sont nombreuses : l'époque où elle s'est produite, époque de progrès matériel ; l'augmentation de la population ; l'abaissement du coût de fabrication qui permit la vente des produits allemands sur le marché intérieur ; l'organisation de l'industrie par la division du travail, la production en masse et en série ;

l'association sous toutes ses formes ; le crédit et le développement méthodique de l'exportation par un système de tarifs, de rabais et de primes ; et, encore, la volonté, la ténacité, la patience de l'industriel et du commerçant. Mais il est surtout une raison qui conditionne toutes les autres : c'est l'instruction. « Les Allemands, écrit encore le docteur Gustave Le Bon, avaient médité longuement le mot profond de Leibniz : « Donnez-moi l'éducation et je changerai la face de l'Europe avant un siècle. » Je pourrais grouper de nombreux témoignages, d'accord sur ce point essentiel. « De toutes les organisations, dit M. Henry Le Chatelier, celle qui a donné la plus grande puissance à l'Allemagne est celle de son enseignement scientifique ». « Les Allemands s'orientent dans la même voie que les Américains qui estiment que la carrière de tout homme doit débiter par l'école technique », c'est-à-dire, par l'enseignement professionnel : c'est l'opinion de M. Pierre Baudin. Ainsi pensent Daniel Bellet et Georges Blondel, qui a consacré tout un livre à *l'Éducation économique du peuple allemand*. Retenons ces quelques lignes de M. Hauser : « Au lendemain de l'Exposition universelle de 1900, M. Haller nous montrait « ce que peut un peuple qui a su mettre au service d'une volonté tenace cet outil merveilleux : la science alliée à la technique. » Il est juste de dire que cette alliance s'était déjà conclue avant 1870. L'Allemagne était prête à répondre à l'appel de la destinée, elle était armée pour une lutte où les armes scientifiques allaient jouer le premier rôle. » Voici enfin M. Victor Cambon qui, en une page, marque la transformation de l'Allemagne au XIX^e siècle : « Au temps de la médiocrité, quelques rares parcelles du pays german présentaient l'aspect d'une certaine activité industrielle, financière et commerciale : les villes libres, Hambourg, Francfort, Brême, la Prusse rhénane, les régions minières de Freiberg et du Hartz, certaines parties privilégiées de la Saxe. Tout le reste, condamné à l'impuissance politique et à l'indigence, enveloppé d'une atmosphère féodale, se nourrissait le corps de bière et de pain de seigle et l'esprit de philosophie, de littérature, de science. Le jour du réveil, les Allemands n'oublièrent pas qu'ils étaient des savants, et c'est à la science qu'ils demandèrent les éléments et les procédés de leur développement. La formation éminemment scientifique est la caractéristique de l'Allemagne actuelle. »

Je mentionnerai seulement les vingt-deux universités que fréquentent des milliers d'étudiants, les *gymnasiums* classiques et les *realgymnasiums* et *realschulen* où l'on a fait pénétrer une culture mi-classique et mi-scientifique. C'est l'enseignement professionnel qui m'intéresse surtout. Il fut organisé systématiquement dans le dessein arrêté de préparer des spécialistes pour l'industrie et le commerce. En Allemagne, on considère que tout métier doit être l'objet d'une préparation technique. L'enseignement postscolaire y pourvoit pour les moins fortunés, pour ceux qui, au sortir de l'école primaire, entrent aussitôt à l'usine. Les écoles d'industrie élémentaires, disséminées par tout le pays, forment des contremaîtres et des employés subalternes. Les élèves sont déjà passés par l'école primaire et ont acquis, dans la pratique, une certaine connaissance du métier. Les écoles moyennes reçoivent ceux qui se destinent à une fonction d'un degré plus élevé dans la grande industrie ou à la direction d'entreprises secondaires. Ce sont les *technikums* ou *industrieschulen*, généralement divisés en plusieurs sections, comme celui de Brême où l'on étudie soit la construction proprement dite, soit la construction des machines et des navires, soit encore la mécanique et l'installation des conduites d'eau et de gaz. Enfin l'enseignement supérieur est donné par les

polytechnikums (*hochschulen*), véritables universités. Il y en a plusieurs en Allemagne, luxueusement installées. Les étudiants deviennent ingénieurs industriels, après plusieurs années d'un travail spécialisé. Ils reçoivent même le titre de docteur. C'est une conquête sur les vieilles universités et qui ne s'accomplit pas sans lutte. On a maintes fois cité, à ce propos, le discours de Guillaume aux étudiants de Charlottenburg : « C'est pour moi une satisfaction d'avoir pu accorder aux écoles techniques supérieures le titre de docteur. Vous savez que j'ai eu à surmonter des résistances acharnées ; elles sont aujourd'hui brisées. J'ai voulu mettre au premier plan les écoles techniques qui ont une grande tâche à remplir, non seulement au point de vue de la science appliquée, mais encore au point de vue social. » Des *polytechnikums* sortent les chimistes qui se répandent dans le pays et à l'étranger.

L'enseignement commercial fut développé plus tard. Beaucoup de commerçants et d'industriels se refusaient à préconiser les études commerciales, croyant que la pratique est encore la meilleure école. On finit par reconnaître qu'on se trompait. Aujourd'hui, l'enseignement commercial supérieur est distribué par les Écoles des Hautes Études de Leipzig, Francfort, Aix-la-Chapelle, Cologne, Berlin, et Hambourg. Des écoles supérieures, dont plusieurs sont attachées à des universités ou à des *technikums*, et des écoles élémentaires, sortes de collèges commerciaux, dirigés souvent par l'initiative privée, complètent le système. Beaucoup de ces institutions ont été créées par les négociants eux-mêmes, qui les subventionnent et s'y intéressent de très près.

Quels ont été les résultats ? La science a quitté les sphères nébuleuses, où naguère elle se complaisait, pour se mettre au service de l'industrie. Elle prédomine aujourd'hui dans ce domaine. Science officielle, il est vrai, asservie depuis longtemps, mais agissante ; science peu inventive, mais sachant tirer profit des découvertes des autres ; science d'application qui produit dans les laboratoires et s'alimente dans les bibliothèques attachées aux usines où s'accumulent livres, revues, périodiques, catalogues, sans cesse consultés, analysés, annotés. Le savant est respecté à l'égal d'un prince. Le titre de docteur est prisé par-dessus tout. Le professeur est une autorité ; le chimiste, le roi de la fabrique. Et cette science a fait, en outre, – ce que n'ont pas tous montré les écrivains français – que les Allemands se sont américanisés. L'emploi d'un matériel approprié et sans cesse renouvelé, la production en grand, la division du travail, le rendement poussé au summum, sont des méthodes américaines.

L'industrie et le commerce allemands sont donc à base scientifique. De là, cette Allemagne de fer, où s'est constituée une féodalité économique ; où, à la suite de M. Victor Cambon, je pourrais retracer la marche d'un progrès qu'on a voulu colossal, qui se révèle dans, les entreprises gigantesques fondées par un Zeiss, un Krupp, un Borsig, ou par un Thyssen qui, de l'école primaire, passa à l'École municipale supérieure d'Aix-la-Chapelle, au *Polytechnikum* de Carlsruhe et à l'École commerciale d'Anvers ; dans ces installations imposantes et prétentieuses où travaillent des armées de chimistes et d'où jaillissent des multitudes de brevets sitôt exploités ; où, comme dans le bassin Rhénan westphalien, la production du fer exigerait, pour être transportée, « un train ayant neuf fois la longueur de la ligne Paris-Marseille » et la production de la fonte un train tel qu'il « ceinturerait deux fois la circonférence de la terre » ;

dans ces voies de communication qui sont en même temps un moyen stratégique et qui sillonnent le pays ; dans ce *Deutsches Museum* enfin, qui est un symbole, où l'on a groupé tout ce que l'industrie humaine a produit, tout ce qu'elle a tiré du sous-sol et tout ce qu'elle a élevé sur le sol : exposition permanente qui semble à l'honneur des ancêtres militaires dont les portraits ont été réunis en une sorte de faisceau dans le hall central.

De là, cette ruée sur le monde du commis-voyageur allemand, le pendant du *herr professor*, sans cesse en éveil, d'échine flexible, attentif à satisfaire le goût du client, peu préoccupé de la valeur artistique de ses produits mais s'assurant avant tout d'une vente que l'avenir, qu'il sait attendre, rendra plus rémunératrice ; secondé admirablement par la maison qui l'emploie ; ayant à sa disposition des séries d'échantillons, des catalogues rédigés dans la langue du pays qu'il visite, une réclame savante, persuasive, décuplée par l'action incessante des Allemands résidant à l'étranger.

De là, enfin, l'Allemagne d'avant-guerre, l'Allemagne tentaculaire, glissée partout, partout à la recherche de débouchés, éprise de conquête et acculée à la conquête pour pouvoir rémunérer le capital énorme accumulé dans ses entreprises ; l'Allemagne obéissant à la devise de la *Hamburg-Amerika Linie* : « Mon champ d'action est le monde » ; l'Allemagne du pangermanisme, seule capable, au dire de son empereur et de ses philosophes, de maîtriser le monde et de « réaliser l'expropriation des races incompetentes ». Cette Allemagne là, c'est la science qui l'a créée, ou, plutôt, c'est l'abus de la science, de la science qu'elle allait mettre au service de la guerre pour assurer définitivement sa suprématie. Désillusion amère que [M. Gustave Le Bon](#) souligne en ces termes : « Si l'intelligence a progressé dans le cours des âges, les sentiments gouvernant les hommes sont restés inchangés. La jalousie, la férocité, l'ambition et la haine n'ont pas d'époque... Si savant que devienne un barbare, il conservera toujours sa mentalité de barbare. Une intelligence très haute se superpose facilement à une âme très basse. » Confirmation inattendue et brutale de la théorie célèbre que Brunetière énonçait naguère, qui semblait à plusieurs un monstrueux paradoxe, et qui démontrait, par la doctrine de l'évolution, la persistance des instincts primitifs, endormis seulement chez certains civilisés.

Dans les réponses faites par les Alliés et la Belgique au président Wilson, on relève deux pensées qui sont à retenir : « S'il est un fait historique bien établi, disent les Alliés, c'est celui de l'agression délibérée faite par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, pour assurer leur hégémonie sur l'Europe et leur *domination économique* sur le monde entier. » De son côté, la Belgique réclame la sympathie des neutres au nom de son « irréprochable passé, de la valeur de ses soldats, de sa fidélité à l'honneur et de ses *remarquables facultés de travail*. » On voit l'importance, le relief, des questions économiques ! On comprend que les peuples s'y portent de plus en plus. À l'exemple de l'Allemagne je pourrais joindre celui que nous donnent la France, l'Angleterre, le Japon, la Suisse, les États-Unis. C'est sans doute grâce à ses immenses ressources, à l'activité de sa population, à son esprit d'invention, que la République américaine a conquis le rang qu'elle occupe et créé la richesse qu'elle possède ; mais c'est aussi par le développement de l'enseignement professionnel. M. Hagemans, consul général de Belgique à Philadelphie l'affirmait : « Il est incontestable que c'est en grande partie à leur méthode d'enseignement que

les États-Unis doivent la puissance créatrice de leurs travailleurs. » Aujourd'hui, tout s'apprend : le succès est à ce prix.

* * *

Cela illumine le devoir de l'heure. Ne cherchons pas – de crainte de trop nous en convaincre – si nous appartenons à une race supérieure : prouvons-le. Un peuple qui marque le pas est déjà atteint dans sa force ; mais une minorité qui s'enlise dans la satisfaction de soi-même, qui vit des gloires du passé sans y rien ajouter et qui en fait ainsi une pesée plutôt qu'un stimulant, qui ne lutte pas par un incessant progrès mis au service de ses aspirations, est menacée par la mort. Car le nombre est loin d'être tout. Lorsqu'il est moindre, il incite à l'union des forces, qui fait des petits peuples des merveilles de résistance. Le moment est venu, le moment est passé, d'acquérir dans tous les domaines, et sans forcer notre talent, la puissance intellectuelle, la culture qui est le privilège des races latines, pour que nous soyons en mesure d'exercer sur les destinées de la nation, dont nous sommes une part appréciable, une influence justifiée par nos qualités et doublement victorieuse.

C'est le sens profond, l'enseignement continu de notre histoire, inspiratrice d'énergie. À chaque génération son rôle et sa peine. Il s'est agi, pour nos pères, de réparer la défaite. Ils se sont piétés dans le souvenir. Vivre et se développer fut le premier souci. C'était, en constituant le nombre, établir un fait. Cette première victoire, nous la perpétuons par notre existence même, par notre vitalité. Plus tard, il fallut conquérir des droits, les conquérir et les défendre. Nos paysans se sont mis à l'école de la politique. Ils y ont réussi. Ils ont étudié cette constitution anglaise dont le vainqueur faisait un imprudent éloge. Leur esprit logique a réclamé l'application totale du principe une fois posé. Normands tenaces, ils ont imposé à l'Angleterre l'unité de sa propre doctrine. Ces droits acquis, nous continuons de les exercer ; et c'est en les exerçant que nous les sauvegardons. Certes, nous aurons, de ce chef, encore à combattre ! Les préjugés ont la vie dure, a-t-on dit ; quand le temps ne les détruit pas, il les embaume. C'est peut-être mieux. L'attaque nourrit la volonté que la sécurité endort. Aujourd'hui, les temps sont changés. Un élément nouveau, la richesse, est apparu. Au double devoir que nous a légué le passé, s'ajoute celui d'être de notre époque en manifestant, sur un terrain nouveau, notre activité renouvelée par l'école. Pour plusieurs, on ne saurait trop le répéter, la question nationale est une question économique. Non pas que la fortune soit le bien suprême. Elle n'est qu'un moyen, mais combien fort. Nous ne pouvons pas négliger d'y recourir. La conquête économique doit être pour nous la réalité de demain. Elle nous donnera plus qu'à d'autres ; car, possédant l'aisance, notre nature nous inclinera à cultiver la pensée, à rechercher l'expression, à répandre l'art.

C'est l'instruction qui nous assurera cette conquête. Pour le moment, il semble que notre effort doive tendre à créer ce faisceau de compétences : une élite, à qui nous confierons de répandre, par l'exemple et par la parole, les idées sur lesquelles nous nous serons accordés, les idées nécessaires, qui

prendront ainsi la valeur de vérités banales, ferments de l'action du plus grand nombre.

L'expérience a formé chez nous d'habiles praticiens ; mais nous avons trop peu de spécialistes et trop peu qui soient cultivés. Serait-ce que nous avons attaché trop d'importance à la pratique, sans apprécier assez le concours de la théorie enseignée ? Nous avons emprunté cela de l'Anglais et de l'Américain qui d'ailleurs en sont revenus. « Les Anglais, écrivait Émile Faguet, sont routiniers parce qu'ils sont orgueilleux et ne croient jamais qu'ils puissent être dépassés et l'avoir été. » Mais la routine a été vaincue en Angleterre, par la concurrence venue de l'extérieur ; et les portes des universités séculaires se sont ouvertes à la science commerciale. Pour les États-Unis, il est indéniable, nous venons de le dire, qu'ils doivent leur extraordinaire réussite à quelque chose de plus que *l'esbrouffe*, et, notamment, à la solidité d'un enseignement technique bien organisé. « Désormais, écrivait un ingénieur français, c'est une utopie que de vouloir distinguer science et industrie, théorie et pratique. Il faut mener les deux de front. » Voilà qui nous renseigne sur la valeur de la science, fût-ce au point de vue industriel, et qui doit nous porter vers elle puisqu'elle est, aux yeux de tous, un instrument indispensable. C'est un premier point.

N'y a-t-il pas une autre raison qui, nous dirigeant ailleurs, nous a éloignés de la recherche scientifique : la politique ? C'est à la politique que nous devons nos succès passés ; c'est vers elle qu'iront demain ceux qui s'y sentiront attirés et qui, instruits des questions actuelles, serviront notre race en lui faisant honneur. Nous sommes d'accord. Mais la politique n'est-elle pas chez nous une trop forte mangeuse d'hommes ? Pour tout jeune homme qui a prononcé avec une certaine allure quelques discours, nous rêvons aussitôt un avenir parlementaire. Je voudrais qu'on nous laissât tout de même quelques électeurs. C'est clairsemer des rangs déjà bien clairs ; c'est accaparer trop de forces, toutes les forces. Nous formons des hommes politiques, quand nous devrions laisser à quelques jeunes gens le temps de se préparer à devenir autre chose. Comptons-nous : trop peu répondront à l'appel du côté des spécialistes. Nous n'avons pas de philosophes, à moins que nous n'en soyons tous, que nous ne soyons, comme le disait un jour Georges Pelletier, un peuple d'humoristes ; nous avons peu d'écrivains, insuffisamment de professeurs. Restent les artistes, qui se connaissent tous. On nous répond : cela viendra plus tard. Évidemment, évidemment. N'empêche qu'une sainte indignation nous saisit naguère lorsque Sarah Bernhardt déclara que nous n'avions pas de poètes ! Qu'avons-nous fait pour qu'il en naisse ? Les frais d'une campagne électorale peuplèrent Paris de Canadiens. Regardons la France, pays constitué. L'éclat de ses penseurs, de ses littérateurs, de ses poètes, de ses artistes, rayonne sur le monde. Chacun occupe une place, est une valeur. Tous ne sont pas des hommes politiques. Qui, d'ailleurs, s'attarde à penser que Berthelot fut sénateur ? La tribune a-t-elle grandi Victor Hugo ? Barrès, photographié auprès de la reine des Halles, cela ajoute-t-il quelque chose au délicieux auteur de *Colette Baudoche* ? Il faut, si nous voulons créer des compétences, les laisser se former, se cristalliser en quelque sorte. Et la politique finira par y trouver son profit : ces compétences, elle les consultera et elle leur demandera des hommes prêts au devoir, disposés à la lutte, déjà vainqueurs.

Et nous revenons ainsi, par un chemin détourné, à la science, à l'enseignement, à l'école. C'est le creuset où se forment les spécialistes. Nous n'avons

garde d'oublier ceux qui, le labeur fini, se remettent à l'étude. Excellente chose. Il ne suffit pas d'exercer un métier, il faut avoir des idées générales. L'école franchie, l'expérience commence, que complète, que doit compléter la culture individuelle. Mais l'école demeure le centre où l'on s'attarde à apprendre, où se prépare l'avenir.

Bornons-nous aux écoles professionnelles. Elles sont déjà nombreuses : écoles techniques, écoles ménagères, instituts agricoles, École Polytechnique, École des Hautes Études commerciales. Elles existent ; mais on ne les fréquente pas assez ; on ne paraît pas avoir compris l'importance de leur fonction. C'est de là, pourtant, que sortiront les compétences ; là que seront formés ceux qui désirent connaître un métier, posséder une profession et qui, par surcroît, veulent être en mesure de servir leur pays, d'aider à la conquête économique et d'assurer notre marche vers la supériorité.

Je connais mieux l'École des Hautes Études commerciales : qu'on me permette de m'y arrêter quelque peu.

« On peut dire avec suffisamment de précision, écrit M. Victor Cambon, que l'on devient ingénieur et que l'on naît commerçant. » C'est un mot. N'est pas commerçant qui veut. Outre des qualités innées, il faut y apporter des connaissances multiples. M. Jacques Siegfried le démontrait, en 1906, dans un admirable article sur l'enseignement commercial, publié dans la *Revue des Deux-Mondes*. D'ailleurs, n'est-ce pas rouvrir le débat sur la théorie et la pratique ? Les commerçants de Berlin croyaient à la valeur éducatrice de l'expérience. Longtemps ils l'ont proclamée. Ils ont fini pourtant par créer, eux aussi, une de ces universités du XXe siècle », une École des Hautes Études commerciales, comme il en existait déjà à Paris, à Philadelphie, à Anvers, et même dans certaines villes d'Allemagne. Même débat à Hambourg, même solution : une école érigée dans ce centre d'exportation. Il faut à l'homme d'affaires et au négociant de l'initiative, de l'esprit de suite, de la ténacité, du coup d'œil ; mais aussi de l'instruction. Il doit connaître la comptabilité, l'organisation des entreprises modernes, le mécanisme de l'échange, le rouage des banques, la valeur des marchandises, la géographie commerciale, les moyens de transport. Comme le dit M. Gabriel Hanotaux, dans sa langue savoureuse et bonne bourgeoise, « il ne s'agit pas de rester là, le derrière sur la chaise, la plume sur l'oreille, abrité par le grillage de fer ou le guichet administratif ». La routine ne suffit plus.

Voilà pourquoi nous ne devons plus céder au sot et perfide préjugé, « enraciné comme un axiome », qui nous tient encore à l'égard des carrières commerciales, et qui, si longtemps, a traîné dans la littérature. Que notre jeunesse se dirige vers l'industrie et le commerce, sans croire déroger en quoi que ce soit. Être homme d'affaires, négociant, industriel, c'est agir ; c'est assumer une tâche périlleuse, et singulièrement absorbante. C'est, puisqu'il faut toujours en venir là, servir sa race, à sa place, suivant ses moyens, avec compétence.

Ne l'oublions pas : l'enseignement supérieur donne au commerçant la culture générale. C'est le point essentiel. C'est toute la thèse. « Nous entendons laisser ouverts de larges horizons, disait un jour le directeur d'une de ces Écoles des Hautes Études, montrer l'importance des conquêtes de la science

moderne. Mais nous voulons aussi faire sentir la grandeur de l'esprit d'entreprise et montrer les conséquences qu'entraînent, au point de vue social, les phénomènes de production. Nous ne voulons pas seulement inciter nos élèves à gagner de l'argent, nous voulons aussi *développer en eux le sentiment de la responsabilité*, et affiner le sens de la probité exposé à bien des périls au milieu du tourbillon d'affaires qui nous emporte. » Le commerçant qui connaîtra sa profession aura, de plus, des clartés sur l'ensemble de la vie économique. Telles écoles de commerce ont été fondées pour préparer les négociants à jouer un rôle dans la vie publique. L'école conduit ainsi au seuil du parlement. L'homme cultivé devient une double valeur. Comme nous avons formé des médecins, des ingénieurs, des avocats, des notaires, nous formerons des industriels, des commerçants, des financiers, des ouvriers d'art et de métier. Nous constituerons ainsi une élite du travail qui sera, aussi, une élite de la pensée ; et nous lui confierons notre avenir.

* * *

Les nations, comme les individus, se perfectionnent. Avant tout, elles doivent donner un but à leurs efforts, nourrir leurs forces, les décupler, et en diriger le faisceau vers les réalisations immédiates.

Activité ne signifie pas tapage, vaines paroles ni déclamations, mais application constante des facultés créatrices ordonnées avec méthode vers un objet déterminé. L'individu n'est fort que par le groupe qui l'utilise et le complète. Il serait exagéré de lui demander de tout savoir, de tout prévoir. Il suffit que, instruit de son rôle, exécutant l'acte qui lui est confié, il assure l'œuvre que poursuit la collectivité.

Donc, instruire d'abord, organiser et grouper ensuite, distribuer les tâches, exiger que chacune soit remplie scientifiquement : voilà la discipline où nous n'entendons pas faire sombrer l'initiative, la spontanéité, la débrouillardise. Mieux préparé, le Canadien français comprendra tout le bon qu'il peut tirer d'une discipline ainsi conçue, adaptée à son génie qu'il assouplira à ses mouvements, à laquelle il joindra l'élégance, laissant de côté le pas de parade pour le joyeux pas de course où se rythme l'agilité d'un corps libre et sain.

Il nous faut des hommes, écrit M. Henri Hauser, dans son livre sur *les Méthodes allemandes d'expansion économique*. Créons des hommes, créons des compétences. Et, lorsque nous y serons parvenus, ne les laissons pas s'épuiser en vain. Sachons apprécier leur travail. Surtout, ne les livrons pas, avec leurs découvertes, à la rapacité sans cesse en éveil de l'adversaire. Honorons-les. Consultons-les. Ces hommes nous donneront le plan de l'édifice auquel chacun travaillera.

L'édifice ! S' imagine-t-on encore qu'une oeuvre quelconque naisse et se développe sans le secours d'un esprit qui l'anime et la dirige ? Croit-on que les destinées de la nation se réaliseront par le seul effet d'un harmonieux hasard ? Partout il faut, pour triompher, une ligne de conduite tracée d'avance et des

individus qui sachent où ils vont et qui donnent plein rendement. C'est ce que nous obtiendrons par l'enseignement professionnel placé à la base d'une réforme économique. Ces individus seront maîtres, d'abord dans leur domaine : ils accompliront, en connaissance de cause, la tâche que nous leur aurons demandée. Puis ils prêteront leur concours averti à la conduite des affaires publiques, faisant pénétrer dans l'administration de notre fortune nationale les principes qu'ils auront fait passer dans leurs oeuvres.

L'avenir est à ce prix. Pour persévérer, pour survivre ; pour prouver que nous sommes ceux que nous croyons être et manifester notre personnalité ; pour garder notre langue, véhicule de notre histoire, expression immatérielle et totale de tout un peuple et qui constitue pour l'homme, où qu'il soit, un droit naturel et sacré ; pour que vive en nous notre raison d'être et pour qu'elle éclate aux yeux de tous et s'impose comme une réalité intangible ; pour que, aux arguments de parole et aux arguments de plume, nous ajoutions l'argument plus fort, incisif comme l'action, irréfutable comme la vie, évident comme le mouvement, l'argument-homme ; pour que nous soyons, dans une civilisation qui en partie n'est pas la nôtre, des égaux qu'on respecte, et chez qui on est forcé de reconnaître des qualités de race et l'intelligence victorieuse ; – préparons-nous, dans le culte de la supériorité.

Deuxième partie : Pour l'intelligence et l'art

III

La fonction de l'art

[Retour à la table des matières](#)

L'artiste est-il un producteur ? A cette question, que l'on poserait aussi bien à propos des hommes de profession et des fonctionnaires, un artiste répondrait : Voyez mes oeuvres, et si votre esprit s'interroge encore c'est qu'il n'y comprend rien. Lamartine rétorquait à un astronome qui lui avait reproché de faire lever Vénus à une heure scientifiquement inconvenable : « Après tout, ça m'est égal » ; et Richepin répliquait par un sonnet au chimiste qui avait eu l'audacieuse fantaisie d'analyser les larmes :

O larmes, diamants du cœur, laissez-moi rire.

Que vient faire ici la science, surtout la science économique, cette fouine savante ? L'art est l'art. Une expression de beauté vaut mille théorèmes, si même elle n'est pas l'affirmation sensible du nombre universel. Laissez à l'artiste son rêve ; vos échafaudages difformes n'y atteindront jamais.

Je n'en disconviens pas. Cependant, les vérités essentielles gagnent à être prouvées plutôt deux fois qu'une. Si l'économiste établit la productivité de l'art, autant d'acquis ; et tant mieux si l'économie politique, science du terre à terre, réussit ce coup d'aile. Interrogeons donc la pensée des auteurs sur ce point d'histoire et de doctrine.

* * *

La philosophie antique – et non pas l'Antiquité – a tenu les beaux-arts en suspicion. À vrai dire, elle n'en discutait pas la productivité. Platon a esquissé un tableau des métiers où l'on rencontre « tout ce qui contribue à la distraction et au divertissement de l'homme, créations des beaux-arts et de la musique ». Mais, avec Socrate, Xénophon et Aristote, il prise surtout l'agriculture, école de vertu. L'industrie produit la richesse, et la richesse est un principe de démoralisation, la source du luxe où sombrent les civilisations. Quand la fortune aura enfiévré les hommes, on ne placera plus « simplement au rang des choses nécessaires... une demeure, des habits, une chaussure ; on va désormais mettre en oeuvre la peinture et tous les arts, enfants du luxe. L'État sain va devenir trop petit. Il faudra l'agrandir, et y faire entrer une multitude de gens que le luxe, et non le besoin, a introduits dans les États, comme les chasseurs de toute espèce, et ceux dont l'art consiste dans l'imitation, soit par les figures, soit par les couleurs, soit par les sons ; de plus les poètes, avec toute leur suite, les rhapsodes, les acteurs, les danseurs, les entrepreneurs de théâtre. »

Tout le monde y est et, en prolongeant la citation, on verrait quelle étonnante compagnie. Pour une semblable raison de morale, Aristote condamne le commerce, qui ne crée rien ; et adjure le citoyen de laisser les arts mécaniques aux vils artisans. Toutefois, il donne une large place aux arts dans le programme qu'il trace à l'enseignement, et rappelle volontiers les vers où Homère célèbre les accents des poètes ou la voix des chanteurs. En tout ceci, les philosophes grecs ne s'inquiètent pas, répétons-le, de productivité. Le citoyen idéal est celui qui obéit aux lois, qui est juste « dans le sens absolu de ce mot », qui « n'exerce ni les arts mécaniques ni les professions mercantiles », car, pense Aristote, « il a besoin de loisir pour faire naître la vertu dans son âme et pour remplir ses devoirs civils ». Les guerriers et ceux qui « délibèrent sur les intérêts de l'État et jugent les procès des particuliers » forment les deux classes « qui paraissent les parties essentielles de la cité ». Celui qui se nourrit de philosophie est dans la voie du bonheur. C'est ce qui reste des doctrines de Socrate chez les épicuriens, les cyniques et les stoïciens, qui ont passé à Rome et provoqué, dans la République et l'Empire, une réaction salutaire contre le luxe extrême et la corruption. Le moyen âge hérita d'une bonne part de ces idées.

Il faut attendre le XVIII^e siècle pour trouver une théorie économique sur la productivité des industries humaines. Elle fut formulée par le docteur Quesnay, qui réunit autour de lui la fameuse école des Physiocrates. Ces économistes épris de la nature, comme il était de mode en un temps où les Iroquois d'Amérique servaient de modèle à l'Europe civilisée, ont tenté de définir les lois de la production et prononcé que l'agriculteur seul produit, quand les autres classes sont stériles. Écoutons plutôt Quesnay : « La nation est réduite à trois classes de citoyens : la classe productive, la classe, des propriétaires et la classe stérile. La classe stérile est formée de tous les

citoyens occupés à d'autres services et à d'autres travaux que ceux de l'agriculture, et dont les dépenses sont payées par la classe productive et par la classe des propriétaires qui eux-mêmes tirent leurs revenus de la classe productive. » Ne prenons pas à la lettre un énoncé aussi stupéfiant. Quesnay s'est défendu de mépriser les manufacturiers et les négociants, les professions dites libérales ou les fonctions publiques. L'agriculteur tire du sol des produits neufs que les industries de transformation utilisent. Voilà toute sa pensée, d'ailleurs inexacte ; car l'agriculteur confie la semence à la terre, il ne crée rien.

Adam Smith, qui ne fut peut-être pas autant qu'on le dit le père de l'économie politique, rétablit les faits. Il admet la productivité de l'industrie et place l'origine de la richesse dans le travail. Il fallut plus de temps pour reconnaître la productivité des transports et du commerce. Qu'ajoutent, en effet, à la richesse le voiturier et le négociant ? Cela dépend de la définition que l'on adopte. Produire, est-ce nécessairement ouvrir, modifier ? Oui, et quelque chose en plus ou en moins. Le simple déplacement de la matière est une production, c'est-à-dire une addition d'utilité. À quoi aurait servi tout l'or du Pérou s'il était resté au Pérou ? À rien, sinon à jouer au palet, comme il est dit dans *Candide*, avec « d'assez larges pièces rondes, jaunes, rouges, vertes, qui jetaient un éclat singulier » et qui étaient « de l'or, des émeraudes, des rubis dont le moindre aurait été le plus grand ornement du trône du Mogol ». Transporter, c'est donner à un objet, une utilité de lieu et rendre sa consommation possible : c'est produire.

Jean-Baptiste Say, au XIX^e siècle, enseigna le premier la valeur productive des « services », sans accepter qu'un commerçant fût producteur. Produire, dit-il, c'est créer des utilités, ce qui ne signifie pas absolument une production matérielle : on imagine très bien une utilité qui ne serait pas incorporée à un objet. On peut donc *produire des services*. Et voilà enfin les avocats, les médecins, les notaires... et les artistes réhabilités. Dunoyer reprendra ce thème, tout en restant réfractaire aussi lui à la conception d'un négociant-producteur ; à quoi il n'avait guère d'excuse, Stuart Mill et MacCulloch ayant arrêté la théorie sur ce point. Il consacre la production - services, sauf à tancer Jean-Baptiste Say sur quelques-uns de ses propos ; et il déclare plaisamment « qu'un bon instituteur est un producteur d'hommes éclairés » et qu'un médecin « est un producteur d'hommes bien portants ». Comme on sent bien la difficulté à se dégager des raisonnements antérieurs qui bornaient la production à la mise en oeuvre d'un produit, valeur matérialisée.

Le débat dure encore. Un historien de renom – il n'y a pas si longtemps, – traitait les avocats de parasites, et réservait le *titre* de producteur aux soldats, aux industriels et aux commerçants. Maître Chenu vengea la toge et les avocats, « producteurs de justice en défendant les faibles, producteurs de charité en défendant les pauvres, producteurs de liberté en défendant les idées ».

Parasite, voilà le mot lancé. Ne nous en effrayons pas. Tout est parasite de tout, ce qui n'est que la dernière formule de l'ordre naturel, de l'harmonieuse unité du monde. Nous vivons des autres, par les autres et grâce aux autres. C'est le vers du sonnet ému de Sully Prud'homme sur les humains :

Nul ne peut se vanter de se passer des hommes.

Cela est vieux comme le monde et comme Socrate, qui disait : « Ce qui donne naissance à la société n'est-ce pas l'impuissance où chaque homme se trouve de se suffire à lui-même, et le besoin qu'il éprouve de beaucoup de choses ? » Que répète la science contemporaine ? « Quand on étudie le monde vivant, écrit le docteur Jules Guiart, on est tout étonné de l'étendue du parasitisme. Tout est parasite dans la Nature : les substances minérales du sol nourrissent la plante, la plante nourrit l'herbivore, l'herbivore nourrit le carnivore ». Et l'on tourne ainsi à l'infini : le chêne nourrit de ses feuilles une multitude d'être minuscules qui lui rendent le carbone et l'azote propres à son orgueilleuse beauté. Même la pensée, qui alimente les siècles, renaît dans les esprits. L'humanité vit de quelques génies. Au risque d'accumuler les citations, je transcris cette page du moraliste français C. Wagner parce que cette immortelle tradition de la vie par les choses et par les idées y est agréablement affirmée : « Nous vivons tous de la Terre et cependant nous ne pouvons pas la consommer directement. Par différents degrés de transformation organique, elle arrive à se présenter à nous sous forme d'aliments. Les aliments sont de la substance transformée par les plantes ou après elles par les animaux. Sans ces organismes intermédiaires, la Terre ne pourrait pas nourrir l'homme. Ce que le monde végétal fait pour la vie matérielle de l'humanité, le Génie le fait pour la vie générale. L'immense majorité des hommes ne fait que se nourrir de la substance créée et offerte par les génies transformateurs. Des siècles ont vécu sur ce qu'a pu créer un seul être de génie... » Voilà qui démontre déjà la productivité du travail intellectuel, la merveilleuse fécondité de l'esprit.

Rien d'étonnant, après cela, qu'un économiste contemporain, M. Charles Brouilhet, professeur à la Faculté de droit de Lyon, ait basé sur ces constatations de la science « le parasitisme dans la nature et dans l'ordre économique ». Il répète, pour des raisons actuelles, les énoncés de l'École physiocratique. Le parasitisme, c'est « l'agent par excellence de la grande loi de l'équilibre ». Nous vivons aux dépens d'autrui, tous, depuis le fonctionnaire le plus haut placé sur les cimes administratives jusqu'à cet ouvrier modeste, ignoré de la bohème, que les anglais appellent sans vergogne un tonsorial artist et qui pour nous, depuis Beaumarchais, est un Figaro. Tous, sauf, bien entendu, l'agriculteur qui, en apparence, est le moins parasite des humains ; et sans excepter les rentiers, les financiers qui sont « des parasites supérieurs » (la jolie chose), les penseurs, les médecins, les avocats, les artistes et tutti quanti pour qui « le parasitisme est le seul moyen de vivre ». Par bonheur, M. Brouilhet nous pose cette fiche de consolation dont on appréciera la promesse : « Dans le milieu social comme dans la nature, le parasitisme constitue une supériorité marquée pour le parasite, et pas plus dans un milieu que dans l'autre il ne faut se hâter de conclure qu'il conduit à la dégénérescence ». Ne nous hâtons pas, en effet : ce serait payer un peu cher la solidarité universelle et la fonder, en dernière analyse, sur la mort.

N'y a-t-il pas, au surplus, parasites et parasites ? Au sein de l'interdépendance universelle des hommes et des choses, on distingue des catégories qui s'engraissent décidément de la substance d'autrui. Les microbes, par

exemple, libres ou emprisonnés, bohêmes ou « bourgeois », dévorent et se multiplient, épris de néant : ou, parmi les humains, les paresseux, qui ont inventé le droit au travail des autres, tels les parasites romains, faiseurs de grimaces, fous des festins antiques, dont le salut était : « Bonjour ; où allons-nous dîner ? » Mais l'homme n'est pas un microbe, ni un paresseux ou un pique-assiette, au moins dans l'ordinaire des choses. Il s'efforce de se libérer des entraves où l'enferme son enfance, pour se nourrir, vivre et se développer. Dès lors, il tend à produire, il produit. L'un est directement producteur, comme l'agriculteur, l'industriel, le commerçant et le voiturier ; l'autre indirectement, comme le juge, le politique, l'homme de profession, le fonctionnaire, l'artiste. Le blé mûrirait vainement sans le concours actif de tous les hommes ; et terne serait la civilisation si les artistes n'y venaient mettre cette indispensable consolation : la beauté.

* * *

L'artiste est un producteur de valeur et, si l'on peut dire, un producteur d'action. L'art traduit l'idée par la forme, et par la forme détermine la volonté. Par l'image qu'il dépose en nous ainsi qu'un germe, l'artiste provoque l'action, nous apportant tour à tour un apaisement, une espérance, une énergie. Il inspire. C'est son plus beau titre, sa productivité la plus sûre.

Celui qui poursuit la beauté et l'exprime communique à son oeuvre une valeur parfois inestimable. Cette valeur, l'homme de métier l'ajouterait à son produit en se préoccupant de la ligne et du goût. Notre civilisation, éprise de quantité, livrée à la production en série, gagnerait singulièrement à rechercher un peu plus de grâce. On y vient. L'industrie de l'automobile en particulier s'y achemine. Qui n'a comparé sur nos routes une Ford antédiluvienne, aux mouvements de gallinacé, à la Ford d'aujourd'hui mille fois plus agréable aux yeux par sa courbe et ses tons. S'il faut absolument nous standardiser, que ce soit avec élégance.

L'artiste satisfait un besoin très légitime et très noble. La fortune, si forte que soit son emprise, ne dépouille pas de toute aspiration vers le beau. New-York et Chicago applaudissent les artistes les plus fameux et l'on reconnaît sur les affiches de leurs Opéras une bigarrure de noms européens. Snobisme ? Besoin réel que l'on tente de satisfaire comme une nécessité suprême vers laquelle se portent les mondes les plus affairés. On a vu florir les arts au sein de la société américaine : les musées regorgent de pièces plus ou moins authentiques. Et si elle est pénible la migration des oeuvres d'art vers les pays nouveaux riches qui se payent le passé, en revanche une pièce détachée de l'ensemble européen, où elle se comparait peut-être à d'autres, prend, ainsi transportée dans la lumière morte des salles d'exposition, le relief exceptionnel d'un exemple et d'un argument. Pour mesurer la part des arts dans le monde, retranchons de l'avoir des peuples ce que la conscience artistique a produit dans les lettres, la sculpture et la peinture, l'architecture et la musique. Quel appauvrissement ! A combien peu se ramènerait l'orgueilleuse civilisation ?

L'artiste, qui enseigne à la masse à s'élever au-dessus de la matière, exprime aussi l'idée de nationalité par le caractère qu'il imprime à son oeuvre. Brunetière a naguère signalé combien les auditoires de Chicago s'exaltaient au seul nom de Shakespeare et de quel mouvement, par-delà la frontière américaine, au Canada, la foule accueillait la pensée des classiques français

N'est-ce pas l'art qui nous révèle le mieux aux yeux de l'étranger ? Que chacun rassemble ses souvenirs de voyage. Qu'est-ce qui nous retient lorsque nous quittons Liverpool pour filer vers Londres ; lorsque, depuis la cathédrale de Westminster, nous allons vers les autres temples gothiques qui parsèment l'aimable campagne anglaise, jusqu'à ce que, vers les limites de l'Écosse, du sein des pays houillers, surgissent ces villes admirables : Durham et Newcastle-on-Tyne ; lorsque nous touchons Cherbourg ou le Havre pour parcourir la délicieuse Normandie, arrêtant notre regard à chaque détour de route sur des choses exquises, qui traduisent un passé de travail et de pensée et que nous regrettons de ne pas posséder, nous qui vivons pourtant au sein d'inépuisables richesses. Qu'est-ce qui nous attire davantage dans notre pays, lorsque nous entreprenons la longue étape, longue comme une traversée sur terre, qui sépare le Cap Breton de Vancouver ? Quelles différences, et sensibles au plus court séjour : Halifax et Saint-Jean, d'aspect modéré, encore marquées par un reste de la discipline européenne qui les caractérisa jadis ; Montréal et Québec, où l'inintelligent progrès n'a pas tout détruit des temps lointains où l'on savait s'entourer ; Toronto, où l'Université ne rachète pas les gratte-ciel ; Port-Arthur et Fort-William, encore timides, encore modestes, mais dont les rues commerciales se confondent avec celles qui parent les centres urbains d'un continent assoiffé d'affaires et prodigue d'ampoules électriques ; Winnipeg, Régina, Calgary même et Edmonton, vastes déballages autour d'une gare, villes hâtives, uniformes, standardisées ; Vancouver, dans son merveilleux décor, barrée de collines, construite sur le granit de la côte, mais délabrée aussi par des poussées de spéculation immobilière ; et Victoria, très loin au-delà d'un petit bout de navigation, ville insulaire, calme, reposante, sûre d'elle-même, jalousement fidèle à la tradition anglaise, jolie comme une petite city britannique, impénétrable et ravissante. Le voyageur, qui ne peut pas atteindre au secret du home et qui se limite forcément à l'architecture, perçoit, dans la rapidité d'un coup d'œil, ce qui demeure de nous-mêmes et ce que nous avons emprunté au grand tout de l'Amérique dans lequel nous sombrons peu à peu. Et il se prend à réfléchir que c'est Halifax, Saint-Jean, Montréal, Québec et Victoria qui ont raison.

Des amateurs anglais ne s'y sont pas trompés. Ramsay Traquair, et William Carless, tous deux de Mc-Gill, et J.-Rawson Gardiner décrivent avec une sympathie qui touche à la pitié notre style, inspiré sans doute par l'architecture française, mais qui est bien à nous et rayonne pendant l'ancien régime, sous une forme discrète, parfois naïve, mais vraie toujours et si juste de proportions. Dans une brochure qui expliquait aux visiteurs de l'Exposition de Wembley les beautés et, à travers les lignes, les laideurs de nos architectures canadiennes, M. Percy E. Nobbs a soutenu la même thèse, évoquant nos habitations anciennes dont il existe plusieurs types, nos églises du XVIIe et du XVIIIe siècle aux courbes si gracieuses dans leur simplicité, nos plus grandes maisons, nos couvents et nos collèges, et quelques institutions religieuses, aux lignes rigoureuses et sobres, plaisantes aux regards qui se détournent aujourd'hui des atrocités avoisinantes ; conduisant l'histoire jusqu'au XIXe siècle,

jusqu'aux influences de la maîtrise de Saint-Vincent-de-Paul, et jusqu'à 1860 où les *directives se* perdent pour ne plus guère revenir. On ferme cette brochure, convaincu plus que jamais qu'en fait d'art, et malgré quelques efforts, nous avons reculé, ensevelis sous des escaliers à ressort et des créneaux de théâtre.

Conservons les monuments, marqués au chiffre du passé, parce qu'il ne suffit pas de vivre de souvenir sur une terre à laquelle rien ne nous rattacherait que l'ambition d'un jour. On en est réduit à photographier ces reliques pour qu'elles ne disparaissent pas tout à fait sous les coups du progrès et que les étudiants de l'avenir s'en inspirent comme de documents. C'est mieux que rien puisque c'est une preuve d'intérêt. Mais tâchons de garder longtemps ce qui subsiste de précieux, trouvons les crédits nécessaires. Cela « paiera », n'en doutons pas, et doublement : en argent et en beauté. Faisons en sorte que les touristes nous fréquentent plus pour notre physionomie que pour nos alcools. Laissons vivre parmi nous les choses auxquelles nos morts « ont encore droit ».

Qui ne voit le rôle de l'artiste dans une nation comme la nôtre ? Nous puisons nos fiertés dans l'histoire. Il traîne dans nos mémoires des vers de poètes qui nous révèlent des attitudes passées et nourrissent notre fidélité. Nous avons vécu par l'art. Et si nous tournons nos énergies vers les conquêtes économiques, c'est avec l'intention de répandre le goût du beau où nous reconnaissons un des apanages de notre civilisation.

Pour y atteindre à coup sûr, il n'y a que l'école, encore et toujours : répandre dans l'âme de l'enfant, la tradition d'élégances séculaires, plus lointaines que notre histoire et rattachées au génie latin, les disciplines qui ont formé nos qualités de race. Des mots ? Non certes, s'ils expriment la condition même de notre attachement à nos origines. Commençons, malgré les difficultés qui ne manqueront pas de surgir. Nous avons ce qu'il faut pour réussir : le talent, l'habileté, l'inclination. Commençons : par l'art décoratif si l'on veut, source certaine d'une industrie, et par l'architecture, la grande révélatrice.

Il s'agit d'une fortune plus sérieuse que celle qui nous emporte déjà comme un fétu. La mode est à l'urbanisme. Nous reconstruirons un jour la ville qui a grandi sans loi : que ce soit dans le respect du passé. Louis XIV écrivait naguère de l'armée : « Mandez-moi l'effet que font à Versailles les orangers en fleurs ». Parole de roi dont l'inspiration revit dans le geste de M. Dollier s'engageant, en 1697, le 16 mai, « à ne pas vendre le terrain en avant et en arrière de la chapelle de Sainte-Anne, pour ne pas nuire à la beauté et vue de la chapelle » ; dans celui, plus près de nous, de Joseph Papineau, offrant le square Saint-Jacques pour tout le temps où il y aura, en face, une église. Si l'on avait de ces préoccupations autrefois, pourquoi y renoncer ? Si l'on abat pour faire neuf, que ce soit après une longue et pieuse réflexion. Ayons l'intelligence et la volonté de toucher le moins possible à l'héritage que le temps a déjà trop dilapidé. Écoutons Ruskin : « Ne vous dessaisissez pas de l'ancienne architecture pour l'amour du square régulier, de l'avenue clôturée, ni pour la rue correcte et le quai ouvert. La gloire d'une ville n'est pas en ces choses. Laissez-les à la foule, mais souvenez-vous qu'il y aura sûrement quelqu'un dans le circuit des murailles troublées, quelqu'un qui aspire à conduire ses pas dans d'autres endroits que ceux-ci... Comme le Dante qui

s'assit si souvent à cette place que frappait le soleil couchant pour contempler les lignes de la cathédrale de Florence, ou comme ses hôtes qui pouvaient soutenir, des chambres de leurs palais, la contemplation journalière de cette place où leurs pères étaient couchés dans la mort. »

Édouard Montpetit, Pour une doctrine (1931)

Troisième partie

Pour l'action sociale

[Retour à la table des matières](#)

Troisième partie : Pour l'action sociale

I

Un programme

a) La question sociale

[Retour à la table des matières](#)

L'idée mène le monde, qu'elle germe de l'intellect humain ou jaillisse de la succession des faits.

L'industrialisme, avec ses conséquences heureuses ou néfastes, l'avance des masses vers le pouvoir ont, en partie, engendré l'économie moderne. Ces deux faits, nés de l'intelligence, – l'industrialisme provient d'un siècle de merveilleuses inventions et la démocratie est la mise en oeuvre de l'idée lointaine que le nombre doit recevoir sa part d'autorité, – retournent à l'intelligence. Ils fournissent l'argument réaliste aux systèmes philosophiques déjà conçus. Fécondés par l'esprit, ils déterminent finalement la volonté par la force du sentiment, suprême sur les foules. Le sentiment provoque la conscience collective, cet « unanimité » dont ont parlé les littérateurs et, dans l'ordre social, suscite le mythe de la Cité prochaine où l'homme, déjà rendu puissant par toute une étape de triomphe sur la nature, se reposera enfin dans le bonheur parfait de l'égale jouissance.

Les inventions du XVIII^e siècle ont dissocié les agents de la production. Le lien de la corporation rompu, l'ouvrier quitta la maison du maître pour la confusion de l'usine où régna un capital anonyme. L'État, resté soupçonneux à la suite de ses premières conquêtes, refusait d'admettre entre l'individu et lui l'association professionnelle. Des idées, lancées en France par les Physiocrates et en Angleterre par les fondateurs de l'École classique, et dont l'éclosion avait été préparée par les travaux des philosophes, visaient à justifier l'intérêt personnel. L'individualisme économique trouvait les assises libres. L'ambition d'une fortune rapide fit le reste.

La réaction fut prompte. Aux résultats sociaux, très vite décevants, des économistes, des sociologues et, plus tard, des législateurs opposèrent le renouveau de leurs doctrines et l'efficacité de leur action. La thèse associationniste, poussée au-delà de ses confins par les socialistes de la première heure, fut posée différemment. La parole généreuse et les oeuvres de grands catholiques préparèrent notre époque à recevoir l'enseignement de Léon XIII, passé d'une longue méditation dans la forme définitive de l'Encyclique *Rerum novarum* : coup d'aile sur l'immense vague de fond. Ces pages, par la pensée d'éternelle justice qui les anime, demeurent d'actualité.

Depuis le jour où le Pape offrait aux peuples cette formule de paix, les événements ont achevé de transformer le monde économique. La concentration, réalisée par l'effort de la finance, a donné au capital une arme décisive et fait apparaître, encore hésitante, la défense patronale. L'afflux vers les villes, l'agglomération humaine autour des centres de production ont confirmé l'ouvrier dans l'assurance de sa force. Au socialisme scientifique, mis au rancart, les syndicalistes révolutionnaires ont substitué l'action directe et consciente. Le mouvement a touché le château-fort anglais et menacé la démocratie américaine si sûre de ses libertés. La question sociale n'a rien cédé de son acuité. Quoi d'étonnant si on l'a ramenée avec raison à l'« inégalité des conditions humaines » ? Elle est au cœur de l'homme.

La guerre de 1914 servit d'armistice à la guerre sociale. La querelle s'apaisa devant les exigences de la nation. L'enjeu le plus fort l'emporta. L'étatisme, encore discuté dans bien des domaines, revêtit soudain la rigueur d'un commandement. La réquisition fut la loi de tous, le salut du peuple. Quelques grèves, fortement blâmées par l'anxiété commune, rappelaient de temps à autre l'ancienne et vivace divergence. Le travailleur, déjà redevable au syndicat d'une situation meilleure, acceptait l'impôt du sang mais réclamait un salaire proportionné aux prix de guerre et que justifiait le gain du profiteux. Les doctrines se taisaient. Les antimilitaristes eux-mêmes faisaient la guerre à la guerre. Les esprits, profondément remués par le spectacle que livrait l'humanité, reportaient à l'heure problématique de la paix la reprise de la « lutte finale ».

L'armistice libéra les volontés, tournées vers la seule destruction pendant la pesante suite des jours de combat et de deuil : minute d'intense soulagement où la joie des épargnés s'épancha en manifestations presque enfantines. La certitude de vivre équivalait parfois à une résurrection.

La lettre du traité de Versailles consacra timidement quelques aspirations vers le mieux-être social. Les lents plénipotentiaires de la Société des nations fondaient une internationale ouvrière, érigée en parlement mais contrainte, par raison d'État, au vague des discussions théoriques. Insuffisante satisfaction jetée à l'attente des peuples.

La multitude avait espéré davantage. Pour elle, la guerre devenait un argument de justice. La tourmente avait porté une espérance au sein de tous ses maux, et les hommes ne s'étaient pas battus uniquement pour triompher d'un ennemi traditionnel. La paix intéressait le monde plus encore que les nations. Il désirait renaître. Tout était à reconstruire. Sorti de la nuit, l'homme regardait obstinément l'aurore. Ce titre de roman n'a-t-il pas été jeté dans les premiers frémissements de la victoire : *La vie commence demain*. La longue patience des combattants méritait une compensation.

Ces désirs prirent voix aussitôt. L'expression en fut nettement révolutionnaire chez les uns, apparemment plus modérée – quoique nourrie d'une même doctrine – chez les autres. On connaissait déjà l'action directe et la socialisation, accommodées au gré des circonstances ; mais la réalité bolchéviste étonna. Elle parut une expérience décisive, vouée à l'insuccès, mais dangereuse et rapide comme une gangrène.

Il y eut des réactions, dont on peut faire deux groupes. Le conservatisme financier prêcha la restauration des forces économiques, la reprise de la production exigée par l'énorme déficit de guerre. Il accordait, en passant, quelque attention aux préoccupations sociales. La sociologie économique, élaborée par des hommes d'œuvres ou de pensée, liés au travail de l'usine ou chargés par leurs fonctions de la conduite des autres, mit au point des projets dont la diversité concordait vers une même fin : la paix, par la reconnaissance de légitimes revendications. Tels les évêques américains.

b) Intervention de l'épiscopat américain

[Retour à la table des matières](#)

Les hostilités à peine terminées, quatre évêques, composant le Comité d'administration du *Conseil national catholique de guerre* des États-Unis, rédigeaient une déclaration, véritable programme-manifeste, sous ce titre : *Social reconstruction*. L'avant-propos porte leurs signatures dans l'ordre que voici : Pierre-J. Muldoon, évêque de Rockford, président ; Joseph Schrembs, évêque de Toledo ; Patrice J. Hayes, évêque de Tagaste, appelé depuis à l'archevêché de New-York ; William-T. Russell, évêque de Charleston. Le texte de cet important document, « expression de la hiérarchie catholique

américaine », fut répandu à profusion. Il en existe deux éditions officielles : l'une a été publiée en janvier 1919 par le *Conseil national catholique*, à Washington, et fait partie d'une série de tracts sur la reconstruction (*Reconstruction pamphlets*) ; l'autre, plus chétive, d'un point minuscule, a paru dans la collection des documents parlementaires. Une traduction, que nous utiliserons, a été faite par la *Ligue de ralliement français en Amérique*. Malheureusement, elle est incomplète.

On a laissé tomber des passages qui ont paru soulever des questions contestées ou n'être pas d'un intérêt primordial. Ainsi le traducteur a mis de côté les paragraphes concernant l'assurance sociale, la participation ouvrière dans la direction des entreprises industrielles, les réformes de base que doit subir le régime social, la coopération de production et l'actionnariat, l'augmentation des revenus du travail, l'abolition et le contrôle des monopoles. N'était-ce pas dénaturer les directives que les auteurs entendaient tracer ? Les affirmations jugées inopportunes pouvaient être livrées à la discussion, aussi bien en français qu'en anglais, Lisons donc la traduction ; mais gardons le texte intégral pour les combats à venir.

c) Principes fondamentaux

[Retour à la table des matières](#)

On trouve en conclusion les idées générales qui fondent le programme de l'épiscopat américain. Elles escortent, comme de droit, une citation de Léon XIII : « La société ne sera guérie que par un retour à la vie chrétienne et aux institutions du christianisme. » Ce rappel de la pensée du grand pape renoue l'unité de la doctrine. Comment ne pas rapprocher aussi l'ardeur de Ferdinand Brunetière à proclamer cette vérité essentielle : en vain changerez-vous les esprits, si vous n'avez pas touché les cœurs vous n'avez rien fait. Ce qui revient à poser, avec le même auteur, la fameuse équation fondamentale : la question sociale est une question morale. Ou encore, pour être plus explicite, les phénomènes économiques – qui sont, ne l'oublions pas, des phénomènes sociaux, – sont conditionnés, en partie, par des nécessités d'ordre moral. L'économie politique est une science d'humanité, donc une science morale. Affirmation faite par des savants – même positivistes – au début du siècle dernier, et que l'enivrement de produire et d'accumuler a affaibli jusqu'à l'anéantir.

Les évêques appliquent au travail, puis au capital, cette doctrine de vie.

Au travail d'abord, et en ces termes : « L'ouvrier doit reconnaître qu'il doit à son patron et à la société *une honnête journée de labeur en retour d'un salaire raisonnable*, et admettre aussi que les conditions sociales ne pourront

progresser essentiellement avant qu'il ait déraciné de son cœur le désir de recevoir un maximum de gages pour un minimum de travail. » L'ouvrier apporte son travail à l'œuvre de production et la justice lui ordonne de ne pas se dérober à la tâche qui fait l'objet du contrat consenti. Il assure ainsi l'honnête productivité de son effort, principe économique et moral absolument confirmé par l'observation des économistes et les expériences des monteurs d'usines.

Au capital ensuite, car le travail n'a pas – loin de là – à porter tout le poids des devoirs dans notre société industrialisée. Le capital n'a pas seulement des droits : sa puissance lui impose de sérieuses responsabilités. Écoutons la parole épiscopale : « Le capitaliste doit également envisager les choses sous un nouvel angle. Il a besoin d'apprendre cette vérité, longtemps mise en oubli, que la richesse n'est donnée qu'en dépôt, et qu'il faudra rendre compte de la manière dont elle aura été administrée ; *que faire du profit n'est pas la seule base* sur laquelle repose et par laquelle se justifient les entreprises d'affaires, mais qu'il y a de ces entités qui s'appellent : profits raisonnables, intérêts raisonnables et prix raisonnables. » Quel consommateur, en ce temps où la spéculation a libre excès, n'a pas formulé une semblable protestation ? Même dans les phénomènes courants qui paraissent du domaine de l'économie politique pure, dans l'achat-vente par exemple, ou dans les opérations monétaires, voilà que le principe moral est restauré, par un rajeunissement de la doctrine scolastique.

Pourquoi les évêques s'en sont-ils tenus à d'aussi brèves indications dans l'ordre général ? Cette précision voulue me plaît, et je pense qu'il y a avantage, dans la solennité des documents de cette sorte, à dégager en pur relief une ou deux propositions qui gagnent à être dessinées avec austérité. A peine a-t-on parcouru ces propositions que l'on réfléchit sur le rôle du travail. Rien sans lui ; et rien d'effectif sans un travail volontaire et consciencieux. Rien non plus sans le capital, instrument assoupli par des siècles de conservation. La réussite de l'œuvre productrice exige une certaine liberté du capital, qui engendre les initiatives, mais la liberté, ici comme ailleurs, n'est pas de tout faire : elle se limite à la morale. Il faut admettre qu'il existe des profits, des salaires, des intérêts, des prix dits raisonnables ou justes, si l'on veut aider au succès d'une affaire – j'entends à son succès matériel – en assurant parmi les producteurs l'ordre et le contentement. Or, seule une loi supérieure imposera ces vérités à la conscience humaine.

C'est ce que préconise l'épiscopat américain par la troisième leçon que voici : « Avant tout et par-dessus tout, (le capitaliste) doit cultiver et fortifier dans son esprit cette vérité, que beaucoup d'hommes de sa classe ont saisie pour la première fois pendant la guerre : savoir, que *l'ouvrier est un être humain*, et pas seulement un simple instrument de production ; que *le droit du travailleur à une honnête forme d'existence est le premier devoir que la loi morale propose à l'industrie*. Le patron a droit à se faire un train de vie raisonnable, grâce à ses affaires ; mais il n'a pas le droit de retirer des intérêts de l'argent qu'il a placé avant que ses employés aient reçu un salaire au moins suffisant pour vivre. C'est là un principe d'humanité et de christianisme, lequel tranche avec la morale purement commerciale et païenne, qui gouverne l'industrie. » Énoncé fondamental où est ramassée toute la question des lois

économiques et des lois transcendantes de la moralité, et qui marque le but vers lequel se dirigera l'entreprise sérieuse.

Les évêques sont-ils seuls à penser ainsi ? Non, certes. Plus d'un économiste adopte la même attitude. C'est peut-être ce que l'on ne sait pas assez. On s'en rapporte trop facilement, dans le public, aux enseignements de l'école libérale, dite orthodoxe, pour juger l'ensemble des doctrines économiques. L'erreur capitale de l'école classique a été, surtout en matière de répartition, d'ignorer la morale en cherchant à constituer, sur des fondements détachés, une science qui ne devait être que la libre application d'une harmonie préétablie. Cette impardonnable faiblesse, sitôt constatée, on ne manque pas de répudier tout ce qui a pu germer d'une pareille source. C'est exagérer. Les économistes orthodoxes nous ont laissé des arguments précieux sur plus d'un point, et qui nous servent chaque jour à défendre des opinions parfaitement saines et favorables à l'ordre social : ils ont encouragé l'esprit d'initiative, combattu l'étatisme, préservé la monnaie, défendu la propriété, sauvé l'industrie, donné de l'élan au commerce.

Mais ce n'est pas le moment de défendre les économistes classiques ; rappelons seulement que tous ne sont pas les mécréants que l'on croit volontiers et, en définitive, qu'ils ne sont pas tous les économistes. Laissons de côté les polygraphes : Gonzague Truc, par exemple, auteur incroyant d'un livre sur le *Retour à la scholastique* et philosophe résolu des *Nouveaux barbares, ou* Henri Clouard qui écrivit cette chose féconde, *Pour une constitution de l'intelligence* ; limitons-nous aux économistes. Ils sont nombreux ceux dont on citerait les oeuvres à l'appui de la thèse de l'épiscopat américain. J'avais songé d'abord à les grouper depuis Charles Gide jusqu'aux derniers venus dans les chaires universitaires, Henri Truchy et Camille Perreau, en passant par Guillaume Roscher, Roger-W. Babson et le « prince des économistes », Alfred Marshall. Ils sont trop. Je retiens plutôt une page écrite pendant la guerre et qui paraît résumer les conclusions actuelles de la science économique :

« Nous croyons que le goudron est un roi plus puissant que le Kaiser, écrivait, en 1916, M. Jean Labadié. Cependant si, par le grossier militarisme qui la soutient, la puissance du Kaiser est parfaitement commensurable à celle de l'industrie et par conséquent du goudron, l'une et l'autre doivent plier devant la puissance divine de la loi morale. Nous comptons bien que la puissance du Kaiser pliera la première. Mais ensuite, l'âpre lutte pour la vie dans un libre-échange à outrance – idéal individualiste spencerien, avalisé en fait par la science économique officielle – devra *s'humaniser*, c'est-à-dire se moraliser.

« En d'autres termes, la science des rapports économiques est incomplète. Elle devra explicitement tenir compte des facteurs moraux, si elle veut devenir science exacte et si elle prétend, comme il faut le souhaiter, nous préserver de tout ce que le socialisme contient d'utopie pour nous faire bénéficier de ce qu'il a de généreux et de légitime. ...

« Cette économie politique morale que nous souhaitons, les événements ne vont-ils pas, d'ailleurs, l'imposer en raison de l'immense destruction des

richesses du fait de la guerre ? Et la guerre n'est-elle pas la faillite évidente du « laisser faire, laisser passer » ?

« Il est téméraire de vouloir approfondir ces vues, mais pourquoi le siècle qui s'ouvre ne serait-il pas celui des sciences morales exactes, de même que celui qui finit a été celui de la mécanique physique exacte ? »

Voilà tranchée la vieille querelle sur l'applicabilité de la doctrine économique. L'économiste doit-il mêler l'art à la science, et proclamer, outre ce qui est, ce qui devrait être ? En d'autres termes, l'économie politique est-elle une science sociale complète, ou une simple enfilade de vérités sans objet précis ? L'économiste pense et écrit pour l'homme. Il est inadmissible qu'il l'oublie.

d) Programmes antérieurs

[Retour à la table des matières](#)

Cette partie offre surtout un intérêt de comparaison et le plaisir de rechercher, dans les sept programmes analysés, les points qui ont retenu la sympathie des évêques et, jusqu'à un certain degré, entraîné leur adhésion.

Les évêques rejettent tout du « programme de reconstruction sociale » du parti travailliste anglais, attribué à Sidney Webb, et qui leur paraît le plus radical. Il réclame : un minimum de loisir, d'hygiène, d'éducation et de subsistance ; la nationalisation des industries, au moins des industries monopolisées ; le paiement par le capital de toutes les dépenses de guerre ; le retour de l'excédent de richesse à la collectivité, afin de promouvoir les arts, l'éducation, le bien-être des masses. Un seul mot d'appréciation ramène ce programme à son caractère socialiste.

Nous connaissons mieux les vues américaines. Les programmes de la *California State Federation of Labor*, de la *State Federation of Labor of Ohio* et, enfin, de la *Chicago Federation of Labor* préconisent des réformes vivement teintées d'étatisme : la prévention du chômage, la nationalisation — on ne dit pas encore, comme ailleurs, la syndicalisation — des capitaux et des services publics et même des « ressources naturelles foncières », l'imposition de lourdes taxes sur la richesse accumulée, la « confiscation de tout héritage à partir de cent mille dollars ». Des trois associations, la *Fédération du travail* de Chicago, qui a engendré le Parti travailliste indépendant, semble la plus avancée.

Ce sont des exigences extrêmes. Tout à côté, d'autres sont plus près de la modération : le salaire minimum, la journée de huit heures, l'assurance sociale sous toutes ses formes, la formation professionnelle ou la rééducation des démobilisés, la réduction du coût de la vie par l'action des sociétés coopératives. Sur ces questions, il peut y avoir accord au moins en principe. On a

comparé le programme des évêques américains à celui de la *Fédération américaine du travail*. Le rapprochement est sensible sur certains points ; sur d'autres—et c'est, on l'entend bien, l'État qui sépare davantage—l'entente demeure et veut être impossible. *La Nation* ne se gêne pas, au surplus, pour accorder la palme au programme catholique : *That a quartet of catholic clergymen should give the country stronger labor doctrine, more intelligibly presented and more persuasive, than the reconstruction committee of the American Federation of Labor, is the clue of the times.*

La déclaration patronale, faite par la *Convention of the National Chamber of Commerce*, le 6 décembre 1918, étonne plutôt les évêques par ses réticences. Elle invoque bien le témoignage de Rockefeller mais elle recule devant l'application des principes qu'il énonce, notamment : la nécessité d'un effort social aussi prononcé que l'effort industriel, un salaire et des heures raisonnables, des conditions décentes d'hygiène et de logement, un loisir intelligent, la culture par l'éducation. Elle s'arrête à discuter affaires, à exiger la diminution de l'impôt, à défendre la liberté des monopoles. Exemple de plus en plus rare d'impardonnable insouciance devant la réalité.

Plus éveillés, plus préoccupés d'humanité sont les vingt patrons *Quakers* d'Angleterre. Ils ont à coup sûr exercé une influence sur les évêques américains, qui apprécient leur initiative en ces termes : ce document renferme « la définition la plus précise et la plus large que nous devions à la classe des industriels touchant la reconstruction ». Ils reconnaissent le droit d'association, le contrat collectif, le salaire familial, la participation de l'ouvrier à la conduite « industrielle » de l'usine. Ils réclament mieux encore que les simples mesures d'hygiène et de salubrité, accordées par toutes les législations préoccupées de la sauvegarde de la race et de la morale. Ils concèdent la diminution du dividende et la remise à la collectivité d'une part des bénéfices. Ils concluent : « Nous demandons à tous les patrons de considérer attentivement si leur train de vie et leurs dépenses sont strictement en harmonie avec les nécessités de leur situation sociale. Rupture d'équilibre sur ce point constitue perte sèche, et occasionne, au surplus, de regrettables divisions intestines. » C'est parler sagesse. Pourquoi penser que la question sociale n'a qu'un aspect ? Elle résulte de la rémunération du travail et de la marge du profit.

À ces énoncés s'ajoute, en couronnement, une synthèse religieuse : l'opinion de l'*Interdenominational Conference of Social Service Unions*, qui réunit dix groupes d'adeptes et où les catholiques figurent. Ce programme s'élargit jusqu'à cette vérité de base que le christianisme apporte à la solution des problèmes sociaux des directives essentielles, en ceci particulièrement qu'il sanctionne l'intangible suprématie morale de l'homme. Le travailleur doit recevoir un salaire pour vivre, goûter un juste repos, habiter un logis sain ; être gardé du chômage, prendre même une part à l'orientation de l'industrie, être instruit au triple point de vue de la religion, de la morale et de l'esprit, être protégé contre les influences de milieu qui restreignent les forces vives de la race ; il doit aussi respecter les autres à son égal, accepter la loi fondamentale du travail, conserver dans toute sa pureté, dans toute sa valeur, le lien familial. Ce programme a, en outre, un mérite que prisent fort les évêques, celui d'être pratique, de n'être pas, comme tant d'autres, « d'un caractère abstrait, plat et

anodin ». Aux formules théoriques, il joint les moyens de réalisation. Il prêche et fonde.

e) Solutions positives

[Retour à la table des matières](#)

Être pratique, c'est l'intention des évêques. Ils le disent et le redisent. Fût-ce en rognant sur les généralités, car ils n'espèrent pas tout embrasser, ils ne veulent pas perdre de temps : ils proposent des remèdes qui sont d'application immédiate. Ils font un clair et « impérieux appel à l'action ». Ils ramènent à des limites nettes le sens du mot reconstruction, titre de leur oeuvre, mot dont tant d'auteurs ont abusé sans qu'on sache ce qu'ils ont voulu dire. Ils touchent les points faibles de notre régime, dégagent les réformes à entreprendre d'abord, et parent au plus pressant. Leur programme est donc *surtout économique et social*, et c'est bien ainsi qu'en ont jugé les revues et les journaux américains, y compris la catholique *America*.

Ils rattachent leur programme à la guerre, au grand acte qui venait de s'achever et qui a laissé des traces si marquées. Ils entendent conserver les organes administratifs créés pendant les hostilités, comme le *National War Labor Board* qui a prévenu des grèves, obtenu de justes salaires, admis le bien-fondé de l'association, encouragé les pourparlers entre patrons et ouvriers, préservé la liberté du travail en écartant les pressions des syndiqués. Ils maintiennent les mesures législatives, comme les pensions aux soldats, qui ont déjà subi l'épreuve du temps. Ils y rattachent la colonisation des terres neuves ou libres par les retours du front et les matelots munis d'un capital d'exploitation, mais à la condition qu'elle soit dirigée par des groupements plutôt que par des individus. Elle utiliserait des hommes, grossirait la classe des propriétaires, donnerait une impulsion à la production agricole qui constitue un des plus sûrs moyens d'amoindrir le coût de la vie. L'État devrait donc pousser cette initiative, « une des plus bienfaisantes » qui soient.

Comme dans tous les documents de ce genre, les paragraphes du programme se suivent sans trop d'ordre et chevauchent un peu, distingués seulement par des titres d'un point plus accentué. Pour ramener à un alignement méthodique la suite des desiderata, appliquons à la déclaration des évêques les divisions d'un cours sur les questions ouvrières.

I. *Le placement et l'apprentissage*. – La guerre, ici encore, a créé . Le Bureau officiel de placement devrait être maintenu, afin que son action bienfaisante se fasse sentir contre la menace, toujours ouverte, du chômage. L'accord est fait sur ce point un peu partout. On admet l'avantage des Bourses du travail (*Labour Exchanges*) constituées sur le modèle anglais et chargées

de coordonner – surtout dans nos pays immenses et divers – les offres et les demandes. Au Canada, c'est chose faite.

Pour l'apprentissage, si désirable, si difficile pourtant à instituer et pour des raisons nombreuses qui tiennent à la vie même et à ses exigences hâtives, les évêques conseillent, avec d'autres, l'enseignement professionnel, bien compris, et multiplié. Mais cet enseignement ne nuira pas à l'éducation. C'est une condition posée par les auteurs, qui ajoutent – la phrase vaut d'être détachée, venant d'Américains : – « Une saine démocratie ne peut tolérer une formation purement technique ou commerciale pour aucune catégorie de ses citoyens. » Littéraires invétérés que nous sommes, comment n'applaudirions-nous pas ? L'instruction vraie est double : elle prépare à la pensée et à la tâche. Une seconde réticence jette une nuance assez vive : l'apprentissage ne doit amoindrir en rien l'école paroissiale ni l'école privée. « Au contraire, poursuivent les éminents signataires, nous réclamons que les avantages d'un pareil entraînement industriel s'étendent à toutes les écoles privées qualifiées tout aussi bien qu'aux écoles publiques. Nous ne voulons pas de divisions de classes en matière d'éducation, non plus que du monopole de l'État sur l'enseignement. » Voilà qui est formel et mérite d'être retenu. Aussi bien, le passage est-il souligné dans la traduction de la *Ligue de ralliement français en Amérique*. Dans le texte anglais, non.

II. *La réglementation du travail*. – Les évêques admettent l'intervention de la loi en vue de réglementer et de protéger le travail d'usine. D'abord, pour sauvegarder la salubrité des ateliers par l'application des mesures d'hygiène, si nécessaires à l'accomplissement de la tâche ouvrière ; puis, pour interdire ou pour réduire le travail des enfants ou des femmes. Quelques États américains ont commencé à écarter l'enfance du dangereux régime de la fabrique ; les autres y viendront, éclairés par l'opinion. Les évêques vont plus loin que la Conférence internationale de Washington, et, comme la *Fédération américaine du travail*, ils demandent que les enfants de moins de seize ans ne soient pas admis à la manufacture. Au besoin, un impôt de dix pour cent frapperait les produits fabriqués par des enfants. Les femmes, contraintes au travail pendant la guerre, ont donné un bel exemple d'endurance et de vigueur ; mais il est des tâches que leur constitution et leur dignité ne leur permettent pas d'assumer toujours. Le retour des soldats à la vie civile, la répartition de la main-d'œuvre par l'action concertée des bureaux de placement ont donné à nombre de femmes le loisir de renoncer aux fonctions pénibles de certaines industries pour rester, tout simplement, gardiennes du foyer.

III. *Le salaire*. – Le contrat de travail est conclu, auquel les évêques ne s'arrêtent guère : à peine une ou deux allusions. Il fait naître des obligations. De la part du patron, il entraîne le paiement d'un salaire. Nous touchons à l'une des parties les plus neuves et les plus captivantes du programme.

Les évêques consacrent de leur autorité trois principes déjà formulés par des économistes et des sociologues à la suite de longs débats : ils acceptent le salaire minimum, le salaire familial, et, pour l'ouvrière, l'axiome : à travail

égal, salaire égal. Qu'est-ce à dire ? Ces mots sont plus vite écrits que définis. Il sied de préciser chacune de ces revendications.

Il semble être dans la pensée des évêques que le salaire minimum soit un salaire familial. N'est-ce pas ce qui découle du passage où, après avoir constaté le succès grandissant du minimum de salaire fixé par la législation, les auteurs affirment que « les différents États devraient passer *des lois* à l'effet d'établir une échelle de salaires qui soient *au moins suffisants pour assurer l'honnête subsistance de la famille, dans les cas d'adultes mâles, et, dans les cas des femmes, suffisant pour que chacune puisse vivre convenablement ?* » Les évêques ne vont pas au-delà de ce désir. Ils ne recherchent pas si le salaire familial sera d'application difficile, si, notamment, la diversité des familles n'entravera pas la fixation d'un salaire type, ou s'il n'y aurait pas lieu d'établir un sursalaire. Ils n'ont, pour l'instant, qu'une préoccupation : épouser la doctrine de ceux qui croient que, en principe, le travailleur et les siens doivent vivre.

Vivre : ce même mot est appliqué aux femmes, dans la phrase qui suit, d'une singulière portée : « Dans le commencement, le minimum de gages pour les femmes ouvrières devrait être en harmonie avec les besoins actuels de la famille et ces gages devraient être haussés graduellement de façon qu'ils puissent répondre à ses besoins futurs, c'est-à-dire qu'ils devraient en fin de compte être assez considérables pour permettre à l'ouvrière d'économiser autant qu'il est nécessaire pour la protéger, elle et sa famille, contre la maladie, les accidents, les infirmités, la vieillesse. »

IV. *Le salaire et le coût de la vie.* – Le salaire nominal, c'est-à-dire la somme que touche l'ouvrier, reçoit sa juste mesure du coût de la vie. C'est le salaire réel qui compte, déterminé par le nombre d'objets que représente en définitive le montant versé au travailleur. Le prix des choses étend ou limite le pouvoir d'achat. Que le salaire double, si le coût de l'existence triple du même coup, il n'y a rien de fait.

Or, depuis la guerre, les prix ont augmenté. L'État a bien cherché à établir ici et là un maximum, à arrêter la hausse par une intervention législative ; mais il a dû renoncer à cette politique que d'ailleurs les évêques réprouvent. Une action contre les « pratiques tortueuses » des monopoles, au besoin la concurrence de l'État contre les trusts – question à être étudiée –, la réglementation de la vente des produits nécessaires, l'établissement d'un impôt sur les bénéfices exorbitants : toutes ces mesures agiraient mieux que l'action directe du Gouvernement sur les prix. Il suffit de reconnaître que celui qui arrive à vaincre ses concurrents n'a pas le droit d'extorquer des consommateurs un injuste profit : tout au plus consentira-t-on que celui qui fait preuve d'un talent, d'une activité, d'une « efficacité » hors pair, reçoive une rémunération plus forte.

Revenons à l'ouvrier. Notre régime économique, celui d'avant-guerre tout au moins, pêche par plusieurs côtés. Il réserve, en particulier, des revenus insuffisants à « la grande majorité des salariés ». Le travail n'est pas suffisamment rémunéré. Selon Lauck et Sydenstricker, dont les évêques invoquent le témoignage, « les quatre-cinquièmes des chefs de famille gagnaient moins de

huit cents dollars avant 1914, tandis que les deux-tiers des femmes travaillant à gages ne touchaient pas quatre cents dollars ». Quoi qu'il en soit de ces proportions, que nous ne pouvons pas vérifier, les budgets ouvriers d'avant-guerre montrent que le salaire de nombreux travailleurs, encore que suffisant pour leur permettre d'exister, était loin de leur apporter toutes les satisfactions. L'alimentation, le vêtement et le logement absorbaient une très large part du revenu : il ne restait souvent rien pour assurer un intelligent loisir, sinon même pour parer à des besoins qui sont aussi importants que la nourriture.

Depuis la guerre, la situation s'est modifiée : les ouvriers ont touché davantage. En principe, pensent les évêques, il serait de saine économie de maintenir la plupart des salaires au point où la guerre les a portés, même si le prix des choses diminuait. Cela paraîtra hardi aujourd'hui que l'on s'apprête, pour amoindrir les effets de la crise, à fermer les usines et à couper les salaires. N'allons pas trop vite. Répétons d'abord que la question sociale est, surtout, une question de bénéfice et que l'ouvrier ne doit pas porter seul le poids de sa solution. Observons encore que le salaire n'est pas, autant qu'on veut le faire croire, un élément de cherté ; qu'il doit être élevé si l'on exige du travail plein rendement ; que l'intervention du machinisme, l'organisation méthodique de l'usine, l'invention et la recherche scientifique peuvent donner un essor nouveau à la production et laisser à l'ouvrier une part assez considérable, un revenu qui agira, par les consommations individuelles, sur la prospérité générale. Que dire surtout du travail intellectuel, victime de la guerre ? La question sociale s'est déplacée au cours des hostilités. L'homme de profession, le technicien souvent, l'employé de commerce, le rentier ont connu la misère. Et pourtant, que deviendrait la plus orgueilleuse production sans l'intelligence ? Est-ce la matière inerte qui nous a donné le progrès ?

Enfin, où serait le mal si l'ouvrier recevait un peu plus que la stricte justice enfermée dans le salaire consenti par le patron ? Vivre ; que contient ce mot ? Est-ce seulement exister ? La pensée de Gounod : « Ne confondez jamais l'existence avec la vie » n'a-t-elle pas un sens profond, ne trouve-t-elle pas une application heureuse en ce point même ? Recevoir de quoi exister, est-ce toujours, comme s'expriment les évêques, « pleine mesure de justice » ? N'est-ce pas plutôt, comme disent encore tous les théoriciens du catholicisme social, « un minimum de justice » ? Croit-on que tout est bien quand l'ouvrier a sué sa tâche et mangé son pain ? N'y a-t-il pas place pour le repos et le loisir, un repos physique et moral, un loisir occupé par l'art ? A quoi serviraient les savantes économies du monde sans cette ultime réalisation, où l'âme et l'esprit trouveront les vraies satisfactions de l'être humain ? Que celui qui a respiré l'atmosphère de la fabrique, et observé l'effort qu'impose la division du travail, réponde. L'industrie et l'ouvrier ont droit à la vie : voilà la conciliation nécessaire, que l'avenir rendra possible.

V. *Les assurances sociales*. – L'assurance constitue un de ces besoins secondaires auxquels le salaire normal devrait pourvoir. Les évêques n'acceptent l'assurance d'État que comme « un moindre mal », moyen de transition vers un régime de liberté. L'industrie assumera plus tard le fardeau des assurances sociales, comme elle a pris à son compte les indemnités en cas d'accidents de travail. L'aide de l'État ne sera qu'une mesure provisoire et,

d'ailleurs, peu considérable. L'ouvrier qui reçoit un salaire tout juste suffisant pour faire vivre sa famille ne saurait être tenu de prélever sur son budget une contribution aux fonds d'assurance. L'idéal serait que le travailleur, de son plein gré et sans atteinte à sa dignité, tirât de son labeur une rémunération suffisante « à tous ses besoins, à toutes les exigences de sa vie présente et à venir ». En attendant, les cliniques – gratuites seulement pour les plus pauvres – et l'inspection médicale des écoles allégeront les maux qui s'abattent sur ceux que la fortune ignore ; et la construction de *logements ouvriers*, entreprise dans plusieurs villes par l'État américain, sera continuée afin d'écarter des centres surpeuplés les dangers les plus graves qu'une société ait à redouter.

VI. *La coopération et la participation*. – La coopération et la participation – dans toutes les acceptions de ce mot – aideront l'ouvrier à se constituer un revenu plus large.

Pour réduire le coût de la vie et augmenter le salaire réel, les évêques conseillent de développer la coopération de consommation, la grande réussite de l'Angleterre et de l'Écosse, étendue récemment à l'Empire. Ils y voient une école où le peuple acquerra, avec la connaissance des affaires, le goût et l'esprit de l'épargne et la compréhension du devoir social.

La participation sous toutes ses formes tente d'ajouter au salaire : qu'elle soit un partage des bénéfices, opération qui n'est pas toujours facile ni fructueuse, ou qu'elle fasse de l'ouvrier un associé par l'actionnariat. Ces deux manifestations économiques, encore que récentes, ne sont qu'un début. Nous assistons à une participation plus complète, non plus réduite à la répartition des profits mais poussée jusqu'à la surveillance, sinon même jusqu'à la direction des entreprises. Est-ce la fin ? Verrons-nous demain le salariat disparaître ? Je ne le crois pas. Mais les évêques nous assurent que cette disparition ne signifierait pas nécessairement la mainmise de l'État sur les instruments de production. Dieu les entende !

f) Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Un paragraphe, que les traducteurs français ont biffé, résume le programme des évêques américains et révèle son unité. Le régime actuel de l'économie mondiale porte trois vices fondamentaux : a) une perte marquée dans le domaine de la production et de la circulation des richesses ; b) une insuffisance de revenu pour le plus grand nombre des travailleurs ; c) une exagération du bénéfice – *unnecessary large* – touché par une minorité de capitalistes privilégiés. Toutes les réformes réclamées par les évêques visent à supprimer ces inharmonies. La coopération, l'actionnariat, la participation de l'ouvrier à

la conduite des entreprises diminueront les pertes et rétabliront l'efficacité du travail. Le salaire familial, permettant d'exister et de vivre, apportera à l'ouvrier, avec l'assurance du bien-être et du loisir, la satisfaction de la justice mieux respectée. La réglementation des monopoles et l'impôt, sinon la volonté mieux éclairée des capitalistes, restreindront les profits exagérés.

Ce programme est un beau témoignage. Rédigé dans un moment d'exceptionnelle gravité, il est bref et décisif, car, pour faire oeuvre réalisable, les auteurs ont coupé au plus court vers des solutions. Certains eussent désiré un peu plus de doctrine ; et l'on a même reproché aux commentateurs de n'en avoir pas fait à la place des évêques. Sans doute eût-il été excellent d'insister sur l'interdépendance des forces productives, le droit d'association et le fait de grève, le contrat collectif. Cependant, ceux qui ont lu et médité ce document se sont rendu compte, à l'analyse, que les évêques ont touché à tout, d'un mot souvent, d'un paragraphe parfois, mais à tout. C'est leur volonté d'être acceptés par l'opinion qui les a guidés. Et puis, l'Encyclique *Rerum novarum* —dont ils ne citent qu'un passage, qui sert à articuler leur programme au grand énoncé doctrinal de Léon XIII —leur tient lieu d'admirable préface.

C'est même ce qui nous intéresse davantage, ces vérités d'ordre pratique, tranchées dans le sens de la tradition et en vue des besoins de l'heure. Vérités qui ne sont pas neuves, si des sociologues les ont énoncées déjà ; mais que l'on se réjouit de voir passer dans une affirmation dégagée désormais de la controverse, des discussions spéculatives, et revêtue, - c'est un point essentiel - d'une incontestable autorité. Le public américain ne s'y est pas trompé, qui a sitôt compris la portée de l'enseignement des évêques ainsi placé à côté de celui des groupements sociaux avancés. Nous le savons : la Nation y reconnaît même la plus forte pensée exprimée de nos jours sur la question sociale. La phrase est bien américaine et ne concerne que les États-Unis, mais elle est quand même significative.

D'un autre côté, comme la même revue affirme qu'un socialiste serait satisfait de la déclaration signée par l'épiscopat américain, on peut se demander, avec ceux qui ont manifesté des craintes à ce sujet, si le programme n'est pas trop étatiste. Il veut ne pas l'être, même dans les termes ; et on y rencontre une vive insistance pour qu'il ne le soit pas. Il se borne à un interventionnisme prudent, même soupçonneux. Les évêques écartent la nationalisation et proclament la propriété ; ils préconisent l'assurance sociale mais à leur cœur défendant ; ils rejettent le monopole officiel de l'instruction ; ils redoutent comme un étouffement la bureaucratie socialiste ; ils croient à la persistance du salariat ; même en matière économique, ils demandent que le Gouvernement renonce à ses procédés de guerre.

Ce programme est vigoureux. Il pousse jusqu'au bout la logique du principe moral, qu'il rétablit dans l'ensemble de l'économie. C'est, à mes yeux, son plus grand mérite. Il exige que l'on superpose aux lois de l'économie naturelle les lois d'humanité : justice dans la répartition des biens par le salaire familial ; justice dans la circulation par la conscience exigée de l'échangiste ; justice dans la production, par un partage équitable des responsabilités ; justice dans la consommation par l'action régulatrice des impôts ; proclamation de la valeur de l'être humain ; affirmation du rôle final de la richesse, confiée

pour le bien à celui qui l'accumule ; proclamation d'une saine et légitime liberté.

On le trouvera idéal : il n'est peut-être que lointain. C'est peu à peu qu'il s'appliquera, idée par idée. Attendons, et gardons-le en cerveau. La journée de huit heures remonte à Philippe II d'Espagne, elle fut reconnue en Australie en 1856, elle ne s'est généralisée qu'en 1919. Le saint-simonisme économique, rêve de 1818, est devenue pour une bonne part réalité. Combien d'années le comte de Mun a-t-il clamé les vérités que les lois de son pays ont fini par sanctionner ? Le programme des *Chevaliers du travail* de 1888 a dû paraître bien osé, à notre population, peut-être même révolutionnaire : il est passé dans nos habitudes, nous le vivons aujourd'hui.

Les évêques ont voulu, dans une minute d'angoisse où savoir était le premier des biens, nous affermir ; nous dire la réponse à faire à ceux qui nous interrogent et qui se targuent de n'être pas de purs théoriciens ; nous tracer la limite de notre sécurité, nous permettre de parler haut à côté de ceux qui ont renoncé à toute hésitation ; nous préparer pour les luttes à venir en nous donnant une arme de bon combat et l'appui d'une doctrine.

Troisième partie : Pour l'action sociale

II

Le rôle social des universités

[Retour à la table des matières](#)

Les universités, en formant l'élite, répandent dans les masses les vérités morales et scientifiques dont elles ont la garde.

Depuis leur fondation, sans pousser aux spécialisations que notre temps réclame, elles avaient préparé des hommes cultivés qui s'adaptaient à une fonction, grâce aux idées générales. Les hommes de profession devenaient des spécialistes au prix d'une longue expérience. De grands philosophes, des juristes fameux, des politiques de renom, des savants, d'innombrables artistes et techniciens, se sont ainsi façonnés. Cette formule n'était pas aussi mauvaise qu'on le croirait volontiers de nos jours, où la culture est réduite, sinon menacée. Le spécialiste apportait à la société, avec ses talents d'exécution et ses procédés de mise en oeuvre, le bienfait de sa pensée et de son activité sociale.

Au cours du XIXe siècle, les événements ont donné aux universités une orientation nouvelle. L'un des faits les plus marquants de l'histoire, la révolution issue des progrès de l'industrie anglaise, a provoqué le mouvement

économique qui caractérise notre époque. On s'est rendu compte que l'industrie et le commerce ont besoin d'un régime scientifique, que la supériorité de certains peuples est due à des qualités natives décuplées par un enseignement approprié qui devient une discipline. La science, qui avait déjà quitté ses hauteurs et ses rêveries pour le laboratoire, pénétra dans les universités et jusque dans les plus anciennes. Les écoles professionnelles et techniques enseignèrent l'art du négoce, les affaires, l'aménagement des usines et même les métiers. Tout devint scientifique, peut-être à l'excès. On demanda à l'enseignement les clefs du succès immédiat, voulant être pratique avant tout, faire vite et en quantité. On résolut surtout, d'accélérer le progrès sans s'arrêter à en peser les conséquences. L'essor économique masqua les réactions sociales. L'énergie créatrice enfiévrâ le monde.

Ce temps, grandi par la science, en était venu toutefois, par habitude du merveilleux quotidien, à oublier l'importance de la fonction scientifique dans l'entreprise. Longtemps les doctrines officielles n'ont admis que les trois traditionnels facteurs de la production : la nature, le capital et le travail. Et encore ! Du capital intellectuel, accumulé par des siècles de réserve, on ne disait rien ; et le travail, mal défini, ne signifiait guère que l'effort d'exécution. L'invention et la direction occupaient peu de place dans les traités. Heureusement on revient de ces erreurs de début, de ces omissions par défaut d'analyse. L'intelligence regagne ses droits. Des économistes, abandonnant les théories rebattues, ont insisté sur l'importance économique de la science. La pensée asservit les forces naturelles et engendre la civilisation. La conception, l'administration, la mise en oeuvre, la permanence des entreprises modernes résultent d'abord de l'intelligence : il n'est pas un travail manuel qui s'accomplisse sans la raison et la volonté.

La guerre nous a conduits à d'autres constatations et a fait naître, dans le domaine de l'enseignement, des préoccupations d'un ordre encore plus élevé. N'est-il pas significatif que le Congrès des Universités de l'Empire ait porté à son programme, en 1921, le civisme, la politique et la sociologie ?

Les sociétés humaines ont été profondément remuées par la tourmente. Dans la sphère politique, les solutions de paix n'ont pas encore acquis l'absolue solidité. Les peuples s'inquiètent et s'agitent. Les relations internationales n'ont pas subi la soudure définitive. On sent que les problèmes révélés par la guerre exigent une reprise. D'un autre côté, la question sociale s'avive. Ces craintes nous reportent vers le citoyen, agent des lendemains. Devant l'anxiété générale, les universités ne sauraient rester indifférentes. De fait, elles n'ont pas attendu ce moment pour tracer aux peuples une ligne de conduite. Elles ont posé des oeuvres et formulé des doctrines. Depuis la paix surtout, elles ont agi.

a) Le civisme

[Retour à la table des matières](#)

Plus que jamais la nation réclame des citoyens, des hommes qui se plient à l'ensemble du devoir social. Les complexités et les dangers de notre civilisation où la recherche du bien-être et de la fortune prédomine, l'égalité politique et l'accession du peuple à la conduite des affaires publiques, les répercussions du développement économique qui a engendré de nouvelles misères et atteint l'homme dans sa vitalité ; tout cela, joint à un égoïsme tenace, exige que les membres de la communauté s'unissent pour arrêter les excès, remédier aux maux, sauvegarder le principe moral de la société.

Venues des siècles passés, les idées qui ont tendu à la libération de l'individu, à la satisfaction de ses désirs, à l'exaltation de sa force, ont, dans un milieu que les découvertes scientifiques avaient merveilleusement préparé, joué le rôle de catalyseurs : autour d'elles s'est constitué notre régime social. L'intérêt personnel a été proclamé le grand mobile de l'action ; et le monde a été livré à une concurrence effrénée où la victoire devait rester au mieux organisé. L'enseignement a donc visé à former des hommes actifs, armés pour l'existence. Nos universités ont ainsi livré à la société un nombre de plus en plus considérable de spécialistes.

Ce n'est pas un tort. On peut répéter de l'intérêt personnel, de l'individualisme, du sens pratique, de la spécialisation, ce que le vieil Ésope disait de la langue : ce sont de bonnes et de mauvaises choses tout à la fois ; et si elle sont ainsi, c'est qu'il est confié à l'homme de les réaliser. L'étendue des connaissances humaines justifie la spécialisation. Le dilettantisme démissionne. La compétence, qui ne s'acquiert que par des études approfondies, est la consolante rançon du progrès scientifique. Tout s'apprend. Non seulement la profession compliquée qui n'accepte de maître qu'après des années d'une sévère fréquentation ; mais aussi le plus humble métier.

L'enseignement professionnel, inauguré au siècle dernier, reste nécessaire. Partout la recherche scientifique le complète, afin de pallier, par une utilisation rationnelle des forces, aux modifications apportées dans le régime des ateliers par la législation ouvrière. À ce point de vue, l'effort commencé exige une poursuite logique.

La spécialisation qui n'est, ainsi considérée, que l'application sociale du principe de la division des tâches, dégagé par Adam Smith dès les premières pages de la *Richesse des Nations*, ne doit être ni exclusive, ni hâtive. Ce fut l'erreur de notre époque de l'isoler, en quelque sorte, et de lui demander toutes les solutions. Ainsi dépouillée, elle ne laisse voir que les ressorts d'une admirable mécanique, propre à un seul service, incapable d'une généralisation. L'expérience est faite, et ceux-là même qui revendiquent, avec le plus d'insis-

tance, la formation par l'enseignement scientifique admettent que la seule préoccupation du métier, que la spécialisation recroquevillée, tapie en elle-même, ne saurait conduire au civisme et, c'est l'expression de l'un d'eux, faire éclore une seule vertu.

La spécialisation sera précédée et accompagnée de la culture générale si l'on veut, dès le collège, préparer des citoyens, répandre la morale civique qui n'est que la floraison de la morale tout court, assurer le rayonnement de l'élite. Certes, l'homme qui connaît son métier, qui possède à fond les moyens d'action de sa profession, sert son pays, à sa place. Dans l'addition finale, il est une unité qui a sa valeur, un élément précieux. Mais une exécution parfaite suffit-elle ? L'habileté tient-elle lieu de conscience ? L'instruction doit préparer à la vie, dit-on de tous côtés ; et, déjà en 1895, Brunetière s'insurgeait contre ce que cache d'étroit et d'utilitaire une telle affirmation. L'instruction préparera à la vie, mais à toute la vie. Et cela veut dire qu'elle sera sociale. L'élite n'est pas faite seulement d'instruments. Elle sait et elle sert. Elle reçoit une seconde fonction qui s'ajoute à la fonction professionnelle ; et c'est la fonction civique. Aujourd'hui surtout que la société regarde vers les hauteurs pour scruter ses chefs prochains, l'enseignement secondaire ou supérieur doit y penser.

Tout le monde est appelé au civisme. « Si vous aimez votre pays, faites-lui, en votre personne, le cadeau d'un bon citoyen. » Cette pensée d'un Ancien marque quel cas on faisait autrefois du citoyen et la part que l'on donnait à la formation de son caractère. Le civisme est le service social et, comme le service militaire, il est un résultat plutôt qu'une formule, s'il naît d'un entraînement commun, d'une discipline partagée. L'éducation y pourvoit déjà dans la famille et le milieu d'exemple où s'arrête le regard de l'enfant. Mais la famille est à l'image de ses chefs, et le milieu est composé de générations successives. Vainement attendrons-nous de ces chefs et de ces générations quelque chose de sérieux, s'ils n'ont pas été imprégnés des principes qui font les hommes. On revient donc sans cesse à cet énoncé fondamental : le civisme est comme une radio-activité morale qui provient d'énergies latentes déposées dans l'intimité du cœur. Les ordonnances empiriques, les raisonnements utilitaires, les tentatives d'occasion, les redressements partiels, les commandements tardifs, tout cela n'est qu'artifice. La vie est dans les âmes.

Qu'est-ce donc qui nous donnera, au-delà de la famille et de l'école primaire où ces pensées gardent la même valeur, la culture propice à l'éclosion du civisme ? – L'humanisme total, fait de lettres, de sciences et, surtout, de philosophie. Longtemps les éducateurs ont été divisés sur ce point. Les tenants de l'instruction scientifique reprochaient aux littérateurs et aux historiens d'en être restés au XIII^e siècle ; et les littéraires plaignaient les scientifiques de ne vouloir être que de leur temps. L'expérience paraît avoir apaisé les esprits. On revient partout au foyer des humanités, entretenu en Angleterre même, sous les voûtes d'Oxford, comme aux époques lointaines les Romains préservaient le feu sacré, symbole de la transmission de la vie. Les Canadiens français n'y ont jamais renoncé.

Les lettres apportent à l'homme moderne, sollicité par mille distractions et dominé par le désir des réalisations rapides, le merveilleux contrepois de la pensée des siècles. On parle avec effusion des richesses naturelles, des

fécondités de la terre, des mines inépuisables, des forêts que l'homme pressé décapite, des chutes d'eau où des millions de forces passent comme un frisson. Compréhensible fascination. Mais les humanités sont des richesses naturelles pour l'intellect humain. Bien pauvre praticien qui se refuserait à les exploiter. Elles nous apportent la sagesse du temps. Elles sont comme une réflexion ininterrompue que notre intelligence reprend et poursuit. Elles préparent à comprendre. Elles dirigent vers l'action. Elles adaptent. Ce n'est pas tout, si elles nous apportent encore le culte de l'expression et la résolution de la beauté. Et nul ne niera que nous n'en ayons besoin pour sauver notre civilisation tristement uniformisée par la machine, enivrée des conquêtes palpables. Conservons donc les humanités classiques comme nous conservons le radium péniblement arraché à des tonnes de matière.

Les lettres trouvent dans les sciences un complément nécessaire. Celles-ci ont pour elles l'actualité, ce qui est quelque chose ; elles tendent vers la vérité, ce qui est mieux. Elles conseillent l'observation méthodique, la modération, la suite des idées et la juste appréciation des faits. Elles n'ont pas la sécheresse que le vulgaire redoute volontiers, si elles ont comme imagination l'hypothèse, comme raison un scepticisme sans cesse renouvelé, comme volonté une règle sévère dans la recherche, comme sentiment une irréductible patience. Elles ont un passé qui, s'ajoutant heureusement à celui des lettres, offre à l'étudiant l'histoire du progrès humain et la victorieuse expérience du labeur.

Ce sont déjà de belles leçons. Seules, elles conduiraient au mandarinisme. Il serait vain de réciter des règles de grammaire et des généalogies comme d'accumuler des nomenclatures ou la série des réactions chimiques. L'enseignement vit par la philosophie, par la synthèse qui devient une doctrine inspiratrice de nos actes. La philosophie, nourrie de tradition, n'éprouve pas de surprise devant le progrès si elle en est l'origine et la continuité. Spéculation de l'esprit, elle domine, dirige et ordonne. Le professeur bâtit sur cette large base, la seule qui vaille et qui résiste. Pour pétrir des caractères, camper des types, il saura, à propos d'une pensée ou d'un fait, dégager les éléments qui conduisent à ce que les anciens appelaient si noblement la vertu, et montrer que la stabilité des sociétés repose sur des vérités transcendantes, fondées divinement, auxquelles la science même, interprétée comme elle doit l'être, conseille d'obéir.

On a dit que l'on ne pouvait pas philosopher sur le carré de l'hypothénuse ou sur « les doublets dans la langue française ». Je n'en crois rien. Tout dans l'enseignement est prétexte à formation. Le phénomène n'est jamais isolé : il est lourd de certitude ou d'hypothèse, il éveille toujours l'idée qui l'a déterminé et rattache ainsi l'universel raisonnement. Il y a des directives dans tout : il suffit de les faire jaillir par la comparaison. Ainsi l'enseignement classique atteint son efficacité et devient pratique.

Voilà la véritable préparation à la vie. Je ne songe ici qu'à l'élite qui sortira de nos universités, à l'élite que les langues, saxonnes et latines, désignent par un mot qui veut dire triage, élection. Je sais les intéressants efforts que l'on a tentés pour enseigner le civisme dès le *high-school*. J'applaudis aussi au projet d'utiliser, dès le collège, l'histoire et la géographie à des fins sociales ; et à celui d'organiser dans les classes de philosophie un cours d'économie politique ; mais je me préoccupe, avant tout, d'atteindre les meilleurs fondements

de la citoyenneté, sans quoi s'effondreraient bientôt les échafaudages les plus savants. Les lettres révèlent le recueillement de l'humanité et les sciences manifestent l'épanouissement de ses forces productrices. Confondues dans une *philosophie doctrinale*, ces deux puissances sont déjà de l'action. L'homme cultivé trouvera en lui-même la raison de s'y soumettre et de se sacrifier. C'est le civisme.

Cette formation, qui tend à faire des responsables, paraît frivole ou inutile si l'on ne prend garde qu'à ses moyens. A quoi bon lire une page de poète ou connaître l'histoire d'une défaite ? Et que servira à l'avocat de discerner les éléments d'une cellule ? Mais à la prendre toute, à la juger dans ses fruits, on demeure émerveillé. Le jeune homme qui la possède est mûr pour la spécialisation. Comme en biologie l'individu se constitue par la différenciation d'éléments d'abord semblables, il peut s'élancer et réussir. Il ne cristallise pas. Il a reçu un passe-partout de modèle uniforme, mais distinct pourtant par quelque trait plus enfoncé, qui lui permettra d'ouvrir les portes donnant sur toutes les carrières.

C'est un fait qu'affirment de nombreux témoignages, venus des pays les plus pratiques, comme des nations les plus idéalistes. C'est un fait que la guerre a scellé. Si la science a triomphé, c'est qu'elle fut guidée par la raison et mue par le sentiment. Là où la partie paraissait perdue, l'invention et la méditation reconstituaient la victoire. Vous connaissez le mot de Foch : « Pendant que Ludendorff déployait sa stratégie, je philosophais. »

b) La politique

[Retour à la table des matières](#)

La culture générale conduit au seuil de la profession. Poussant plus loin ses enseignements, l'Université offre à ses étudiants le champ des spécialités. Quelques-uns choisissent l'art du politique ou la mission du praticien social : deux spécialisations relativement récentes.

L'attitude séculaire d'Oxford prouve qu'il n'est pas indispensable, pour former un citoyen à l'esprit ouvert et au tempérament généreux, de le diriger vers des études strictement appropriées. Le classicisme pur, bien utilisé, préparera les *educated citizens of an imperial democracy, fit for the duties of leadership in public life*, comme le remarque un *fellow* de Balliol Collège. Ces citoyens auront la curiosité des problèmes actuels et le souci du bien public parce qu'ils auront médité sur les perpétuels recommencements qui révèlent, à travers les histoires, la persistance du sentiment humain. Dès le collège, et dans les clubs, ils ont pu d'ailleurs exercer leur dialectique et entrevoir leur carrière active.

Mais des écoles de sciences politiques et de sciences sociales ont été organisées. Au lendemain de 1870, et dans le dessein de donner à la France un moyen de relèvement rapide et de lui assurer un élément de prestige pour l'avenir, Émile Boutmy fondait à Paris *l'École libre des Sciences politiques* qui a joué depuis cinquante ans un rôle de premier rang. Dans les administrations, dans les Chambres électives et même à la présidence de la République, elle a reconnu nombre de ses élèves. Je pourrais mentionner, outre les écoles de sciences politiques d'Oxford, de Cambridge et de l'Université de Londres, d'autres institutions du même genre, en Angleterre et dans l'Empire, où la politique fait l'objet d'études suivies dont quelques-unes ont été très sérieusement orientées depuis la guerre. L'Allemagne a reconnu que ces préoccupations lui ont manqué, elle qui s'enorgueillissait pourtant d'avoir institué la première école d'économie politique. Si elle avait aussi bien possédé la psychologie des peuples que leur économie, elle n'aurait peut-être pas risqué l'enjeu qu'elle a placé sur un monde qu'elle n'avait pas su pénétrer.

Il n'est personne qui n'applaudisse à ce mouvement. Aussi bien me bornerai-je à quelques considérations sur le mode de cet enseignement.

Il s'agit de préparer des chefs de ligne qui dirigeront les mouvements sociaux ou politiques. Il est excellent que l'Université ait une action indirecte sur la politique, et une forte emprise sur l'esprit public. D'abord parce qu'il n'est pas mauvais que les dirigeants aient une culture universitaire ; ensuite parce qu'il est essentiel qu'une opinion s'élabore et s'exprime en dehors des Chambres. La solution des problèmes actuels le demande de plus en plus. De là viendra, en définitive, le salut. Malheureusement, l'opinion est souvent d'autant plus puissante qu'elle est plus pauvre. Au point de vue social, sinon même au point de vue politique, il appartient à l'Université de l'enrichir d'une direction qui ne s'égare pas au moindre détour. C'est ici que se rattache l'action de la presse, des conférences, des clubs, des sociétés où fermentent les idées désintéressées, formulées pour le bien de la collectivité, précédant d'une longue avance l'action politique ou législative, mais jetées néanmoins dans le peuple d'où, devenues sentiments, elles passeront dans le vote.

Les écoles de sciences politiques sont donc d'un puissant secours. L'ampleur de leur programme, où passe l'évolution des civilisations humaines, est connue. C'est un plaisir pour les initiés de constater, année par année, le déploiement de ces institutions. Elles préparent à la plupart des carrières publiques : haut fonctionnarisme, administration, diplomatie, fonctions parlementaires, directions économiques ou sociales. Elles livrent au pays les compétences dont il a besoin ; il reste à souhaiter que le pays sache les utiliser.

La base de leur enseignement est ce qu'on peut appeler, d'un terme très général, l'institution politique. On y étudie la science politique, l'histoire constitutionnelle, l'histoire politique, les finances publiques, le droit administratif et le droit public. C'est le noyau auquel s'ajoute, selon les circonstances, une série de cours d'appoint, depuis l'économie sociale et la géographie jusqu'à la statistique, en passant au besoin par certains aspects des questions commerciales, douanières ou agricoles. Voilà le type initial.

Que nous apprend cette expérience de quelques années ? Que demanderons-nous de plus à ces écoles, aujourd'hui que le monde subit un malaise social de plus en plus aigu ?

L'importance que prennent les questions sociales fait à la philosophie une plus large place dans les programmes. Le lien entre la politique et la sociologie est trop étroit pour que ceux qui aspirent à posséder le pouvoir ou à conduire l'opinion négligent ce que le pouvoir doit aux masses ou ce que les masses veulent imposer à l'opinion. On peut pendant un certain temps atténuer les problèmes à coups d'expédients, mais on se rendra compte un jour qu'ils ne seront résolus que par l'application d'une doctrine où les droits et les devoirs de chacun sont exposés.

Quant à la politique, les méthodes paraissent déjà rajeunies. Les universités se tournent davantage vers l'actualité et l'étude comparée des civilisations.

L'Université ne peut pas renoncer à l'actualité. Elle est affaire d'opinion ; mais elle constitue une expérience vivante, la seule que puisse se permettre la science politique. Le professeur est de son temps. Traitant d'événements contemporains, il fera part d'abord à ses élèves de ses théories, et exposera en toute impartialité les thèses contraires. L'actualité peut encore être réservée aux conférences, ou discutée au cours de débats simulés dont le modérateur écartera les discours oiseux ou trop enflammés. Le débat est à l'école de sciences politiques ce que le bureau commercial est à l'école de commerce : un moyen d'éprouver, par une sorte de pratique, les abstractions de l'enseignement.

Mais l'enseignement de la politique a été donné surtout, dans le passé, avec le secours de l'histoire. Il est certain que l'étude de la politique des temps anciens est utile à des fins de comparaison. La méthode, cependant – de même d'ailleurs que pour l'actualité – ne laissait pas d'être incomplète. Soit que l'on s'attachât trop aux faits, et pas assez aux idées ; soit que l'on négligeât le moment et les antécédents, on n'arrivait pas à donner l'impression juste, à pénétrer jusqu'à l'âme de l'histoire. Des résistances risquaient ainsi de demeurer inexpliquées que l'avenir pourrait réveiller ; l'action des sentiments, comme celle du mysticisme racial, demeurerait mal définie, qu'un jour les nations pourraient trouver dressée devant elles. La guerre a révélé l'influence de ces impondérables.

On résolut de chercher mieux. A l'histoire, on ajouta la religion, l'économie politique, la géographie, l'anthropologie, la sociologie, les langues, la législation, la statistique et l'étude des institutions et des mœurs. Des précisions, apportées par ces sciences, jusque-là dispersées, on a fait un tout révélateur qui dégage les caractères fondamentaux d'un peuple ou d'un groupe. C'est le procédé appliqué dans certaines universités américaines, à Columbia notamment et, avec une intention déterminée, dans les « *courses arranged at the teaching institutions of the University of London in imperial studies.* »

Cette collaboration des sciences de l'homme, être moral, se réalise assez facilement en faisant tomber quelques-unes des cloisons qui séparent les facultés et les écoles ; elle est pleine de promesses et réserve à l'enseignement

de la politique un avenir magnifique. D'autant que la recherche scientifique, appliquée avec succès aux sciences physiques, chimiques et naturelles, peut être étendue, toutes réserves faites, aux études d'ordre politique, économique ou social. Harvard a organisé un *Committee on Economic Research*, Washington possède l'*Institute of Sociology*, partout existent des « séminaires » où, comme le dit l'annuaire de l'Université de Londres, *the student is taught how to use the apparatus of documents, books and statistics that serves for him the same purpose that the balance, the blow-pipe, or the microscope serve to the student of natural science*. Enseignement fructueux, où le professeur se donne tout entier : esprit, méthode et expérience, où la leçon passe dans la réalité.

A la recherche s'ajoute un moyen de vulgarisation développé depuis quelque temps : l'extension universitaire qui porte l'enseignement au dehors et jusqu'au peuple. Pour les sciences sociales, ce mode est particulièrement intéressant. C'est une extension d'un autre genre que l'échange des professeurs allant d'une université à l'autre, ou dans des écoles internationales, dire les résultats de leurs travaux et faire bénéficier les étrangers de leur savoir. Je ne sache pas de meilleur moyen de faire connaître au loin les véritables caractères d'une nation.

La connaissance profonde des milieux et des races, s'impose plus que jamais. Que de jugements hâtifs un enseignement plus nourri, moins féru de détails et plus préoccupé des causes, eût empêchés dans le passé ! Un peuple, si petit soit-il, a son histoire, ses traditions, sa terre, sa langue, sa religion, ses mœurs, tout le faisceau de ses fiertés, qui sont des forces qu'il ne convient pas d'ignorer et des droits qu'il n'est pas permis de mépriser. Désormais l'étude des peuples sera donc dirigée vers la totalité de leur histoire, où il entre autant de sentiment que d'apparente logique, si l'on ne veut pas qu'ils continuent à s'entre-déchirer pendant que la science formulera les sentences d'une érudition trop courte.

c) L'économie sociale

[Retour à la table des matières](#)

La même complexité et la même acuité caractérisent les problèmes sociaux vers lesquels se portent nos inquiétudes.

La question sociale renaît, plus vive aujourd'hui qu'avant la guerre ; et qu'elle persiste ainsi, après une pareille lutte, repoussant les bienfaits d'une paix si dure à conquérir, est la preuve indéniable qu'elle est rivée au cœur de l'homme, toujours torturé par le rêve de l'égalité. Elle s'est alourdie, le long des siècles, à mesure que les idées engendraient des mondes nouveaux, suscitaient des systèmes ou aboutissaient à l'âpre conflit des sentiments. Il est triste que le progrès soit ainsi chargé de haine.

Des problèmes, plus spéciaux et moins étendus, surgis de phénomènes économiques, se dressent au sein de la question sociale : l'alcoolisme, la dépopulation, la désertion des campagnes, le surpeuplement, les maladies des sociétés, et tant d'autres qui s'en prennent au bonheur, à la vie même des orgueilleux civilisés que nous sommes. Une solidarité terrible confond l'humanité dans la souffrance : la contagion du mal n'épargne personne. Des individus elle gagne les masses, puis les peuples.

Or, nul n'a le droit d'ignorer le sort que tous subiront peut-être demain. Les problèmes sociaux intéressent la sérénité morale comme la vitalité physique des sociétés. On conçoit donc que les universités se soient depuis longtemps penchées sur eux, et aient préconisé des solutions que déjà ceux qu'elle a formés répandent avec succès. L'enseignement universitaire a trouvé là une de ses plus bienfaisantes orientations. On apprécie à l'égal des résultats qu'il a obtenus dans le domaine des sciences naturelles ou appliquées les actions qu'il a su provoquer dans les sphères élevées de la philanthropie.

Tout homme a un devoir social à remplir ; mais l'homme de profession plus que d'autres. Prenant place dans l'élite, il reçoit la mission de diriger au moins ceux qui dépendent immédiatement de lui. C'est ce que j'appelle la fonction sociale, rayonnement de l'activité purement professionnelle.

L'université le sait, qui a inscrit aux programmes de ses écoles spéciales des cours d'économie politique, d'économie sociale, d'hygiène et de législation industrielle. Il serait nécessaire d'élargir cette initiative. Pour le prouver, je prendrai trois types : l'avocat, le médecin et l'ingénieur.

Il paraît bien que, de toute éternité, l'avocat ait été désigné pour faire de la politique. Le miracle, c'est qu'on ne la lui enseigne pas toujours. De même que l'on apprend aux étudiants des facultés de commerce l'économie politique et sociale, la politique commerciale, les finances publiques, on doit familiariser l'avocat avec les grandes questions que pose l'actualité économique et politique pour qu'il continue de jouer un rôle à côté de concurrents de plus en plus instruits, et qu'il apporte à l'exercice de sa profession autre chose que la connaissance des textes, où la coutume est déjà figée et comme morte. L'avocat social, si j'ose dire, est un spécialiste que la société réclame.

Le médecin voit chaque jour sa profession prendre de l'ampleur. N'est-il pas, dans toute l'acception du mot, un « praticien social » ? Il prolonge sa clinique dans les oeuvres. A la ville comme à la campagne, il est aux avant-postes dans la lutte contre les contagions. Non content de guérir, il a inventé la prophylaxie. On lui doit de braver le mal. Voilà pourquoi l'université lui révélera la philosophie sociale, afin qu'il possède, dès son point de départ, les hautes raisons de son apostolat.

Peut-on mieux définir la multiple fonction de l'ingénieur que ne faisait déjà Vauban : « Point d'ingénieur parfait, parce qu'il faut être à la fois charpentier, maçon, architecte, peintre, orateur, politique, soldat et bon officier, et surtout avoir bon cœur, bon esprit et une longue expérience. » Chacun de ces mots, étrange à la première lecture, est au fond fort juste. L'ingénieur invente, dirige, et exécute. Il est l'intelligence, c'est-à-dire un des facteurs essentiels, et même le facteur initial de la production. Il lutte aussi, et conseille. Il est près

du patron et près de l'ouvrier. Officier, pour reprendre les mots de Vauban, il doit se faire soldat. Voilà donc un des hommes à préparer le plus complètement, et cela n'a pas toujours été fait. S'il m'était donné de réviser les programmes des écoles de génie civil, j'y porterais volontiers des leçons sur la finance, sur *l'organisation des entreprises modernes* ; et je chargerais davantage les cours d'économie politique, d'économie sociale, de science sociale appliquée et de législation industrielle. N'oublions pas que l'ingénieur entre dans la mêlée sociale.

Viennent ensuite les spécialistes, hommes de pensée et d'action, sociologues ou *social workers*. L'université leur a ouvert ses portes et, dans certains endroits, elle les abrite somptueusement. Les écoles de sciences sociales se multiplient. Timides au début, elles s'affirment déjà. On sent que la sollicitude de l'Université tend de ce côté. La liaison s'opère de plus en plus entre la chaire et l'œuvre sociale. Et c'est un des plus beaux mérites de l'enseignement contemporain, qui trouve ici son aboutissement logique.

Ces écoles diffèrent des écoles de sciences politiques en ce qu'elles amorcent immédiatement la pratique. Mais, quel doit être leur enseignement théorique, et à quelles conditions leur action pratique prendra-t-elle toute sa valeur ?

L'économie politique et l'histoire économique sont à la base de ces études spécialisées, mais vivifiées et complétées par l'ensemble imposant de la philosophie sociale. Dans le passé, l'économiste s'est volontiers fait sociologue, poursuivant dans leurs applications les principes qu'il avait formulés. On enseignait alors l'économie politique et sociale. Puis, à la suite de travaux dont je ne méconnaissais pas l'importance, l'Économique, insensible à ce qui devrait être, s'est arrêtée surtout à ce qui est ; elle s'est livrée à la détermination scientifique des lois, abandonnant au sociologue le souci de l'action. Cette doctrine mi-classique semble perdre le prestige que gagne à ses côtés la sociologie, si ardemment développée ces temps derniers ; et l'économie est rétablie, de plus en plus, dans son droit d'être une science sociale.

Trop longtemps les économistes ont négligé le sentiment et la responsabilité morale, qui ont été, pendant la guerre où l'activité totale de l'esprit s'est manifestée, de si puissants mobiles. Le retour que je signale est donc heureux. Charles Mills Gayley, le brillant professeur de *Berkeley*, le définit plutôt en poète dans ses *Idols of Education* : « *Taking fresh heart of ethics, economics wears a new and most seductive smile. No longer the minimizing of material cost, but the maximizing of vital value, she regards. She seeks the psychic income, the margin of leisure for the soul, the margin of health for the body ; the greatest of national assets – the true wealth of nations.* » Plus direct encore est le témoignage de M. William Caldwell, professeur à McGill : « *We could never get that training in moral and social habits that is required by all citizens until ethics and ethical considerations enter more definitely, and more organically, into our school and academic systems than they do at present. Japan and France could teach us important things in this regard.* » Ces nobles préoccupations se retrouvent chez des économistes anglais, français, américains, et même allemands – en particulier chez le professeur William Roscher, de Leipzig.

Ainsi conçue et vraiment pratique, l'Économie aidera à résoudre les problèmes sociaux. On l'admettra un jour, lorsque toutes les expériences nous auront lassés : ce sont les hommes qu'il faut atteindre et les cœurs qu'il faut changer. Voilà l'inappréciable avantage d'une doctrine, juste pour les puissants comme pour les faibles, animant le sens social, imposant au besoin l'amère satisfaction de sacrifier l'intérêt individuel au salut commun. Des compatriotes anglais ont répété que la vieille province de Québec ne broncherait pas devant l'invasion des idées révolutionnaires et qu'elle saurait garder ses volontés séculaires, à cause de la fermeté de ses traditions, et des enseignements qu'elle a reçus.

Ces constatations nous éclairent sur les caractères que devra revêtir l'action assumée par beaucoup d'universités sous la forme de la pratique sociale (*field work*). L'enseignement universitaire coudoie, ici encore, la réalité. Les *social workers* fréquentent les institutions : hôpitaux, colonies, oeuvres de protection de toute sorte ; et les milieux économiques ou sociaux : usines, réunions populaires, chambres professionnelles. Il n'est pas de plus vaste laboratoire ni de plus intéressant. Les cliniques que suivent ainsi les praticiens sociaux ont été intelligemment organisées et réparties selon les tâches que les étudiants désirent entreprendre plus tard. Tout cela est bien conçu. Gardons-nous de croire, cependant que le *field work* résolve tout et n'exagérons pas sa valeur éducative. Il ramène le problème de la spécialisation exclusive : il ne suffit pas de former un praticien, habile à faire glisser les fiches ou à conduire des enquêtes. L'esprit guide la main. J'apprécie les écoles où l'enseignement de la sociologie inspire le *field work* ; mais je prise par-dessus tout celles qui exigent des étudiants une forte culture générale. L'homme véritablement cultivé dépassera sa tâche quotidienne. Au service des oeuvres sociales, il voudra les faire connaître, les promouvoir, les ramifier. Sa pensée animera les cercles où ces problèmes seront discutés. Il deviendra un chef social puissant sur l'opinion.

Toutes les universités ont accepté la mission d'élaborer et de garder la science, puis de la répandre au sein de la société. Elles remplissent ainsi, comme elles l'exigent des individus, une double fonction de pensée et d'action. Logiques, elles prêchent d'exemple. Peut-être ne se rend-on pas suffisamment compte des bienfaisantes influences qu'elles exercent ? L'initiative universitaire est souvent à l'origine des reconstitutions sociales, par la recherche scientifique, par les leçons et les sollicitations faites du haut des chaires, et même par l'effort constant des compétences que plusieurs années de vie studieuse ont préparées. Les lois viennent plus tard consacrer ces enseignements et, dans le peuple, le pouvoir reçoit le mérite d'un travail que d'autres ont amorcé. Loin de moi la pensée de récriminer. Je voudrais seulement que les universités s'unissent pour révéler au grand public la beauté de l'œuvre universitaire, trop peu connue, et pour lui donner la place qui lui revient de droit au sein d'une civilisation qu'elle protège et grandit.

Troisième partie : Pour l'action sociale

III

Dixième anniversaire ¹

[Retour à la table des matières](#)

Je vous remercie d'avoir bien voulu vous unir dans la célébration du dixième anniversaire de *l'École des sciences sociales, économiques et politiques*.

Nous fêtons cet événement entre nous, dans l'intimité de notre travail et dans les bornes de nos ambitions. C'est ce soir le dîner de l'École, rien d'autre. Aussi n'ai-je qu'une intention : marquer l'étape, en retraçant l'évolution de nos enseignements.

Je ne fais que parler en votre nom, puisque l'œuvre nous est commune et que nous en assumons tous la responsabilité. Voilà pourquoi je vous demande la permission de ne pas nous jeter de fleurs, mais d'examiner ce que nous avons accompli avec des moyens restreints. Notre tâche n'a pas toujours été facile. Le milieu, les circonstances, les conditions financières ne nous ont pas permis de faire aussi bien que nous l'eussions désiré. Nous trouvons dans la réunion de ce soir une occasion de réfléchir sur notre action et d'accentuer nos efforts pour utiliser mieux l'instrument dont nous disposons, en attendant qu'il nous soit donné de l'améliorer.

¹ Allocation prononcée à l'occasion du dixième anniversaire (1930) de *l'École des sciences sociales, économiques et politiques*.

En 1920, l'Université de Montréal devenait autonome. Mgr Georges Gauthier, nommé recteur, accueillit aussitôt l'idée d'établir une École des sciences sociales, économiques et politiques destinée à la jeunesse du Canada français. Ayant toujours voué aux problèmes sociaux une attention avivée par un cœur d'apôtre, il apporta à l'École l'appui nécessaire de son autorité, veilla sur sa fondation et lui donna pour symbole un flambeau allumé aux étoiles du blason universitaire. Je conserve pieusement le souvenir d'une collaboration dont l'esprit ne nous a pas quittés puisqu'il a passé tout entier dans notre vénéré recteur actuel, Mgr Piette.

L'École, fusionnée à l'Université de Montréal, ouvrit ses portes en septembre 1920, sous le nom que vous connaissez. Ce nom indiquait au public les intentions des fondateurs et l'orientation de l'enseignement.

Bien des projets avaient été écartés. On avait rêvé d'une grande école, comme l'École *libre des Sciences politiques de Paris* ou la *School of Political Science* de Londres. Ces écoles sont spécialisées : elles rattachent l'ensemble des études à une préoccupation de haute politique. Mais ce rêve était-il réalisable chez nous ? L'Université allait organiser une Faculté des lettres, une Faculté des sciences et, bientôt, une Faculté de philosophie, fondations précipitées qui la contraignaient à la prudence. Elle voulait aussi être utile au plus grand nombre, couvrir un domaine varié, répondre à tous les désirs légitimes. Bref, faire beaucoup de peu. C'est la généreuse limite du sacrifice.

Il fallut s'y plier. L'École fut ramenée à des proportions moindres, et son programme diversifié. Elle fit appel aux esprits curieux de s'instruire généralement en sociologie et en politique. Le premier annuaire de l'École montre ces intentions :

« L'un des devoirs de notre Université est de conduire les esprits vers l'étude des problèmes actuels. La nation réclame des responsables et l'élite elle-même a besoin d'être formée à diriger. Au moment où les destinées du monde inquiètent tous les cœurs, où l'on comprend mieux que jamais la valeur de la doctrine et de l'action, inséparables l'une de l'autre, comment ne pas préparer les volontés par une discipline sûre ?

L'École *des Sciences sociales, économiques et politiques* assume cette tâche. Elle offre son enseignement :

1° Aux « praticiens sociaux », à ceux que l'action sociale sollicite ou qui ambitionnent d'acquérir une connaissance approfondie de l'économie sociale ;

2° À ceux qui, dans l'intention de développer leur culture générale, de jouer un rôle public et de remplir, outre leurs devoirs professionnels, une seconde tâche, ou encore d'occuper de hautes fonctions administratives, désirent s'instruire des questions d'économie politique, de politique intérieure ou extérieure, de sociologie ;

3° À ceux qui choisissent la carrière du journalisme, ou qui veulent répandre, par une collaboration régulière aux journaux et aux revues, les idées qu'ils auront acquises par une étude attentive des vérités essentielles. »

Comme type, notre École adoptait donc celui des Instituts organisés par les Universités catholiques de France et de Belgique. L'enseignement fut réparti en deux sections, la section économique et sociale, la section journalisme. La durée du cours fut fixée à deux ans dans la première, à un an dans la seconde. C'était une expérience intéressante. Rien de tel n'avait existé jusqu'à là. L'enseignement s'assouplissait à nos besoins immédiats et paraît à nos insuffisances les plus grossières.

Ainsi constituée, l'École exige beaucoup du professeur. Celui-ci doit préparer son cours selon la lettre du programme, et, de plus, le diriger vers la recherche pour combler, fût-ce par de simples aperçus, les lacunes d'un organisme forcément incomplet. Renonçant à former des spécialistes, il tente d'éveiller des vocations par la culture générale.

Il faut que l'étudiant, l'esprit nourri des principes essentiels, muni du « savoir en germe », *quaedam scientiarum semina*, – soit en mesure d'orienter son action parce qu'il en connaît les aboutissements. S'il vise à la diplomatie, il accentuera ses études en histoire et en politique ; s'il est dans les affaires, une philosophie le guidera dans la pratique et les complexités de la vie économique ; s'il choisit l'apostolat social, il appliquera ses connaissances aux oeuvres qui retiendront ses énergies. Mais quoi qu'il arrive dans l'avenir, l'étudiant aura reçu une formation qui intensifiera son influence sur son milieu.

Notre groupe a besoin par-dessus tout d'une élite agissante. L'homme qui accomplit la plénitude de son devoir d'état, fidèle à ce que lui commandent ses traditions, canadien de sentiment et français d'attitude, est une unité *qui* grandit l'élite ; mais plus précieux encore celui *qui* accepte d'exercer une seconde fonction, celle qui constitue en « autorité sociale ». Avec le concours de ses semblables, il pèsera sur l'opinion publique du poids d'un caractère, il participera aux oeuvres, trop souvent vides d'hommes et d'idées, il appuiera les mouvements d'intérêt général autrement que par des mots : l'instruction, l'hygiène, le devoir civique, l'art, le bien commun rencontreront en lui des convictions prêtes au dévouement.

Émile Boutmy, le fondateur de l'*École libre des Sciences politiques* de Paris, ne l'entendait pas d'autre façon. Les commencements de cette institution ont été modestes. Boutmy les évoquait avec émotion lors du septième anniversaire de l'École de la rue Saint-Guillaume. Le souffle qui anime ses paroles, je voudrais le voir passer en nous : « Pour lutter, nous n'avions que la justesse de notre idée générale, une conviction profonde, une grande ardeur de sacrifice, un immense besoin d'espérer comme on le rencontrait alors partout au lendemain de nos désastres, le sentiment que la France appauvrie n'en serait que plus généreuse envers les fondations destinées à reconstituer sa richesse morale et intellectuelle. On commença donc, humblement d'abord et bien à l'aventure. Cinq chaires seulement figuraient au programme de l'année. Nous ne nous rappelons pas sans quelque confusion les dénominations singulièrement vagues de ces enseignements ; chacun embrassait une matière énorme, impossible à traiter en cent leçons, à plus forte raison en vingt-cinq. Nous avons dû tracer nos cadres avant d'être en mesure de les remplir ; au professeur revenait le soin d'y découper son sujet sans trop manquer aux

promesses du titre. » Il est vrai que les professeurs, choisis hors des cadres officiels, forts de leur personnalité, s'appelaient Janet, Levasseur, Albert Sorel et Paul Leroy-Beaulieu.

Cinq matières ! Nous en avons six au programme de 1920, six dont une muette, sans titulaire. L'année suivante, l'École marchait à plein, semblable, sauf quelques ajustements, à ce qu'elle est aujourd'hui. Les matières se groupent sous les rubriques que voici :

Sociologie : Philosophie sociale, économie sociale, hygiène générale, oeuvres sociales, législation industrielle.

Économie : Économie politique, production industrielle, histoire des doctrines économiques, géographie humaine, pratique financière, finances privées.

Politique : Science politique, droit public, politique extérieure du Canada, politique économique, finances publiques.

Journalisme : Rédaction et administration, imprimerie et mécanisme, histoire du journalisme, législation sur la presse.

Je ne reprendrai pas chacune de ces matières pour le seul plaisir d'en montrer l'utilité et de les rattacher à vos enseignements avec les compliments d'usage. Pourtant, laissez-moi rendre hommage à votre dévouement et reconnaître que le succès de notre institution lui revient. Les programmes sont une excellente chose, à laquelle les *experts consacrent* de longues délibérations, comme un gourmet à l'élaboration d'un menu. On y prépare le bourrage des crânes assidus qui pavent la nation. Noble exercice. Le cadre oriente lorsqu'il n'étouffe pas. Mais le programme, d'ordinaire admirable – c'est curieux ce qu'il peut proposer à l'effort des autres – n'est pas tout. Au théâtre, il est rempli de promesses que seule l'exécution justifiera. A l'école, il est une discipline, comme le règlement. Programmes et règlements sont de la famille des propositions. Il reste à les observer. Pour ceux-là, c'est la part du professeur.

C'est la part de l'esprit. Nous avons acquis une expérience de dix années, nous connaissons les limites actuelles de notre École. Nous sommes prêts à faire, si j'ose dire, contre fortune bon cours. Dans quel sens allons-nous diriger cet esprit pour accentuer notre action et servir mieux encore la nation ?

Si, par quelque magie, notre École prenait tout à coup de plus vastes proportions, nous aurions tort de lui enlever son caractère social ou, du moins, ce qu'elle a de social, par quoi survit la pensée initiale de sa fondation. Elle repose sur la philosophie qui est sa base naturelle et son inspiration. Nous savons aujourd'hui ce que cela veut dire beaucoup. Nous sommes sous l'emprise de la parole d'un Gilson, d'un Gillet, d'un Chenu, d'un Ephrem, que *l'Institut scientifique* nous a fait entendre. Si elle n'apporte rien de nouveau à la doctrine fondamentale, elle la renouvelle aux sources, saisit ses évolutions dans le temps et la propose à notre époque comme une merveilleuse règle de

vie. Rien d'étriqué : une raison lumineuse éclaire et entraîne la volonté. L'esprit éprouve la reposante ardeur de la conviction.

Le moindre acte humain tend vers une fin ; il est amplifié par la famille, les associations, la société, l'État, l'Église. Le sens de ces mots s'épuise dans l'habitude ; l'enseignement au Canada se porterait avec profit à le ranimer. On respecte ces institutions, mais elles représentent des choses acquises sur lesquelles la réflexion ne s'arrête pas. Pourtant, quelles multiplicatrices d'énergie ! On n'en apprécie pas la valeur sociale parce qu'on ignore leurs origines et le rôle qu'elles ont joué dans le passé. Ce sont des forces délaissées. Je regrette que nous n'ayons pas inscrit à notre programme un cours de *Science sociale*, qui eût introduit chez nous la méthode historique. L'histoire possède une vertu formatrice qui affermit la doctrine. Rappellerai-je les travaux de Léon Gérin et tel chapitre de Mgr Landrieux sur la paroisse canadienne ? La vie de notre peuple en est transformée : elle apparaît avec les éléments qui la conduisent et l'ordonnent. Demandons, en attendant, à la philosophie et à l'économie sociale, au droit public et à la science politique de s'unir pour combler nos lacunes. Car il en est de même de l'aspect juridique ou administratif de nos institutions. L'étude de la constitution, des organes de gouvernement, de la loi même, dans son élaboration et ses caractères, est trop négligée chez nous. On dirait que ces puissances ne nous appartiennent pas, qu'elles n'agissent pas. On laisse à l'expérience de nous renseigner sur elles ; comme si, dès la sortie de l'école, dès la première minute de responsabilité, elles ne nous saisissaient pas. « L'exécutif, répondait un élève de préparatoire, dans une École supérieure, c'est le lieutenant- gouverneur et le conseil des échevins ». Chaque jour, nous constatons de ces insuffisances, qui s'expriment sans doute avec moins de naïve assurance ou qui se réfugient dans le silence. Nos écoles, à se préoccuper de ces rouages qui nous emportent avec eux, gagneraient d'être plus canadiennes. Elles ont été calquées le plus souvent sur le type européen, ce qui n'est pas un mal, mais il faut qu'elles s'adaptent aux besoins de notre population. Le gouvernement du pays trouve son seul refuge dans le cours de géographie ; et les sciences naturelles, alimentées par des manuels étrangers, restent muettes devant la chaîne des montérégiens ou l'âge du Saint-Laurent. Quel heureux changement, et quel éveil, si nous étions mis à même de poursuivre, dans un décor rendu familier, les raisons profondes de notre survivance.

C'est pour répondre à une inquiétude nationale, que *l'École des sciences sociales* s'est livrée à la diffusion de l'hygiène. Au moment de sa fondation, il était partout question de capital humain, de revanche des berceaux, de lutte contre la contagion de la maladie ou de l'ignorance. Le nombre ne pallie pas à tout ; mais, pour une minorité, il est un moyen d'expansion et, mieux instruit de ses devoirs, une certitude de durée et d'influence. L'École enseigna l'hygiène chez elle, puis dans les hôpitaux et les communautés religieuses ; elle appuya la résolution de la Commission des études de *l'Université de Montréal* propageant les notions d'hygiène dans les facultés et les écoles ; elle seconda le docteur Baudouin lorsque celui-ci, organisant *l'École d'Hygiène sociale*, prélude, je l'espère, d'un *Institut d'Hygiène*, fit appel à nos professeurs.

J'insiste sur notre rayonnement vers les communautés religieuses. Le lien est ténu, sans doute : la parole d'un professeur, une pensée animatrice, mais signe d'une collaboration heureuse. Les communautés ont assumé, de longue

date, l'assistance sociale dans notre province, accomplissant avec dévouement et non sans de pénibles sacrifices une tâche ingrate que nous leur avons laissée. Ces oeuvres, nous les avons portées à notre programme, leur appliquant la même méthode historique qui révèle leur extraordinaire épanouissement et les ressources, j'allais dire les souplesses de la charité. Ainsi le père Chenu, dans un domaine voisin, nous exposait hier la naissance et le développement de l'Ordre des Frères prêcheurs lancé, depuis le moyen âge, à la conquête des intelligences, et devenu le gardien de la doctrine. Nous eussions volontiers suivi les oeuvres de plus près, organisé ce que les Américains appellent le *field work*, visité les institutions, tenu un fichier, préparé des praticiens sociaux. Nous y avons renoncé faute de fonds et aussi dans la crainte d'attendre vainement des élèves. Mais ce projet n'est pas sorti de nos esprits. Puisse sœur Gérin-Lajoie fonder quelque jour, sous l'autorité de Mgr Gauthier, *l'École sociale appliquée* qu'elle destinerait mieux que nous aux religieux chargés de soulager la misère innombrable.

Les sciences économiques entrent dans le cadre de nos études comme un indispensable appoint. Nous nous arrêtons aux théories essentielles, appliquées au Canada français ou destinées à des Canadiens-français. L'économie politique, l'histoire des doctrines, des vues sur la finance, la comptabilité et le droit commercial suffisent à ces intentions. Nous ne sommes pas les seuls, dans ce domaine : *l'École des Hautes Études commerciales* pourvoit à une spécialisation plus intense. Mais nous maintenons les sciences économiques parce qu'on les retrouve, dans les écoles semblables à la nôtre, et parce qu'elles sont nécessaires à notre élite et à notre peuple. Notre histoire est un perpétuel recommencement, affirme Léon Gérin : nous nous adaptons sans cesse aux situations nouvelles que nous impose l'ambiance où nous sommes forcés de vivre. A l'heure actuelle, la lutte, qui est notre lot, revêt un caractère économique. Nous ne la conduirons pas sans doctrine. Notre économie nationale manque de directives acceptées par tous. Elle va comme elle vient, au gré de l'événement. Peu de pensée la vivifie, pour la raison que la pensée n'existe pas. Le premier pas à faire, c'est d'enseigner, de répandre les sciences économiques, sciences inférieures dit-on, mais qui se placent au bas de l'échelle des valeurs ainsi qu'une base. On ne gagne rien à ne voir en cela que pure théorie. Lafontaine est sorti vainqueur de la bataille parlementaire parce qu'il avait emprunté une doctrine aux traditions britanniques. La pratique des autres aura vite terrassé notre pratique inorganisée. *L'École des Hautes Études commerciales* et *l'École des Sciences sociales* s'emploient à formuler cette doctrine, d'accord avec ceux qui, dans les affaires ou dans le journalisme, expriment les mêmes idées. Ainsi la science économique se hausse jusqu'à la défense nationale en proposant une entente de plus à notre sottise manie de division. Elle va même plus loin. Un remaniement nous a permis d'introduire récemment à l'École un cours dont l'appellation ne dit pas grand chose, de prime abord : *la production industrielle*. On y met en lumière l'organisation rationnelle de l'usine et les procédés d'humanisation que l'école catholique indique comme solution à la question sociale. D'un coup, la science économique touche au sommet où l'invitait d'ailleurs la philosophie de saint Thomas.

Nous avons aussi modifié l'enseignement des sciences politiques en restant, il est vrai, dans des bornes désormais trop étroites. Le Canada demeure au centre de nos recherches. Nous vivons en Amérique, d'une vie propre

mais rattachée à l'Empire et à l'Europe. Voilà l'ensemble du problème. Nous connaissons trop peu le Canada anglais. Nous rencontrons, en 1867 seulement, les colonies qui ont formé notre Dominion, comme si elles étaient nées de la veille, ou guère s'en faut. La constitution du territoire, les apports de l'immigration, la persistance des types ethniques, la cohésion des forces en vue de l'unité, des unités plutôt, dans le triple domaine économique, politique et national, tout cela retient nos professeurs de droit public, de science politique, et de politique économique. La connaissance que nous avons des États-Unis est bien piètre, presque nulle. Tentons l'expérience en parcourant comme autant de questions d'examen les têtes de chapitres du livre d'André Siegfried sur les *États-Unis d'aujourd'hui*. Simple aveu ! Nos intérêts ne se limitent d'ailleurs pas aux États-Unis si, par notre politique économique et notre rayonnement français, nous entrons dans le grand tout des Amériques. La marche récente de l'Empire a provoqué chez nous des curiosités mal préparées. Avions-nous rattaché ce mouvement à ses origines américaines, discernions-nous, à ses débuts, une influence canadienne, avions-nous même soupesé tous nos liens coloniaux ? L'autonomie plus grande dont nous jouissons nous a jetés dans les complexités de la politique européenne en nous donnant l'allure de l'indépendance. Nous avons signé des documents, participé à des délibérations, pris des attitudes. Nous sommes engagés dans une suite d'événements dont nous n'avons pas toujours le soupçon. Mentionnerai-je l'inextricable faisceau de difficultés où se débat l'Europe centrale ou, plus simplement, les nuances que projette la seule évolution d'un grand pays comme la France ou l'Allemagne. J'accumule à plaisir les questions pour inciter à réfléchir sur les avantages que trouvent l'homme d'État et l'élite à nourrir leur jugement avant de l'exercer, à installer l'idée dans les discussions publiques, souvent abandonnées à des considérations de second ordre ; pour vous exposer aussi la lourde tâche de notre professeur de politique extérieure. Le tour du monde, en quatre-vingts leçons ! Il faudrait multiplier les cours, dégager notamment la politique intérieure et l'histoire diplomatique. D'autant qu'un fait important s'est produit depuis la fondation de l'École : nous possédons un corps diplomatique où nous comptons quelques diplômés que d'autres voudront rejoindre. Un cours de vingt-cinq leçons représente un honoraire annuel de deux cent cinquante dollars. De qui attendrons-nous les cinq cents, ou mieux les mille dollars qui nous permettront de diriger plus sûrement les nôtres vers la diplomatie ?

Si la section économique et sociale est consacrée à une sorte de culture générale sur l'actualité, la section journalisme est nettement spécialisée. Elle s'attache au journal, à sa rédaction, à son administration ; elle expose les responsabilités légales du journalisme ; elle reprend l'histoire de la presse et son rôle depuis nos premières luttes de conquête. Je m'excuse de revenir sur la même idée : la presse est aussi une institution vivante, c'est-à-dire un des éléments de notre vie nationale. Nous le croyons, comme nous croyons bien d'autres choses. Peuple de traditions, nous avons inscrit sur le fronton de l'édifice élevé à nos résistances : *notre langue, nos institutions et nos lois*. Une fois par année, nous répétons la devise sacrée et nous présentons les armes au souvenir. Puis c'est fini. Nous reprenons notre marche, persuadés que tout va bien parce que nous l'avons dit. Quand mettrons-nous notre conduite d'accord avec les mots ? Nous avons là des forces, à portée de notre main : faisons en sorte de les connaître et de les saisir. Autrement, elles manifesteront tout autre chose que leur puissance. La section journalisme est née de la même pensée

d'expansion et de formation d'où notre École est sortie. Il existe ailleurs, à New-York et à Paris, des écoles plus considérables où l'on pousse jusqu'à la critique dramatique ou à la publication des magazines. Cela eût été pour nous du luxe, quand il y avait de plus solide à faire. Nous engageons les étudiants en journalisme à suivre les cours de culture générale, ce que font la plupart, tendant par là à donner à la presse des hommes avertis des questions contemporaines. Quant à l'expression, j'entends la disposition des idées et le style, nos élèves peuvent s'inscrire à la Faculté des lettres. Plusieurs de nos diplômés sont dispersés dans le pays, de Chicoutimi à Edmonton. Je souhaite que, placés sous les ordres de nos bons journalistes, ils mènent le combat de l'idée et de la forme.

Car la forme a son importance aussi, non plus seulement dans la presse, mais partout, à la tribune comme dans la chaire. C'est un devoir pour nous tous d'avoir au moins de la tenue. Notre langue, c'est le premier mot de notre devise : après l'avoir saluée, le jour de la fête nationale, nous la laissons parfois dans un piteux état le reste de l'année. Quand on songe à certaines de ses manifestations, on est rempli d'une grande tristesse : désarticulation, syntaxe désaxée, lamentable pénurie de vocabulaire, fourmillement d'anglicismes. Mais nous gardons jalousement le doux mot de langue maternelle.

J'ai plusieurs fois mentionné l'École *libre des sciences politiques* de Paris vouée au relèvement de la France dès le lendemain de 1870. Je garde précieusement la médaille gravée par Roty à la mémoire d'Émile Boutmy. Une femme enveloppée dans le drapeau français dépose une couronne sur la chaire que la mort du maître a laissée vide, sans retour. La légende renferme, dans l'inimitable précision latine, l'espoir du fondateur : *Scholae in publico luctu spe indomita conditae virorum et civium nutrici, Patria memor* ; à l'École fondée sur une impérissable espérance, dans un jour de deuil national, pour nourrir des hommes et des citoyens, la Patrie reconnaissante.

Si les deux écoles – celle de Paris et la nôtre – ne sont pas comparables, du moins aspirent-elles de même vers le bien commun. Je vous ai dit la modicité de nos ressources et qu'elle exige de nous un supplément d'ardeur. La patrie a besoin d'une élite, et l'élite a besoin d'hommes. Ne nous laissons pas décourager par le poids de la tâche en le mesurant à notre faiblesse. Essayons surtout d'éveiller des volontés : le talent des nôtres fera le reste, ainsi que nos diplômés l'ont montré. Le président de la *Jeunesse catholique*, M. Joseph Dansereau, un de nos élèves, me disait : « L'École m'a ouvert bien des horizons ». Pour nous, c'est le mot de la fin et de l'avenir.

Fin du texte.